

Dr R. Barokas

PNAA 756

UTILISATION ET DIFFUSION RESTREINTE

As Dr R. Barokas  
Chairman of the Board  
Société - une présentation  
mes incises complément  
L. Kelle  
April 1983

PNARR-756

38109

REPUBLIQUE DU ZAIRE

Mouvement Populaire de la Révolution

—oOo—

DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE , DEVELOPPEMENT RURAL,  
ENVIRONNEMENT, CONSERVATION DE LA NATURE ET TOURISME

Service d' Etudes et Planification

R E G I O N   D E   L ' E Q U A T E U R

Etude Régionale Pour Le Développement Agricole

Février 1983

DIVISION STRATEGIE ET PLANIFICATION AGRICOLE

Bureau de Planification Agricole

Project 660-070 USAID/PRAGMA C.

## TABLE DE MATIERE

	Page
PREAMBULE	1
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I : ETUDE DU MILIEU	5
I.1. Milieu physique	5
I.1.1. Situation Géographique	5
I.1.2. Climat	8
I.1.3. Géologie	9
I.1.4. Végétation	12
I.1.5. Conditions hydrologiques et hydro- géologiques	14
I.1.6. Les sols	18
I.2. Ressources humaines	20
I.2.1. Données démographiques	20
I.2.2. Facteurs sociologiques	23
I.2.2.1. Groupes Ethniques	23
I.2.2.2. Organisation Sociale et Division du Travail	24
I.2.3. Habitudes alimentaires	25
CHAPITRE II: SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE	
II.1 Facteurs de Production	31
II.1.1. Le Crédit agricole	31
II.1.2 Les intrants	33
II.1.2.1. Le petit outillage agricole	34
II.1.2.2. Semences, Engrais et Produits Vétérinaires	35
II.1.2.3. Carburant et Pièces de Rechange	37
II.1.2.4. Coûts des intrants agricoles	38
II.1.3. La main-d'oeuvre	41
II.1.4. Superficiés disponibles	45
II.2. Recherche Agronomique	46
II.3. La Production	52
II.3.1. Situation Générale	52
II.3.1.1. Le Manioc	55
II.3.1.2. Le Riz	58
II.3.1.3. Le Maïs	61
II.3.1.4. L'arrachide	62
II.3.1.5. Le Bananier	64
II.3.1.6. Igname et Patate Douce	66
II.3.1.7. Le Soja	67
II.3.1.8. Le Coton	68
II.3.1.9. Le Tabac	70
II.3.1.10 Palmier à Huile	72
II.3.1.11 Le Cafeier	75
II.3.1.12 L'Hévéa	77
II.3.1.13 Le Cacao	81

II.3.2.	Exploitations et Productions du Secteur moderne	84
II.3.2.1.	S.C.Z. Bossordjo	85
II.3.2.2.	P.L.Z. - YALJIGIMBA	86
II.3.2.3.	Coton Zaïre	87
II.3.2.4.	C.D.I. Bwamanda	88
II.3.2.5.	Scibe Zaïre	91
II.3.2.6.	Les projets agricoles placés sous la tutelle du D.A.D.R.	92
II.3.3.	L'Agriculture traditionnelle	93
II.3.4.	La pêche et la chasse	99
II.3.4.1.	La pêche	99
II.3.4.1.	La chasse	101
II.3.5.	L'exploitation forestière	103
II.4.	Structures et Organisation du Marché	103
II.4.1.	Les Structures de Commercialisation	106
II.4.2.	Les Prix Agricoles	109
II.5.	Contraintes à l'expansion de l'agriculture	111
II.5.1.	Les Couffots d'étranglement limitant la production agricole	112
II.5.1.1.	Une carence marquée en principaux intrants	112
II.5.1.2.	Un enclenchement insuffisant	112
II.5.1.3.	L'Inexistant d'une structure adéquate de crédits	113
II.5.1.4.	Le désintéressement de la population	113
II.5.2.	Contraintes à la commercialisation	114

### CHAPITRE III: SITUATION DANS LES AUTRES SECTEURS

III.1.	Industries	116
III.2.	Energie	117
III.3.	Transports et Communication	118
III.3.1.	Voies navigables	118
III.3.2.	Réseau routier	121
III.3.3.	Réseau ferroviaire	122
III.3.4.	Réseau aérien	122
III.3.5.	Télécommunication et Information	123
III.4.	Commerce et réseau de distribution	123
III.5.	Infrastructures sociales	125
III.5.1.	Infrastructure scolaire	125
III.5.2.	Infrastructure sanitaire	128
III.6.	Services administratifs	131
III.6.1.	Capacité d'intervention des services régionaux	132
III.6.2.	Services Techniques Agricoles et Développement Rural	133

### CHAPITRE IV: PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

IV.1	Perspectives de Développement pour la période 1982 - 1984	137
IV.1.1.	Objectifs de production des cultures vivrières 1982-1984.	138
IV.1.2.	Objectifs de la production animale 82-84	140
IV.1.3.	Objectifs de production agricole destinée à l'exportation ou à l'industrie	141

IV.2.	Perspectives de développement du secteur agricole pour la période 1985-1990	143
IV.2.1.	Besoins à satisfaire	143
IV.2.1.1.	Besoins propres de la région de l'Equateur	
IV.2.1.1.1.	Besoins visant l'autosuffisance alimentaire	
IV.2.1.1.2.	Autres formes de besoins y compris les semences et les pertes	149
IV.2.1.2.	Productions destinées à Kinshasa	150
IV.2.1.3.	Production agricole industrielle et d'exportation	151
IV.2.1.4.	Objectifs globaux de production	154
IV.2.2.	Moyens à mettre en oeuvre	156
IV.2.2.1.	Terres, eaux et forêts	156
IV.2.2.2.	Les ressources humaines	157
IV.2.2.3.	Les ressources financières	157
IV.2.3.	Orientations du Développement Agricole de la région de l'Equateur	163
IV.2.3.1.	Région de Développement Agricole E.1.	163
IV.2.3.2.	Région de Développement Agricole E.2.	165
IV.2.3.3.	Région de Développement Agricole E.3.	167
	SYNTHESE ET CONCLUSION	170
	LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE	174.
	BIBLIOGRAPHIE	191.

14

P R E A M B U L E.

En vue de doter le pays d'un plan de développement du secteur agricole, le Département de l'Agriculture a initié un programme de Planification agricole. Comme préalable à tout processus de planification, la nécessité de réunir des données de base s'impose. Ces données seront utilisées dans la formulation d'une stratégie appropriée visant à mobiliser les ressources nationales pour un développement harmonieux du secteur agricole.

Dans ce contexte, des missions d'études composées de techniciens qualifiés du Service d'Etudes et Planification sont dépechés sur le terrain pour recueillir les informations tant en milieu rural qu'en centres urbains de la région. Tenant compte de la politique nationale de décentralisation, ces études sont menées au niveau de chaque région séparément.

Le Département de l'Agriculture est en train de réaliser ce programme en collaboration avec le Commissariat Général au Plan. L'assistance technique est assurée par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) représentée par l'équipe PRAGMA pour le Département de l'Agriculture et pour l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) pour le Commissariat Général au Plan.

Choisie comme première région dans cette étude, la région de l'Equateur a été visitée entre fin Mars et début Mai 1982. La composition de l'Equipe se présente de la manière suivante :

Citoyens : M'PIA-ELENGESA, MAZEYA-YABANZANVO, MAWAMPANGA-MUANA NANGA et NLANDU NE NSAKU pour le Département de l'Agriculture et le Citoyen MJKANYA pour le Commissariat Général au Plan. La supervision technique de l'équipe a été assurée par Dr. CHAN NGUYEN et le Citoyen MUBENGA - MUKENDI, Monsieur De VUYST pour le Département de l'Agriculture et du Développement Rural. Citoyen LUZOLO et Monsieur PERRAUT pour le Commissariat Général au Plan.

Les sondages étaient menés par les membres de la délégation eux-mêmes. Les échantillons étaient de nouveau choisis au hasard. Ces sondages ont porté sur le mouvement de la population, les habitudes alimentaires, les marchés et la commercialisation des produits, les cultures, les superficies emblavées, le calendrier agricole et les rotations, l'élevage ainsi que les difficultés majeures rencontrées et les souhaits. Dans chaque zone une vingtaine de champs était visitée pour vérifier les informations fournies en ce qui concerne les superficies, écartements.....

La mission a beaucoup regretté le fait que le mauvais état de routes et le peu de collaboration de certains cadres ne lui ont pas permis de travailler comme elle avait projeté. Ces deux facteurs ont constitué des handicaps beaucoup plus sérieux que le manque d'eau et la précarité de la vie dans les campagnes. Toujours est-il que cette première expérience aura mûri les membres de l'Equipe qui promettent de faire mieux les prochaines fois.

La présente étude comprend cinq parties:

La première consiste en une description du milieu physique et des ressources humaines, la deuxième traite de la situation actuelle de l'agriculture avec un accent sur les facteurs de production, la recherche agronomique et les structures de production, l'organisation du marché et les contraintes à l'expansion de l'agriculture. La situation dans les autres secteurs fait l'objet de la troisième partie; la quatrième partie parle des perspectives de développement agricole de la Région. La cinquième partie renferme les conclusions et les recommandations.

## INTRODUCTION.

Dans le cadre de son programme de Planification Agricole, le Département de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement a dépêché dans la Région de l'Equateur, une mission chargée de collecte de données. Forte de cinq personnes et d'une durée de 30 jours, cette mission avait pour but de recueillir les données agro-économiques qui pourraient être contribuées à l'élaboration d'un plan de développement agricole dans l'avenir.

En ce qui concerne la qualité des statistiques obtenues auprès des différents services, leur fiabilité est très variable quoique plusieurs sources ont été utilisées. De plus, il était évidemment impossible, pour un territoire de 403.292 Km<sup>2</sup> peuplé de plus de trois millions d'habitants de procéder à des investigations systématiques, de rassembler des données contrôlées et statistiquement valables sur le terrain.

Les chiffres qui figurent dans le rapport doivent donc être considérés comme des ordres de grandeur pouvant être utilisés d'une manière indicative. Du reste, les différentes sources sont aussi bien précisées dans le corps de cette monographie.

Les autres informations renfermées dans la présente étude et les conclusions qui en découlent proviennent donc non seulement des contacts eus avec les responsables tant privés que publics intéressés par le développement de l'Agriculture mais aussi des enquêtes et des sondages réalisés à tous les échelons de la région. Les enquêtes se sont portées surtout sur les habitudes et les préférences alimentaires. Suivant l'importance du centre, une équipe de 4 à 10 enquêteurs dirigée par un membre de la délégation était mise sur pied. Les enquêteurs choisis parmi les élèves finalistes des écoles secondaires devaient suivre une séance de formation de quelques heures avant de commencer l'enquête proprement dite. Au cours de cette séance, toutes les explications sur le questionnaire et

sur le travail qu'ils étaient appelés à réaliser leur étaient fournies. Lorsque le Chef d'équipe était convaincu que la leçon était bien assimilée, les enquêteurs étaient alors lancés au travail. Le choix des ménages visités était fait au hasard avec l'assistance de l'autorité administrative.

Toute l'équipe présente ici ses vifs remerciements aux autorités régionales de l'Equateur à tous les échelons, et à tous les responsables des services et entreprises tant privées que publics pour la franche collaboration dont ils ont fait montre lors de la réalisation du présent travail. Nous sommes aussi reconnaissants envers toute personne qui de près ou de loin a contribué de quelque manière que ce soit à la réalisation de cette étude.

Bureau Planification Agricole.

## I.1. MILIEU PHYSIQUE.

### I.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE.

La Région de l'Equateur est située entre 5° de latitude Nord et 2° de latitude Sud et entre 16° et 25° de longitude Est.

Elle est bornée au Nord par la République Centrafricaine, à l'Est par la Région du Haut-Zaïre, au Sud par les Régions de Kasai et de Bandundu et à l'Ouest par la République Populaire du Congo.

La Région est administrativement subdivisée en Sept Sous-Régions dont deux urbaines et cinq rurales, en vingt-neuf zones dont quatre urbaines et vingt-cinq rurales, quatre-vingt quatre collectivités rurales et vingt-quatre localités urbaines.

Les Sous-Régions et les Zones sont :

#### A. SOUS-REGIONS URBAINES : 2.

	<u>Superficie.</u>
1. Ville de Zongo - Zone de Nzulu.	1.045 Km <sup>2</sup>
- Zone Wango.	
2. Ville de Mbandaka	460 Km <sup>2</sup>
1) Zone de Mbandaka	
2) Zone de Wangata.	

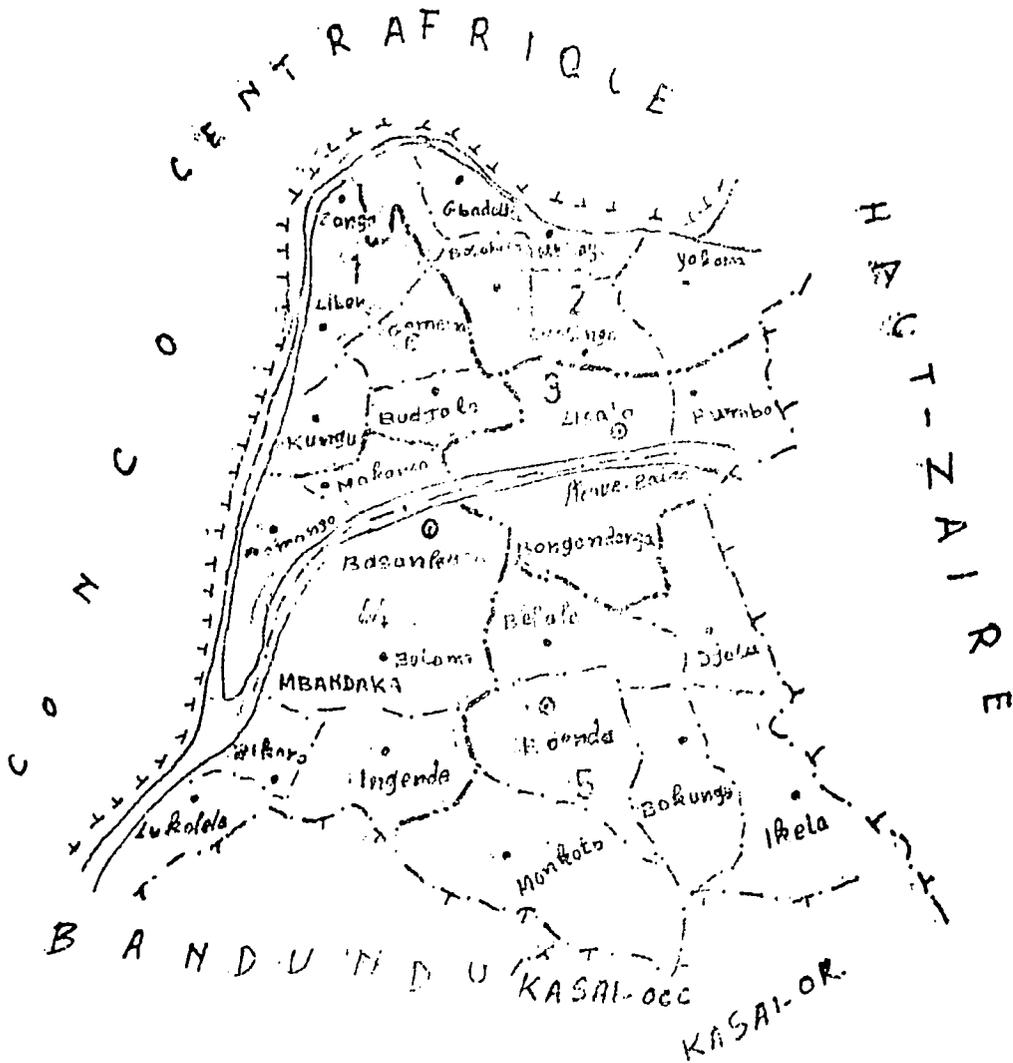
#### B. SOUS-REGIONS RURALES : 5.

1. <u>Sous-Région de l'Equateur</u>	103.442 Km <sup>2</sup>
Chef Lieu : BASANKUSU	
1. Zone de Basankusu	21.239 Km <sup>2</sup>
2. Zone de Bomongo	10.736 Km <sup>2</sup>
3. Zone de Bolomba.	24.598 Km <sup>2</sup>
4. Zone de Ingende	17.328 Km <sup>2</sup>
5. Zone de Bikoro	13.842 Km <sup>2</sup>
6. Zone de Makanza	7.091 Km <sup>2</sup>
7. Zone de Lukolela	8.608 Km <sup>2</sup>

2. <u>Sous-Région de la Mongala</u>	58.141 Km <sup>2</sup>
Chef lieu : LISALA.	
1. Zone de Lisala	14.733 Km <sup>2</sup>
2. Zone de Rumba	15.498 Km <sup>2</sup>
3. Zone de Bongadanga	27.910 Km <sup>2</sup>
3. <u>Sous-Région du Nord-Ubangi</u>	56.644 Km <sup>2</sup>
Chef lieu : GBADOLITE	
1. Zone de Businga	17.411 Km <sup>2</sup>
2. Zone de Mobayi-Mbongo	10.067 Km <sup>2</sup>
3. Zone de Bosobolo	13.277 Km <sup>2</sup>
4. Zone de Gbadolite	492 Km <sup>2</sup>
5. Zone de Yakoma	15.397 Km <sup>2</sup>
4. <u>Sous-Région du Sud-Ubangi</u>	50.603 Km <sup>2</sup>
Chef lieu : GEMENA	
1. Zone de Gemena	11.488 Km <sup>2</sup>
2. Zone de Kungu	12.849 Km <sup>2</sup>
3. Zone de Libenge	12.833 Km <sup>2</sup>
4. Zone de Buajala	13.434 Km <sup>2</sup>
5. <u>Sous-Région de la Tshuapa</u>	132.957 Km <sup>2</sup>
Chef lieu : BOENDE.	
1. Zone de Boende	19.718 Km <sup>2</sup>
2. Zone de Djolu	17.494 Km <sup>2</sup>
3. Zone de Befale	16.797 Km <sup>2</sup>
4. Zone de Bokungu	19.996 Km <sup>2</sup>
5. Zone de Monkoto	36.385 Km <sup>2</sup>
6. Zone d'Ikela	22.567 Km <sup>2</sup>

Source : Institut Géographique, Département de la  
Défense Nationale 01.Janvier, 1981.

# REGION DE L'EQUATEUR



## LEGENDE

Chef lieu de région		1 Sous-région sud ubangi
Limite de sous région		2 Sous-région nord ubangi
Ville		3 Sous-région de la mongala
Chef lieu de zone		4 Sous-région de l'équateur
Limite d'état		5 Sous-région de la tshuapa
Limite de région		
Limite de sous région		
Limite de zone		

Echelle 1/8.000.000

Dans l'ensemble, la Région de l'Equateur occupe une superficie de 403.292 Km<sup>2</sup> et comptait en 1981, 3.018.000 habitants soit 7,5 habitants/Km<sup>2</sup> (Perspectives Démographiques régionales, Département du Plan 1980) ou 3.361.000 habitants selon la Division Régionale de l'Administration du Territoire et de l'Institut National de Statistiques, Bureau régional.

Une forte concentration démographique est connue dans la zone de Gemena, où la densité dépasse 43 habitants au Km<sup>2</sup>, et dans la ville de Mbandaka où la densité la plus haute est de 334 habitants au Km<sup>2</sup>.

	<u>Population(1981)</u>	<u>Superficie</u>	<u>Densité-Pop.</u> au Km <sup>2</sup> .
<b>1. <u>Sous-Régions Urbaines.</u></b>			
- Ville de Zongo	14.597	1.045 Km <sup>2</sup>	14,0
- Ville de Mbandaka	153.909	460 Km <sup>2</sup>	334,6
<b>2. <u>Sous-Régions Rurales.</u></b>			
- S/R de l'Equateur	483.255	103.442 Km <sup>2</sup>	4.7
- S/R Mongala	629.918	58.141 Km <sup>2</sup>	10.8
- S/R Nord-Ubangi	483.910	56.644 Km <sup>2</sup>	8.5
- S/R Sud-Ubangi	1.021.244	50.603 Km <sup>2</sup>	20,2
- S/R Tsouapa	569.196	132.957 Km <sup>2</sup>	4,3

### I.1.2. CLIMAT.

La Région de l'Equateur, dans sa partie méridionale, est principalement du type climatique Af de la classification de Köppen. Recouverte par la forêt ombrophille, plate et souvent marécageuse, cette région n'a pratiquement pas de saison sèche.

Au Nord du fleuve Zaïre s'étend une large bande de transition de type Am, où apparaît une saison sèche très réduite. Durant cette saison sèche, les pluies ne sont pas absentes. Elles se maintiennent à des niveaux assez inférieurs à la moyenne mensuelle. Cette zone climatique est caractérisée par la forêt tropicale et par la savane.

A cette zone succède une zone climatique du type Aw avec une saison sèche d'une durée de 70 à 80 jours concentrée dans la saison hivernale, qui coïncide avec les mois de décembre à février.

Signalons pour mémoire que la classification de Köppen définit un climat de type A comme le climat d'une zone dont la température diurne moyenne du mois le plus froid est supérieure à 18°C et la hauteur annuelle de pluie (en cm) supérieure à deux fois la température annuelle moyenne en °C augmentée de 14. Pour le climat Af, la hauteur de pluie mensuelle au cours du mois le plus sec est supérieure à 60 mm. Pour le climat Aw, la hauteur de pluie mensuelle au cours du mois le plus sec est inférieure à 60 mm. Ce climat dispose d'une saison sèche hivernale. Le climat Am constitue la transition entre Af et Aw, dont la limite par rapport au climat Aw est donnée par la formule :

$m = 100 - \frac{a}{25}$  où a est la cote pluviométrique annuelle et m la cote pluviométrique du mois le plus sec.

La lame d'eau annuelle est de l'ordre de 1.600 et 1.700 mm. Le régime pluviométrique annuel accuse une double périodicité. Le mois d'Août, le plus pluvieux, enregistre plus de 200 mm d'eau. Le maximum secondaire se situe en mai, tandis que le minimum secondaire apparaît en Juin. Les valeurs supérieures à 2.000 mm sont enregistrées à Befori, dans la partie orientale de l'Equateur, avec 2.198 mm. La station-INERA de Boketa (lat. 03° 11'N, Long. 19° 46' et alt. 475 m) a enregistré en 1981 une hauteur d'eau de 1.655,7 mm.

La répartition des pluies durant l'année se présente de la manière suivante :

Décembre-Janvier-Février.

La zone située au Sud de l'Equateur est sous l'influence de la mousson. Le Nord par contre est en pleine saison sèche, avec une hauteur pluviométrique mensuelle dépassant à peine 50 mm.

Mars-Avril-Mai.

On note une régression de l'action de la mousson vers le Sud-Est et le renforcement de la direction Sud-Nord. Cette tendance de la mousson s'affirme en mai.

Juin-Juillet-Août.

L'allure des pluies est stable avec une tendance généralisée à une plus grande pluviosité en Août.

Septembre-Octobre-Novembre.

Durant ces trois mois, se réalise progressivement le passage de la saison des pluies à la saison sèche. Les précipitations se maintiennent presque partout à des valeurs élevées, atteignant les maxima dans la partie la plus orientale de la Cuvette centrale.

On peut résumer comme suit l'évolution pluviométrique et saisonnière dans la partie septentrionale de l'Equateur puisqu'il n'est pas possible de définir une saison sèche dans la cuvette centrale ;

Fin de la saison des pluies - début de la saison sèche : le 10 décembre.

Fin de la saison sèche - début de la saison des pluies : le 10 février.

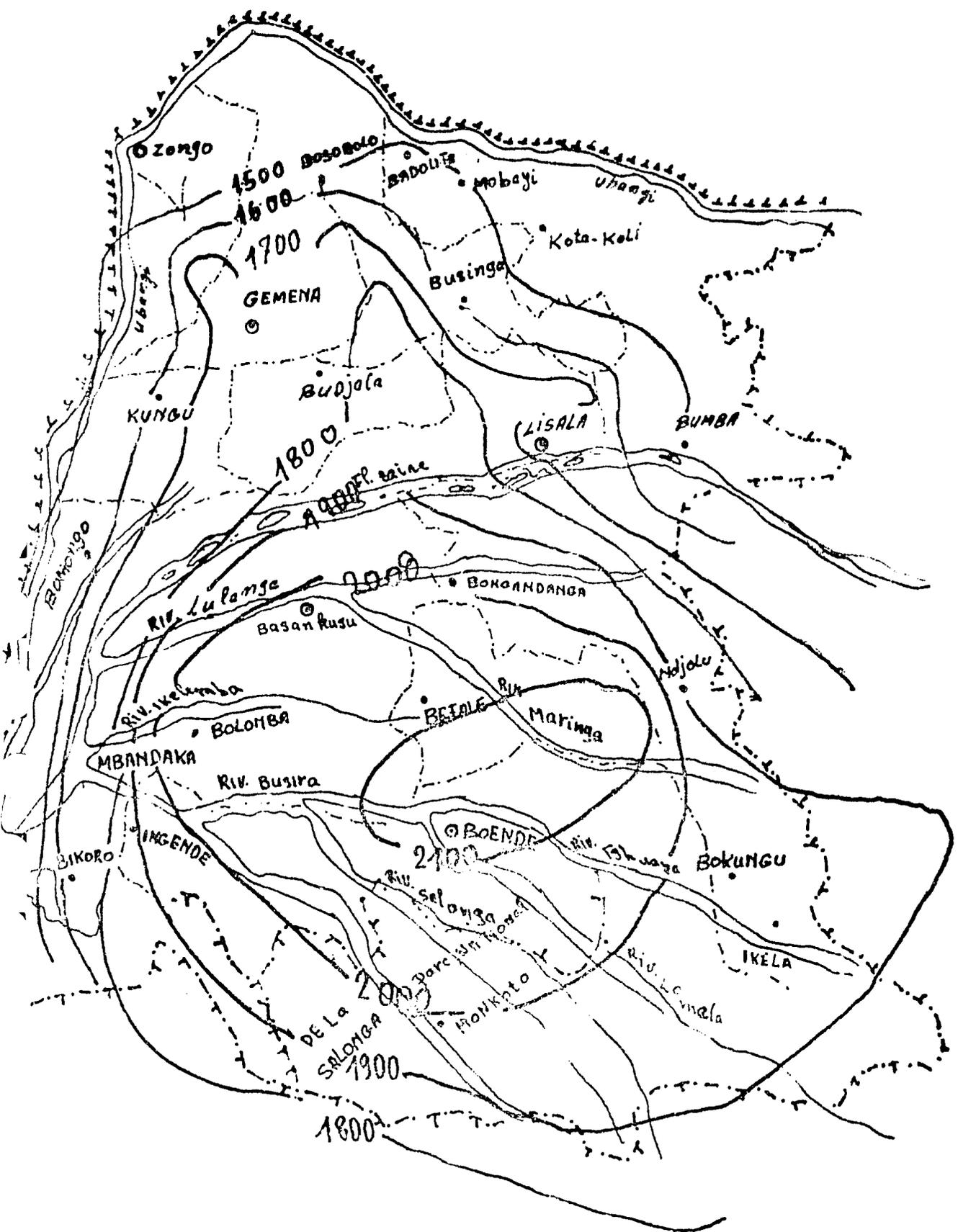
Nombre de jours de la saison sèche : 60.

Nombre de jours de la saison des pluies : 305.

Les moyennes annuelles des températures maxima journalières se maintiennent presque partout aux environs de 30°C; on enregistre des valeurs supérieures à 31°C uniquement dans quelques foyers du Sud-Est.

Quant aux valeurs moyennes minimales, elles sont également uniformément distribuées. A l'exception des localités situées autour du lac Tumba où les températures minimales annuelles dépassent 21°C, le reste de la région est compris dans la bande des isothermes de 19 à 20°C.

Carte précipitations moyennes mensuelles, Région de l'Equateur



Les températures moyennes mensuelles maxima sont dans l'ensemble très constantes et respectivement supérieures ou inférieures à la température moyenne annuelle (25°C environ) de 5° à 7°C seulement.

L'humidité relative de l'air relevée à Boketa pour la période 1970-1980 est de 90,9% à 6 heures et 62,7% à 15 heures et 76,0% à 18 heures.

Enfin, l'insolation effective (moyenne 1952-1970) à Boketa est de 2.155 heures tandis que la durée d'insolation de 7 heures à 17 heures donne une moyenne de 57 % pour la période de 1952-1970.

### I.1.3. GEOLOGIE.(1).

Les terrains de la Région de l'Equateur font partie des terrains de couverture remontant à l'âge post-carbonifère et mésozoïque. Ces terrains sont du Mésozoïque inférieur et supérieur et du Cénozoïque. Les formations du Mésozoïque constituent un anneau s'interposant entre les terrains du précambien, qui les enveloppent à l'extérieur et ceux du cénozoïque qui affleurent dans la cuvette centrale. L'origine de ces derniers remonte aux invasions marines dont le Lac Tumba constitue le dernier vestige.

Les terrains de couverture se composent de roches sédimentaires à caractère essentiellement arénacé ou argileux comme les grès feldspathiques et kaolinieux, les grès argileux, les argilites et les ankoses qui sont généralement peu cimentés. Ils se composent aussi de sables limoneux et de limons dissous.

Dans l'ensemble, la Région de l'Equateur comprend cinq formations géologiques fondamentales :

#### I.1.3.1. ENSEMBLE METASEDIMENTAIRE ET MIGMATIQUE DE L'UBANGI.

Cette formation affleure essentiellement dans trois zones. La première apparaît dans l'angle Nord-Est de la Région et les deux autres à l'Ouest. Deux formations caractérisent ce complexe. Il s'agit du cristallophyllien et du Banzyville qui se composent de séricétoschistes, de micaschistes, de quartzites micacés, de gneiss, de gneiss migmatiques.

---

(1) Cette section est basée sur la publication de SICAI intitulée : Ressources physiques, caractéristiques géologique et hydrogéologiques, Etude Agro-socio-économique de l'Ouest du Zaïre, Volume JSH - EO - 213,1977.

#### I.1.3.2. LE COMPLEXE LIKI-BEMBIEN.

Ce complexe affleure dans la partie centro-occidentale et dans la partie septentrionale de la région. Il daterait du Précambien. Il comprend: -un système inférieur constitué de schistes phylladeux rouge-violacés, avec intercalations de grès-quartzites grossiers et de poudingues quartziteux rouges ou gris-violacés;

- un système moyen, essentiellement quartzites;
- un système supérieur qui est schisto-phylladeux.

Le système inférieur a une puissance de plusieurs centaines de mètres. Il forme un vaste anticlinorium dont l'axe est approximativement orienté Ouest-Est. L'épaisseur du système moyen est de l'ordre de 200 m. Le système supérieur est moins important.

#### I.1.3.3. LE COMPLEXE UBANGIEN.

Ce groupe affleure dans la partie méridionale et forme une large bande qui la traverse d'Est en Ouest. Au fait, c'est le prolongement vers l'Ouest du Groupe de la Lindi du Zaïre Nord-oriental. D'âge Paléozoïque ancien à Précambien, il est divisé en un système supérieur, quartzito-gréseux et en un système inférieur, schisto-grèso-calcaire.

Le système inférieur, fortement plissé, a une puissance de plusieurs centaines de mètres. Le système supérieur, d'une épaisseur de 200 à 250 m, est subhorizontal dans la région de Gemena-Karawa.

#### I.1.3.4. LA CUVETTE CENTRALE.

Elle occupe la zone en-dessous de la région géologique de l'Ubangi. Elle est caractérisée par des terrains dissous et d'origine continentale. Ces terrains remontent à la période qui va du Jurassique supérieur à nos jours.

Dans la partie méridionale de la cuvette, les formations mésozoïques sont représentées par des dépôts argilo-gréseux. On y trouve également des grès polymorphes et des sables ocres. Dans le reste de la cuvette, les formations sont en grande partie du Plio-Pléistocène et du Quaternaire. Au fond de la vallée des principaux cours d'eau tributaires du Zaïre, on trouve surtout de grès feldspathiques kaolineux ou argileux, de teinte rouge.

#### I.1.4. VEGETATION.

La grande forêt ombrophile sempervirente qui occupe la cuvette centrale est caractérisée par la diversité de ses essences, la densité de ses peuplements, la dimension de ses arbres et l'enchevêtrement de ses lianes. Cette zone de forêt se prolonge dans la partie Sud-Est de l'Ubangi jusqu'à la limite du climat Am dans la classification de Köppen.

En dépit de cette appartenance au grand massif forestier, la majeure partie de la région-Nord de l'Equateur est couverte d'une savane secondaire à *Imperata cylindrica* d'âge récent. La déforestation date vraisemblablement des invasions soudanaises dont les débuts ne sont pas antérieurs à deux siècles.

Le Nord-Ouest est le domaine des forêts semi-caducifoliées mésophiles et périguinéennes; on y rencontre déjà par endroit des îlots de forêt tropophile. Les forêts fermées ont presque entièrement disparu et sont actuellement remplacées par une savane où l'on remarque d'importantes pénétrations de *Daniella oliveri*, de *Terminalia* spp et de *Combretum* spp.

#### I.1.5. CONDITIONS HYDROLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES.

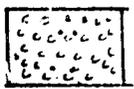
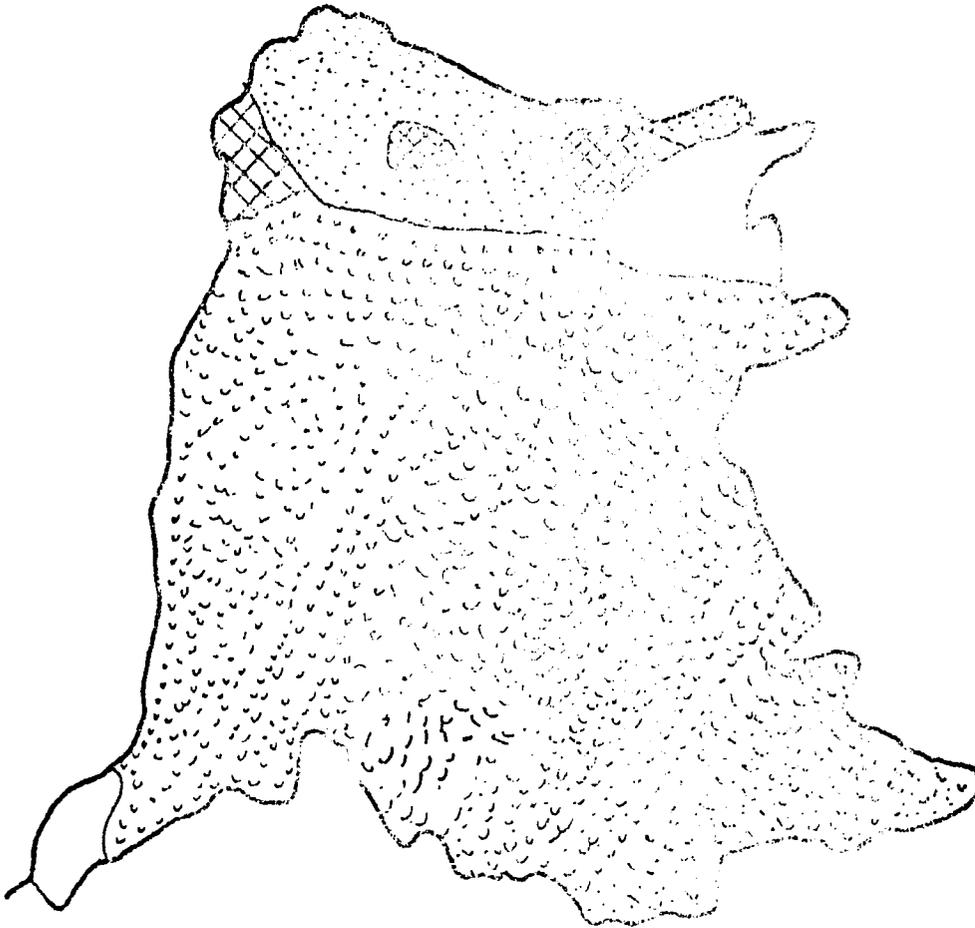
##### I.1.5.1. LES EAUX SUPERFICIELLES.

Le réseau hydrographique de la région comporte 4 grands bassins :

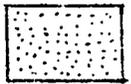
- A l'extrême-Nord, le bassin de l'Ubangi septentrional. Ce bassin est limité au Sud par la crête de partage des eaux situées sur le haut plateau de Bembe moyen. Les principales rivières sont la Bembe, la Songo, la Liki et la Yengi dans la partie occidentale; la Mondjo et la Lumba dans la partie orientale.

- Au centre-Nord, le bassin des deux Lua et des affluents de l'Ubangi occidental. Ce bassin est limité au Nord par la crête de partage du bassin de Bembe moyen et au Sud par la crête de partage Zaïre-Ubangi

# CARTE DE LA VEGETATION REGION DE L'EQUATEUR



Dominance de forêts marécageuses et forêts périodiquement inondées, mélangées à de forêts de terre ferme



Mélange de savanes, boisées de galeries forestières et de lambeaux de forêts tropicales



Forêt tropicales

située sur la chaîne de l'Ubangi supérieur. Il est principalement alimenté par la Lua Dekere, la Lua Vundu et leurs affluents.

- Au centre-Sud, le bassin de la Mongala et des affluents du fleuve Zaïre. La limite septentrionale de ce bassin est constituée par la crête de partage de l'Ubangi supérieur. La Mongala et ses affluents représentent une grande partie de ce réseau hydrographique.

- Enfin, le bassin de la Ruki qui comporte les rivières Tshuapa, Lomela, Salonga et Mombogo.

Quant au régime des eaux, Bultat (2) distingue des mois de hautes, moyennes et basses eaux (H,M,B). Le tableau 1 nous décrit comment cette situation se présente pour le secteur de la Ruki et de ses tributaires, le secteur du fleuve et de la Lulonga et le secteur de l'Ubangi et de la Ngiri.

Tableau 1: RÉGIME HYDROLOGIQUE MOYEN ANNUEL DE PRINCIPAUX BASSINS DE L'ÉQUATEUR.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D.
RUKI	H	H	H	H	M	B	B	B	M	M	H	H
ZAIRE	M	B	B	B	B	B	B	B	M	H	H	H
UBANGI	B	B	B	B	B	M	M	M	H	H	H	M.

Source : Bultor, F. Sur le régime des rivières du bassin Congolais, Bull. Ac, R. Sc. Col. Nele série V. p.450. ....

L'allure générale du régime, comme la durée des différentes phases, est à comparer aux caractères de la pluviosité. Deux conclusions intéressantes peuvent être émises :

1. Les hautes eaux persistent pendant six mois dans le secteur de la Ruki contre trois mois dans les deux autres secteurs. Le niveau d'étiage est atteint durant trois mois dans le secteur de la Ruki, cinq dans celui de

(2) Bultor, F. Sur le régime des rivières du bassin congolais. Bulletin de l'Académie de Recherche Scientifique, Collection Nouvelle, 1<sup>o</sup> Série V, Bruxelles, 1959, pp 442-456.

l'Ubangi et sept dans celui du fleuve.

2. La crue est toujours plus lente que la décrue. La transition n'est que d'un mois à la baisse tandis qu'elle persiste de 1 à 3 mois à la hausse.

La plupart des eaux de la cuvette sont oligotrophes, acides, chargées de matière organique en solution.

Dans les cours moyens et supérieurs des grands affluents, les eaux sont plutôt humiques acides beaucoup plus claires à pH 5 - 5,2.

Les lits principaux du fleuve et de l'Ubangi charrient des eaux humiques dont le pH est voisin de 7.

Autre la nature géologique et la pluviométrie du bassin versant, les écoulements superficiels sont aussi influencés par la pente générale et par le couvert végétal.

La pente des rivières de la cuvette est faible, proche de celle du fleuve. Elle est évaluée à 3 cm/m pour la région. Le débit est donc aussi faible. Les vitesses d'écoulement semblent se situer entre 0 et 9 Km/h.

#### I.1.5.2. LES EAUX SOUTERRAINES.

La recherche sur les eaux souterraines dans cette partie du Zaïre est encore très pauvre. Les informations fournies ici, somme toute qualitative, sont tirées de l'Etude de Snel (3). Deux zones sont considérées : L'Ubangi et la Cuvette centrale.

##### I.1.5.2.1. L'UBANGI.

Cette région est caractérisée par des roches métamorphiques du Précambien. Quoique généralement imperméables, ces roches peuvent renfermer de petites poches d'eaux souterraines. En dehors de cette zone, on remarque une importante circulation des eaux souterraines dans les couches superficielles des terrains. Ceci est surtout vrai dans les zones où la présence des roches granitoïdes a entraîné la formation des dépôts sableux. Les nappes aquifères sont donc très proches de la surface.

---

(3) SNEL M.J., Contribution à l'Etude Hydrogéologique du Congo Belge, Bulletin du Service Géologique du Congo Belge, n° 7, 1957.

#### I.1.5.2.2. LA CUVETTE CENTRALE.

Cette région est constituée d'un épais manteau des formations meubles, peu perméables.

La zone superficielle est composée de sables argileux à l'exception de l'Est de Befale où l'on peut observer la présence de graviers et de sables grossiers aquifères.

Dans les parties les plus déprimées de la cuvette centrale, on observe de vastes régions marécageuses où sont accumulés de grands dépôts de sédiments fins d'une perméabilité très faible.

#### I.1.6. SOLS (4).

On peut distinguer quatre zones pédologiques distinctes. Il s'agit de l'Ubangi Supérieur ou région de colline, de l'Ubangi inférieur ou région de replats à termitières, de Bembe inférieur et de la Cuvette centrale.

##### I.1.6.1. LES SOLS DE L'URANGI SUPERIEUR

Ce sont des sols autochtones dérivant de grès et de quartzites. Ces sols recouvrent les crêtes d'un épais manteau de sols sablo-argileux rouges (environ 20 à 25 % d'argile).

Les produits de remaniement, par voie érosive, du dépôt originel se sont accumulés le long des versants. Un dépôt sablonneux plus récent s'est superposé à ces formations et repose en discordance assez marquée sur le dépôt le plus lourd.

La couleur de ces dépôts sablo-argileux varie du rouge au rouge jaunâtre. Le profil est généralement peu développé; à part les horizons superficiels sablonneux humifères marqués, on note un horizon structural peu apparent vers 60 cm de profondeur.

Ces sols sont à classer dans la catégorie des latosols; l'argile est de nature kaolinique.

---

(4) Cette section est largement inspirée de l'ouvrage Les sols de l'Afrique Centrale, spécialement du Congo Belge, Tome I, Publications Institut National d'Etudes Agronomiques au Congo-Belge, 1938 par J. Baeyens.

#### I.1.6.2. LES SOLS DE L'UBANGI INFERIEUR OU DES REPLATS A TERMITIERES.

Ces sols s'étendent dans une plaine faiblement ondulée, caractérisée par la présence de nombreuses et grandes termitières fossiles. La composition granulométrique du sol est influencée par la roche mère. Cette action explique la variabilité des dépôts.

En général, ce sont des sols argileux à argilo-sableux rouges. La fraction sableuse provient de bancs quartzitiques intercalés dans les schistes ou d'un transport de sols dérivant de grès.

#### I.1.6.3. LES SOLS DU BIEMBE INFERIEUR.

Ces sols sont caractérisés par une chaîne de collines, des formations de piedmonts et de replats.

Les collines schisteuses qui dominent (environ 550 m d'altitude) la surface de la pénoplane fin-Tertiaire sont recouvertes, soit d'un lithosol argileux jaunâtre issu du schiste en place qu'il revêt, soit d'un sol graveleux à débris de schistes. A mi-pente, on observe parfois de petits palvers de sols juvéniles minces, argilo-limoneux jaunâtres. Vers 500 m apparaît de façon régulière le niveau latéritique.

Au pied de ces collines, s'étalent des piedmonts de sols argileux, d'où émergent des plages graveleuses. Ces formations meubles présentent toutes les phases de l'évolution pédogénétique du sol jeune en latosol.

#### I.1.6.4. LES SOLS DE LA CUVETTE CENTRALE.

Les sols de la Cuvette centrale sont formés surtout de sables limo-argileux et de limons sableux. Entre ces termes extrêmes, il existe toute une gamme due à la variation du pourcentage des différentes portions granulométriques.

Des couches latéritiques recouvrent les zones plus argileuses, tandis que les zones plus sableuses n'en sont pas ou à peine pourvues.

Généralement, les sables de la zone centrale et orientale ont une teinte jaune-brunâtre.

## I.2. RESSOURCES HUMAINES.

### I.2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Selon l'Institut National de Statistiques de Mbandaka, en 1980, la population Zaïroise s'élevait à 3.361.029 habitants, et celle des étrangers s'évaluait à 2.785 âmes. Le tableau 2 en annexe, répartit cette population par zones, sous-régions ou villes.

Par sous-régions et par zones.

Le taux annuel de croissance de la population est passé de 2,06 % entre 1956 et 1970 à 2,6 % entre 1970 et 1980. Quant au niveau de la mortalité, Boute et Saint Moulin ont proposé une amélioration de l'espérance de vie à la naissance de deux ans tous les cinq ans depuis 1956 (5). En se basant sur cette hypothèse, les niveaux de mortalité suivants sont obtenus : 40,16 années en 1956 (6), 47,80 années en 1975, 49,79 années en 1980 et 51,308 années en 1985.

La pyramide des âges (Perspectives démographiques régionales 1980 voir page ...7.) est très écrasée : plus de 50 % de la population a moins de 20 ans et environ 5 % dépasse 60 ans. Le sex-ratio est de 0,480 homme contre 0,520 femme. On remarque donc une prédominance des femmes.

Le nombre des émigrants pour la période 80-85 a été évalué par Boute et de Saint Moulin à 41.535 personnes dont 71 % sont des hommes.

La population définie comme économiquement active s'éleverait, si l'on appliquait le taux retenu par la FAO pour la tranche de la population comprise entre 15 et 60 ans à :

834.837 hommes.

944.537 femmes.

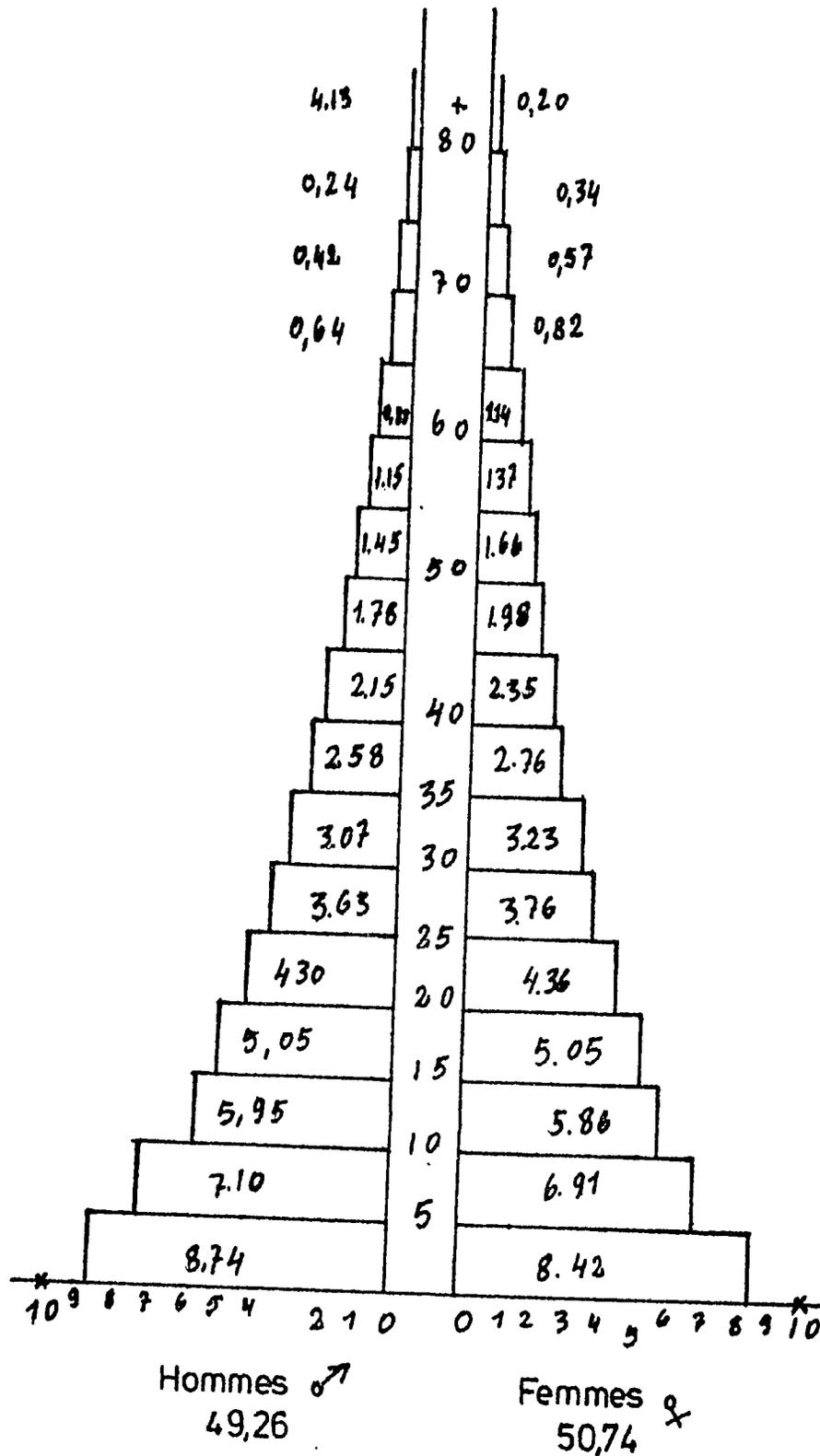
---

(5) Boute et de Saint Moulin, Perspectives Démographiques Régionales 1975-1985, Département du Plan, Zaïre, 1978, p.10.

(6) Romaniuk, dans Brass, coale et al, The Demography of Tropical Africa, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1968, p. 311.

La population rurale, estimée à 3.190.461 personnes, représente près de 95 % de la population totale. Quant à la population agricole, il faudra reconnaître qu'il n'est pas aisé de l'estimer avec une grande précision. Pour des raisons pratiques, il a été décidé de considérer comme population agricole, la population obtenue après avoir défalqué de la population totale les habitants des villes de Zongo et de Mbandaka, ainsi que ceux des centres extra-coutumiers, de Genena, Gbadolite, Lisala, Boende, Basankusu et Bumba. La population agricole est ainsi évaluée pour 1980 à 2.330.540 personnes, représentant 69 % de la population totale et comprenant 1.111.599 hommes et 1.218.941 femmes. La proportion active de cette population agricole (Hommes adultes valides = H.A.V.) est estimée à 1.723.284 individus dont 914.525 femmes et 808.759 hommes. Le nombre des femmes disponibles pour les travaux de champs est donc supérieur à celui des hommes.

# REGION DE L'EQUATEUR



PYRAMIDE DES AGES

Source: Perspectives Démographiques Régionales  
Département du Plan, 1980

### I.2.2. FACTEURS SOCIOLOGIQUES.

Ici, il sera surtout question d'une brève description de principaux groupes ethniques de l'Equateur, de l'organisation sociale dans les milieux traditionnels et de la division de travail.

#### I.2.2.1. GROUPES ETHNIQUES.

Trois principaux groupes ethniques peuplent la région de l'Equateur. Ce sont les Bangala au Nord, les Mongo au Sud, et les pygmées ou Batswa également au Sud, avec quelques foyers dans la ville de Zongo et la zone de Libenge.

Le troisième groupe cité est souvent négligé à cause peut-être de son caractère singulier. En dépit des efforts du Conseil Exécutif de les intégrer dans la vie normale, les Batswa ne se sont pas encore débarrassés de leur complexe d'anciens esclaves. Ils continuent à vivre repliés sur eux-mêmes et à éviter des contacts avec les autres groupes. Grands travailleurs, quoique très instables, ils travaillent plus pour les autres que pour eux-mêmes. Ceci est plus remarquable dans la sous-région de l'Equateur où ils sont littéralement au service des Nkundo.

Les Ntomba, Ekonda, Libinza, Ekota, Mbole, Nkundo, Bakutu et Mongando constituent l'essentiel de l'ethnie mongo. D'origine bantoue, les Mongo habitent les sous-régions de l'Equateur et de la Tshuapa, il s'agit d'un peuple surtout pêcheur et chasseur, ne s'adonnant que timidement à l'agriculture. Les entreprises agricoles installées dans le Sud ont beaucoup de peine à trouver de la main-d'oeuvre. Elles doivent recourir aux lointaines tribus de Bandundu et de l'Ubangi pour recruter leurs travailleurs agricoles.

A l'opposé des Mongo, les Bangala sont des grands travailleurs qui sont excellents aussi bien dans les travaux de champs que dans la chasse. La pêche est l'apanage de quelques tribus seulement. Les Bangala habitent les sous-régions de la Mongala et les

deux sous-régions de l'Ubangi sont d'origine soudanaise. Ils sont descendus du Nord, il y a de cela deux siècles; les principales tribus dans la Mongala sont ; les Mbundja, les Ngombe et les Poto, et dans l'Ubangi, les Ngwandi et les Ngwaka.

#### I.2.2.2. ORGANISATION SOCIALE ET DIVISION DU TRAVAIL.

Le dénominateur commun à ces trois groupes ethniques est que l'individu fait partie intégrante d'un groupe primaire, la famille qui, à son tour, s'inscrit dans un groupe plus vaste, le clan. Ce dernier est composé de plusieurs familles et constitue la structure sociale de la société traditionnelle. C'est en effet le clan qui assure à la famille l'exploitation des ressources naturelles et l'appui des ancêtres contre tout danger, et qui en général, l'aide en cas de besoins. L'individu, quant à lui, doit obéir aux anciens, suivre les rituels, céder le surplus de sa production. Le système familial étant de type patriacal, c'est le clan du père qui exerce son autorité sur l'individu. C'est encore lui qui est le conservateur de la culture et de la spiritualité traditionnelle.

Depuis la réforme agraire de 1967, la terre a cessé d'appartenir à un clan pour devenir propriété de l'Etat, seule habilité à retirer le droit d'exploitation à quelqu'un.

En ce qui concerne la division du travail, elle repose sur une répartition de tâches selon le sexe et le groupe d'âge.

Les hommes font le défrichement, participent au semis du coton et du paddy, ainsi qu'à la récolte de ce dernier. Ils s'adonnent en outre à la chasse, à la pêche et à l'artisanat, exécutent les travaux relatifs à la construction ou à l'entretien des habitations.

Les femmes, aidées dans la plupart des cas des enfants, font tous les autres travaux de culture, à l'exception de ceux qui

se rapportent à la caféiculture où elles n'interviennent que pour le sarclage et la récolte.

### I.2.3. HABITUDES ALIMENTAIRES.

Les habitudes et préférences alimentaires des populations de la Région de l'Equateur ont été appréciées à l'aide d'une enquête menée à travers cette partie de la République. Au total 1.200 familles urbaines ont constitué notre échantillonnage : 640 à Mbandaka, 100 à Bumba et à Lisala, 120 à Gemena et 80 à Bikoro, Boende et Gbadolite. Pour ce qui est des milieux ruraux, 110 personnes ont été interviewées.

Les conclusions de l'enquête ont été présentées séparément pour le Sud et le Nord, étant donné que les peuplades de ces deux parties de la région ont certaines particularités qui les opposent de façon tranchante.

A l'instar d'autres tribus du Zaïre, le régime alimentaire des tribus situées au Sud de l'Equateur se caractérise par une prédominance des féculents. Parmi ceux-ci, le manioc occupe une place de choix. Sa forme la plus utilisée est la chikwangu. Les autres formes de consommations de manioc sont le ntuka (manioc séché et bouilli) et le fufu (farine de manioc). Le banane et le riz sont également préférés. Mais le maïs, ou mieux le maïs sous forme de farine entre très peu dans l'alimentation.

La consommation de la viande d'élevage est très réduite. Les principales sources de protéines d'origine animale sont constituées par le gibier, le poisson et les insectes.

La consommation de légumes frais ou secs se limite pratiquement au ponde et aux haricots.

D'une manière générale, il ne semble pas y avoir de problèmes nutritionnels particuliers.

Comme les Mongo, les Bangala (au Nord de l'Equateur) sont friands de manioc. La chikwangue est la forme qui prédomine. Les autres formes sont le fufu, le ntuka et le malemba. A côté du manioc, on retrouve le maïs, consommé en mélange avec le manioc surtout par les Ngwaka, ainsi que le riz, aliment préféré des Mbundja, et la banane plantain.

Comme huile, les Bangala utilisent indifféremment l'huile de palme et d'arachide.

La consommation de la viande de boeuf est quasi nulle. Seules les viandes de porc et de chèvre sont de temps en temps incorporées dans la ration, surtout lors des fêtes ou d'autres événements spéciaux. Les principales sources de protéines animales restent donc les produits de la pêche et de la chasse.

Deux problèmes nutritionnels très importants méritent d'être signalés ; le goitre qui sévit de façon endémique et sa conséquence, le crétinisme. On se rappellera que le goitre est un gonflement de la glande thyroïde consécutif à une carence en iode et que, si la glande thyroïde n'est pas suffisamment alimentée en iode, elle cesse de produire l'hormone thyroïdienne. Or, celle-ci est indispensable au développement du corps et de l'intelligence de l'enfant. L'adulte a également besoin de cette hormone pour rester en bonne santé, résister à la fatigue et aux maladies. D'autre part, les enfants atteints du crétinisme qui est une des complications du manque d'iode sont très petits, difformes, retardés mentalement.

Selon les études menées par l'Institut de Recherche Scientifique, Centre de Gemena, la teneur d'iode dans l'alimentation est assez faible en Ubangi. Ceci est dû à la carence de cet élément dans le sol. Cette situation se trouve être accentuée par la présence des quantités assez élevées d'acide cyanhydrique dans le manioc

consommé principalement par les Ngwaka. En effet, les variétés de manioc communément utilisées en Ubangi sont des variétés amères. Si les autres tribus rouissent le manioc avant la consommation-opération qui réduit sensiblement la teneur du manihotoxine contenu dans le manioc - les Ngwaka, eux, ne le font pas. C'est ce qui explique la proportion très élevée des Ngwaka parmi les goîtreux.

La tentative d'introduire des variétés douces ou le rouissage chez les Ngwaka s'est butée à une forte résistance de leur part. Il restait alors à l'IRS-CEMUBAC de recourir aux injections d'huile iodée. Le programme a démarré depuis quatre ans. Déjà plus d'un demi-million de personnes a été traité. Non seulement l'injection d'huile iodée procure assez d'iode pour cinq ans, mais encore elle empêche les femmes injectées de donner naissance aux crétins, communément appelé "gbamogigi" dans cette partie de l'Equateur.

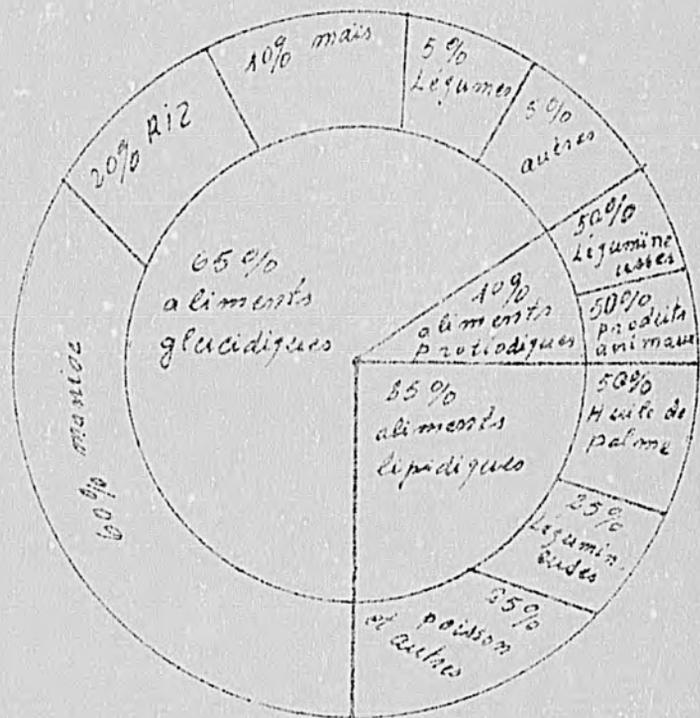
Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda a emboîté le pas à l'IRS. Outre l'injection d'huile iodée, CDI envisage de créer des usines d'enrichissement du sel de cuisine en iode. A ce sujet, un dossier a été introduit au Secrétariat au Développement Rural.

En conclusion, outre le problème de goître et de crétinisme, la Région de l'Equateur se suffit en ce qui concerne la production de protéines d'origine animale. Ceci est confirmé par l'étude réalisée par les autorités coloniales peu avant l'indépendance et publiée par Gomez (7). L'enquête réalisée à l'Equateur au cours des mois d'avril et de mai 1982 a montré que la pêche constitue la principale source de ces protéines animales avec 48 % du total, suivie de la chasse avec 30 % , l'élevage 12 % et les insectes 10 %.

Concernant la consommation des aliments glucidiques, les résultats de l'enquête ont ainsi révélé que, pour l'ensemble de la région, le manioc y représenterait 60 % du total, le riz 20%, le maïs 10 %, la banane plantain et les autres féculents 5 %, et les légumes 5 %. Le tableau reprend les résultats complets de cette enquête.

Tableau 2 : Origine des apports en calories basés sur les résultats de l'Enquête Alimentaire (en pourcent).

a- <u>Aliments glucidiques :</u>	65 %
Manioc	60
Autres féculents	5
Riz	20
Maïs	10
Légumes	5
Sous-total	100
b- <u>Aliments lipidiques.</u>	25
Huile de palme	50
Légumineuses	25
Poisson, et autres.	25
Sous-total :	100.
c- <u>Aliments protidiques.</u>	10
Légumineuses	50
Poisson	24
Viande	5
Volaille	1
Insectes	5
Gibier	15
Sous-total :	100
d- <u>Total :</u>	100.



(7) Gomez, P.A. et al., Production de protéines animales au Congo, Bulletin Agricole du Congo, Vol. 52, 1961, pp 689 - 815.

Tableau 3 : POPULATION DE L'EQUATEUR AU 31/12/1980.

	<u>Mâles</u>		<u>Femelles.</u>		<u>Total.</u>		<u>Total.</u>
	<u>Nationaux.</u>	<u>Expatriés.</u>	<u>Nationaux.</u>	<u>Expatriés.</u>	<u>Nationaux</u>	<u>Expatriés.</u>	
<u>S/R. de l'Equateur.</u>							
Zone de Basankusu.	43.776	41	49.082	24	92.858	65	92.923.
BOLOMBA	44.369	41	45.806	17	90.175	58	90.233
BIKORO	58.697	55	64.540	48	123.237	103	123.340
INGENDE	41.987	10	41.827	5	83.814	15	80.829
BOMONGO	12.378	2	13.980	3	26.358	5	26.363
LUKOLELA	23.444	5	25.964	3	49.408	8	49.416
MAKANZA	10.546	16	11.579	10	22.125	26	22.151
Total S/Région.	235.197	170	252.778	110	487.975	280	488.255.
<u>S/R. de la Tshuapa.</u>							
Zone de BOENDE.	66.501	-	67.241	-	133.742	-	133.742
IKELA	64.693	23	63.888	15	128.581	38	128.619
BEFALE	31.223	11	32.223	8	63.446	19	63.465
BOKUNGU	53.207	20	52.058	21	105.265	41	105.306
DJOLU	51.657	24	52.202	7	103.859	31	103.890
MANKOTO	16.572	-	17.602	-	34.174	-	34.174
Total S/Région.	283.853	78	285.214	51	569.067	129	569.196

29

S/R. de la MONGALA.

Zone de LISALA	90.528	127	87.557	76	178.085	203	178.288
BUMBA	162.288	170	168.037	110	330.325	280	330.605
BONGANDANGA	60.197	30	60.771	27	120.968	57	121.025
Total S/Région :	313.013	327	316.365	213	629.378	540	629.918

---

S/R. du Nord-Ubangi.

Zone de Mcbayi							
Mbongo et							
Zone de Gbadolite.	33.856	241	35.670	77	69.526	318	69.844
BOSOBOLO	51.515	17	54.957	13	106.472	30	106.502
BUSINGA	96.547	113	103.038	71	199.585	184	199.769
YAKOMA	53.574	33	54.161	27	107.735	60	107.795
Total S/Région :	235.492	404	247.826	188	483.318	592	483.910

---

S/R. Du Sud-Ubangi.

Zone de Gemena	207.971	180	288.599	109	496.570	289	496.859
KUNGU	88.081	38	96.000	24	184.081	62	184.143
BUDJALA	95.691	49	100.833	25	196.524	74	196.598
LIBENGE	70.114	56	73.434	40	143.548	96	143.644
Total S/Région :	461.857	323	558.866	198	1.020.723	521	1.021.244

---

3.192.523

S/R. Urbaine de Zongo.

Zone de Nzulu.	5.156	7	5.209	9	10.365	16	10.381
WANGO	2.107	4	2.101	4	4.208	8	4.216
Total S/Région :	7.263	11	7.310	13	14.573	24	14.597.

---

Ville de Mbandaka.

Zone de Mbandaka	36.365	335	37.082	191	73.447	526	73.973
WANGATA	38.872	98	40.894	75	79.766	173	79.936
Total Ville de Mbandaka	75.237	433	77.976	266	153.213	699	153.909
Total Région :	1.611.912	1.746	1.746.335	1.039	3.358.247	2.785	3.361.029

Source : I.N.S. /MBANDAKA.

31

CHAPITRE II : SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE  
DE LA REGION DE L' EQUATEUR

## SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE DE L'EQUATEUR.

Après avoir décrit le cadre physique et humain, il sera dès lors question d'aborder les problèmes qui se posent au secteur agricole dans la région. Aussi parlera-t-on respectivement des facteurs de production, des structures de production et de commercialisation, ainsi que des contraintes à l'expansion de l'agriculture.

### II.1. FACTEURS DE PRODUCTION.

Dans cette section, la situation des trois facteurs de production conventionnels sera étudié à savoir : le capital, le travail et la terre. C'est ainsi que seront décrites la situation actuelle du crédit agricole, l'utilisation de la main-d'oeuvre et les superficies disponibles. Il sera également question de la situation des intrants.

#### II.1.1. LE CREDIT AGRICOLE.

Plusieurs institutions financières et bancaires ont des agences dans la région de l'Equateur. Parmi elles, la plus importante reste sans conteste la Banque du Peuple. Celle-ci, non seulement, représente la Banque du Zaïre dans les sous-régions, mais encore elle totalise le plus grand nombre d'agences ou guichets dans la région. Elle est en effet représentée dans chaque sous-région à l'exception du Nord-Ubangi. La Banque Commerciale Zaïroise, en dépit du nombre de ses succursales, renforce sa position grâce aux excellentes encaisses que réalise son agence de Bumba. La CADEZA qui dispose également d'une agence au niveau de chaque sous-région voit son rôle amoindri par le fonctionnement plutôt aléatoire de ses guichets.

En dehors de la SOFIDE qui a en son sein un département agricole la SOFIDAG - aucune autre institution financière du pays n'est spécialisée en crédit agricole. Quoiqu'absente de la région de l'Equateur, la SOFIDE accorde néanmoins des crédits aux grandes exploitations agro-industrielles de la région à partir de son siège de KINSHASA. C'est ainsi qu'en 1980, la Région de l'Equateur a reçu 1.780.000 Zaïres

pour l'agriculture et le transport, pour 1981, les interventions de la SOFIDE se sont chiffrées à 17.000.000 de Zaïres dont 480.000 Zaïres pour l'agriculture, 2.350.000 Zaïres pour l'agro-industrie et 4.760.000 Zaïres pour le transport.

Les institutions financières conventionnelles n'accordent donc pas de conditions spéciales pour le crédit agricole. L'exploitant agricole doit faire face aux mêmes garanties que n'importe quel autre demandeur de crédit. Ceci a pour conséquence de favoriser le secteur commercial de distribution au détriment du secteur agricole. A titre d'exemple, sur les 6 demandes de crédit enregistrées en 1981 à la succursale de la Banque du Peuple pour le secteur agricole; seule une demande aurait pu être acceptée.

Heureusement, à côté de ces institutions de financement, divers services de l'Etat, notamment le Commissariat Général au Plan, le Département de l'Agriculture, du Développement Rural et Environnement et Tourisme accordent de temps en temps des crédits aux agriculteurs. Tel est le cas de ce projet qu'a vu le jour dans le cadre de la relance agricole de l'Ubangi. Ce projet, financé conjointement par le F.E.D. et par le Conseil Exécutif, avait pour objectif, outre une subvention de 40 Z par ha de palmier planté, de mettre à la disposition des petits planteurs des matériaux, des engrais, des insecticides et de l'outillage de travail, le tout remboursable après l'entrée en production des plantations. Le non-respect du programme a fait qu'à la fin de 1975, 11 % de ce fonds(332.445 Zaïres) avaient été utilisés.

Partout où la mission est passée, le problème de crédit a été soulevé. Il serait recommandable qu'une étude plus approfondie soit menée d'autant plus qu'une bonne partie de la capacité d'épargne échappe au courant normal des échanges. Cependant, eu égard à

certaines particularités de la production agricole, soumise plus que toute une autre production aux effets imprévisibles de facteurs exogènes, la solution serait l'implantation d'une banque agricole. Les institutions conventionnelles de financement ne pourront jamais prendre les risques de prêter de l'argent sans de très fortes garanties, garanties dont la plupart de planteurs individuels ne disposent pas. Pour que cette Banque agricole joue réellement son rôle, il faudra qu'elle soit présente partout où l'intensité des activités agricoles le justifie.

### 2.1.2. LES INTRANTS.

Le problème des intrants agricoles est lié directement à la disponibilité de crédits. Comme il sera vu plus bas, la région de l'Equateur ne produit que très peu d'intrants agricoles. La plupart doivent provenir de Kinshasa et même de l'étranger. Leurs prix étant souvent très élevés, le petit planteur n'est pas en mesure de les acquérir sans une assistance extérieure.

#### 2.1.2.1. LE PETIT OUTILLAGE AGRICOLE.

En terme de disponibilité, il faut dire qu'il y a très peu d'artisans à l'Equateur. Le petit outillage est en grande partie importé de Kinshasa et se trouve en vente dans tous les grands centres de la Région à des prix plus ou moins abordables. Malheureusement, les paysans n'ont pas toujours les possibilités de descendre vers les grands centres. C'est ce qui explique la carence en petit outillage agricole constatée dans les milieux paysans.

Certaines sociétés vendent du petit outillage aux paysans; C'est le cas de la Culture Zaïroise (C.Z) à Bikoro et de Scibe-Zaïre dans le Nord de l'Equateur. Le lot du matériel agricole distribué dans

le cadre du " PAM " se retrouve encore dans certains coins de l'Equateur notamment à Bongandanga où la distribution a été confiée à deux grandes sociétés de la place, SCZ-BOSSONDJO et SICOMU. Ces sociétés ne le livrent qu'aux paysans modèles, à savoir ceux qui se sont faits remarquer par une bonne production. Le CDI-Bwamanda a introduit un cours sur la fabrication des outils agricoles dans le programme pratique de son enseignement professionnel. Cette initiative a pour but d'amener les paysans à fabriquer eux-mêmes leur outillage aratoire.

#### 2.1.2.2. SEMENCES., ENGRAIS ET PRODUITS VETERINAIRES.

Le problème de semences, engrais et produits vétérinaires se posent avec acuité dans les milieux paysans. Partout on déplore la carence et la dégénérescence des semences. Le problème est aggravé par l'effondrement quasi total de tous les centres d'adaptation et de production de semences améliorées (CAPSA). Le seul CAPSA qui semble encore être en fonction dans les sous-régions de l'Equateur, de la Tshuapa et de la Mongala est le CAPSA NDEKE situé près de l'ISEA à Mondongo. Ce CAPSA dispose d'une Land-Rover qui reste à Lisala chez son superviseur, le Chef de Division sous-Régional de l'Agriculture. Des relations de travail encore embryonnaires existent entre ce CAPSA et l'ISEA qui leur fournit du matériel végétal, de riz et de soja. Pour les autres cultures, maïs et arachide, ils achètent encore les semences sur le marché local. Ils ne fertilisent pas, n'utilisent pas de pesticides et leur main d'oeuvre est réduite à 7 unités déjà amorties, des vieux juste bons pour la retraite.

Le centre dispose de 2 hectares et demi de café qui ont été plantés en 1959, de 2,22 hectares d'hévéa plantés en 1958; tout ce patrimoine reste inexploité faute de moyens. Cette année, ils ont

préparé 3 hectares et demi pour les cultures vivrières à raison de :

- 50 ares d'arachides dont 6 étaient déjà ensemencés fin Avril 1982.
- 50 ares de maïs dont 4 étaient déjà ensemencés fin Avril 1982.
- 50 ares de soja dont 5 ares et 65 centiares seulement étaient ensemencés par manque de matériel végétal.
- 2 ha de riz qui seraient ensemencés après les autres cultures.

Ce CAPSA dispose d'une infrastructure énorme, outre son véhicule, une grande concession, des bâtiments et les cultures qui n'attendent que des hommes dynamiques et des idées pour les mettre en valeur. Dans l'Ubangi, les CAPSA Boho dans la zone de Bosobolo et LUKIMI dans la zone de Kungu seraient dotés d'un potentiel important dont la remise en valeur pourrait largement profiter aux masses paysannes.

Le C.D.I. Bwamanda et Mondongo ainsi que le P.N.R. Bumba produisent des quantités de semences encore très limitées qui ne peuvent pas encore couvrir les besoins de leurs zones respectives. Le problème s'aggrave par le fait que les paysans vendent toute leur production à la récolte et se retrouvent sans réserves au moment du semis. Devant l'incapacité des services d'encadrement, il n'y a personne qui pourrait les persuader de faire des réserves pour les semences.

Le CAPSA NDEKE a été sollicité plus d'une fois par l'ISEA de MONDONGO qui pourrait se charger, dans le cadre des travaux de recherches et pratiques des étudiants, de l'amélioration des variétés et de la production des semences qu'ils pourraient ensuite remettre à la disposition de l'Agriculture (sous-région et zone) pour la vulgarisation au niveau des paysans. Notons que les exploitants du secteur moderne ne connaissent pratiquement pas de problèmes de semences. Pour

ce qui est des cultures vivrières, ils peuvent acheter n'importe où et stocker alors que pour les cultures pérennes, ils organisent même la recherche pour pallier aux défaillances de l'INERA.

Quant aux autres intrants agricoles, ils restent l'apanage des grandes sociétés agro-industrielles et des grandes fermes. Celles-ci s'approvisionnent directement à partir de Kinshasa et même de l'Europe. Le petit paysan est dans l'ensemble délaissé à lui-même sauf dans le cadre de la production des cultures de coton, de tabac et de soja. Coton-Zaïre et Tabazaïre fournissent en effet des produits phytosanitaires aux cultivateurs qui se livrent à leur culture respective. Ceux des paysans qui font partie de la zone du C.D.I. reçoivent aussi certains services et des produits vétérinaires de ce centre. Il faudra que cet encadrement des masses paysannes s'étende à d'autres grandes unités de production qui pourraient s'occuper des paysans de leur zone d'activités. L'installation du Programme National Engrais dans certaines sous-régions stratégiques de l'Equateur s'avère impérieuse. Ce programme rend d'énormes services aux cultivateurs des régions où il est déjà implanté.

#### II.1.2.3. CARBURANT ET PIÈCES DE RECHANGE.

Le carburant pose des problèmes un peu partout. Quand il y a carence à Kinshasa, cela finit par se répercuter dans les régions. A l'Equateur, les grandes sociétés s'approvisionnent directement à partir de Kinshasa et font souvent des stocks. Ceci n'est pas le cas des petits opérateurs économiques qui doivent trouver le carburant sur place. Ils souffrent souvent de l'absence du carburant sur le marché local et doivent s'approvisionner sur le marché noir à des prix très élevés. Ceci se répercute sur les prix des produits agricoles.

Enfin, il n'y a pas un seul magasin de pièces de rechange bien approvisionné dans toute la région de l'Equateur. Cela occasionne des coûts énormes aux petits opérateurs économiques, aux moyens limités, qui

doivent faire la navette entre Kinshasa et l'Equateur pour leur approvisionnement. Les grandes sociétés arrivent facilement à commander des pièces de Kinshasa ou de l'extérieur du pays. Cela n'est pas suffisant pour mettre complètement à l'abri de toute surprise désagréable. Certains responsables ont avoué que pour un retard dans l'arrivage des pièces commandées, plusieurs de leurs engins sont restés immobilisés pendant des mois.

#### 2.1.2.4 COUTS DES INTRANTS AGRICOLES.

Des principaux intrants agricoles utilisés à l'Equateur, seuls quelques uns sont disponibles au niveau de la Région. L'outillage agricole est vendu dans presque tous les grands centres. Les différents prix relevés pendant la tournée sont consignés dans le tableau 4. Les prix varient d'un centre à un autre et d'un point de vente à un autre. En général, ils sont plus élevés que les prix ex-usine de l'UMAZ (Usine du matériel Agricole du Zaïre) à Kinshasa. Ce sont les grandes maisons de distribution et les grandes entreprises qui assurent la redistribution de l'outillage agricole dans les grands centres.

Suite à la situation de pénurie que connaissent actuellement certaines parties de la Région, les grandes exploitations et sociétés obtiennent leurs quotas directement de KINSHASA. Les stations à essence fermées favorisent l'installation d'un marché noir assez prospère dans tous les grands centres. Le carburant fait donc l'objet de beaucoup de spéculation. Le prix du carburant est très variable et va du prix officiel de 5,50 Z pour l'essence à 15 Zaïres. Le prix du mazout est aussi très variable. Le gazoil est en effet vendu couramment à des prix qui oscillent entre 5 Zaïres et 10 Zaïres le litre. Le prix officiel de 2,82 Zaïres est pratiqué par les grandes sociétés qui disposent d'un approvisionnement relativement régulier en rapport avec leurs activités.

Malheureusement celles-ci ne vendent pas à n'importe qui.

Seuls deux produits agricoles ont un marché de semences plus organisé. Il s'agit du riz paddy dont les semences sont vendues entre 1,50 Z le Kilo au CDI-Mondongo et 2 Z le Kilo au PNR-Bumba. Ce sont des semences sélectionnées et multipliées par ces deux institutions. Les semences améliorées du palmier sont vendues entre 1,50 Z et 2,10 Z/Kg selon la qualité à la PLZ-Yaligimba. Les graines vendues à 1,50 Z sont des graines ordinaires alors que celles qu'on vend à 2,10 Zaïres sont des graines pré-germées. Les graines résistantes à la maladie de Wilt se vendent aux prix de 2,47 Z et 1,70 Z selon qu'elles sont pré-germées ou non. Les Plantules prêtes à la transplantation coûtent 9,6 Z le plant.

Le marché des produits vétérinaires, des pesticides et des engrais est inexistant à l'Equateur. Ces produits sont directement importés de Kinshasa ou de l'étranger. Inutile de parler sur le marché des pièces de rechange qui lui aussi est inexistant. Le fait que tout ces produits sont achetés à Kinshasa leurs coûts augmentent au niveau de la Région.

Tableau 4 : PRIX DES INFRANTS. (Z).

ZONE	Haches	Houes	Beches	Machettes	Coupe-coupe
1. MEANDAKA/81	100 Z	25	45	50	25
2. BONGANDANGA	45	25	25	28	25
3. BOENDE	60	35	60	40	35
4. INGENDE	50	30	45	50	30
5. LISALA	23	28	43	-	-
6. BUMBA	50	25	25	30	30
7. GEMENA	50	30	40	45	-
8. BOSOBOLO	50	25	30	25	25
9. YAKOMA	50	25	30	25	25
10. C.D.I. BWAMANDA	50	25	-	25	-
Prix moyen					
Prix KINSHASA	56,83	24,08	35	23,25	25,75
Prix ex-Usine :(UMAZ)	-	21,80	17,14	15	21

Source : Division d'Etudes et Planification Agricole.

Bureau de Planification, Equipe des Etudes Agronomiques, 1981.

### II.1.3. LA MAIN-D'OEUVRE.

La plus grande partie de la force active de l'Equateur est absorbée par le secteur traditionnel. En 1981, on a dénombré 180.500 planteurs de riz, 352.528 planteurs de manioc, 172.371 planteurs de banane et 381.664 planteurs de maïs. Le nombre total de planteurs ne s'obtient cependant par une simple sommation de ces chiffres.

En effet, outre le fait qu'un planteur traditionnel utilise les membres de sa famille dans son exploitation, celle-ci comporte toujours des cultures associées. Comme la culture du manioc est faite pratiquement partout au monde, on estime généralement que le nombre des planteurs du manioc donne une meilleure idée du nombre total des planteurs.

Pour ce qui est de la main-d'oeuvre occupée dans le secteur moderne, celle-ci a été estimée en 1981 à plus de 113.400 unités. De cet effet, près de la moitié, soit 55.400 travailleurs est engagée dans les exploitations de plus de 400 ha.

Il convient toutefois de signaler que les entreprises agricoles de l'Equateur rencontrent en ce moment beaucoup de cas de désertion. Cette instabilité de la main-d'oeuvre peut s'expliquer en grande partie par le niveau des salaires très bas et les revenus très élevés que peuvent rapporter certaines cultures. Les paysans préfèrent, dès lors, s'installer à leur propre compte que travailler pour une tierce personne.

Note : 1) Evolution du nombre de ménage agricole 1970 - 1980 : + 12,8 %.

1970 : 291.354, 1977 : 328.767, 1980 : 329.667.

2) Evolution de population.

	P. Totale	P. Agricole	P. Non agricole	Agricole en %
1970	2.431.812	2.055.330	376.482	84,5 %
1980	2.945.097	2.042.894	902.203	69,4 %

Source : Population agricole, Estimation 1980.

Division des Statistiques Agricoles, Département de l'Agriculture.

Les chiffres qui sont reproduits dans les tableaux sur la répartition des planteurs et l'estimation de la main-d'oeuvre (tableaux 5 et 6) peuvent n'avoir qu'un caractère approximatif. Il n'en reste pas moins vrai que la pénurie en main-d'oeuvre que connaissent des sociétés installées dans certaines parties de la région, est surtout due à des niveaux de salaires trop bas et à une attitude souvent négativiste de certaines populations (surtout du sud) à l'égard des travaux agricoles. Cependant avec l'amélioration des infrastructures de commercialisation, un encadrement plus accru, la pression de la demande urbaine en produits vivriers et l'amélioration des salaires, les populations rurales de l'Equateur pourraient sortir de leur léthargie et s'occuper de façon beaucoup plus intensive aux travaux agricoles.

Comme on vient de le souligner, le coût de la main-d'oeuvre est dans l'ensemble assez faible. Cependant à certaines périodes de pointe, lors des travaux de récolte ou de conditionnement des produits agricoles, par exemple, certains planteurs payent jusqu'à 10 Zaïres par journée de travail. De l'autre côté, on peut demander à un pygmée ou à un membre de famille de faire un travail agricole quelconque pour un peu de tabac, un verre de vin de palme ou même gratuitement. Entre ces deux extrêmes, on retrouve des situations intermédiaires; certaines plantations à Boende payent 20 Zaïres par mois et d'autres 80 Zaïres. Généralement, les grandes exploitations modernes appliquent les salaires minima et les avantages sociaux fixés par l'Etat, ainsi qu'un système de primes à la régularité et à la productivité. Ces avantages jouent un rôle non négligeable pour le maintien de la main-d'oeuvre. Pour la Région de l'Equateur, le salaire minimum fixé par l'Etat est de 2,52 Z par jour (main-d'oeuvre non qualifié).

43

Tableau 5 : Cultures vivrières : Effectif des planteurs traditionnels en 1981

Zone	Manioc	Paddy Riz	Maïs	Arachide	Banane	Soja	Patates douces	Courges	Ignames
BOENDE	5.230	40	4.050	5	712	-	-	-	
BEFALE	2.553	246	2.553	-	-	-	-	-	
DJOLU	21.018	10.241	13.394	30	5.239	-	-	-	
IKELA	27.838	27.838	10.127	-	-	-	-	-	
BOKUNGU	15.438	11.024	27.838	168	-	-	-	-	
MONKOTO	2.194	1.515	2.194	-	-	2.194	-	-	
TSHUAPA	74.271	50.905	60.156	203	8.145	-	-	-	
LISALA	10.647	6.626	9.565	490	1.330	-	1.551	1.628	
BUMBA	31.385	32.339	30.154	9.157	23.357	-	437	-	
BONGANDANGA	9.937	6.588	5.399	605	2.360	-	-	186	
MONGALA	51.969	45.553	45.118	10.252	27.047	-	1.988	1.814	
BASANKUSU	13.630	14	12.730	134	12.104	-	-	-	
BTIKORO	9.440	-	7.735	5.605	7.110	-	-	-	
BOLOMBA	15.373	-	14.907	-	11.508	-	-	-	
BOMONGO	5.327	607	5.327	21	1.745	-	-	-	
INGENDE	7.847	-	7.847	-	1.010	-	-	-	
MAKANZA	2.301	-	2.216	-	586	-	-	-	
LUKOLELA	2.137	12.919	1.235	615	550	-	-	-	
EQUATEUR	56.055	13.540	51.997	6.375	34.613	-	-	-	
BUSTINGA	26.894	12.977	32.042	27.645	15.248	-	-	-	
GBADOLITE	11.800	5.352	8.883	6.915	11.300	-	-	-	
YAKOMA	13.510	13.410	13.410	13.407	12.344	-	-	-	
BOSOBOLO	19.160	3.651	12.445	12.393	2.961	-	-	13.431	
NORD-UBANGI	71.364	35.390	66.780	60.360	57.101	-	-	13.431	
LIBENGE	19.227	563	23.823	14.329	14.455	597	-	-	
BUDJALA	19.284	8.952	13.790	10.477	-	-	-	-	
KUNGU	13.883	6.918	16.854	13.883	5.918	8.188	-	-	
GEMENA	42.736	22.511	99.763	54.653	52.106	5.192	-	-	
SUD-UBANGI	95.130	37.944	154.230	93.182	72.479	13.977	-	-	
WANGO	960	-	960	960	-	-	-	-	
NZULU	1.126	58	1.226	30	200	-	-	-	
S/R URB. ZONGO	2.086	58	2.186	990	200	-	-	-	
MBANDAKA	961	80	961	19	73	-	75	-	
WANGATA	692	30	236	-	114	-	-	-	
/R URB. MBANDAKA	1.653	110	1.197	1.009	187	-	75	-	
TOTAL REGION	352.528	183.500	381.664	172.371	199.772	13.977	2.063	15.245	

Source : Division régionale de l'Agriculture, Equateur, Mbandaka, 1981.

44

Tableau 6 : Cultures industrielles : Effectif des planteurs traditionnels en 1981.

Zone	Café	Hévéa	Palmier	Cacao	Coton	Tabac
BOENDE	4.700	-	54	-	-	-
BEFALE	2.746	42	209	71	-	-
DJOLU	6.686	1.943	674	-	-	-
IKELA	6.808	1.106	118	-	-	-
BOKUNGU	4.567	119	-	-	-	-
MONKOTO	270	3	45	5	-	-
TSHUAPA	25.777	3.213	1.100	76	-	-
LISILA	1.757	-	27	53	-	-
BUNBA	-	-	-	-	-	-
BONGANDANGA	-	-	267	-	-	-
MONGALA	1.757	-	294	53	-	-
BASANKUSU	2.244	28	505	59	-	-
BIKORO	1.267	11	46	1.311	-	-
BOLOMBA	4.669	16	437	31	-	-
BOMONGO	42	-	142	51	-	-
INGENDE	616	1	688	57	-	-
MAKANZA	5	-	3	-	-	-
LUKOLELA	40	-	142	182	-	-
EQUATEUR	8.883	56	1.963	1.691	-	-
BUSTINGA	3.095	4	70	19	9.280	96
GBADOLITE	852	-	3	-	3.108	-
YAKOMA	2.396	-	41	2	5.117	2.350
BOSOBOLO	512	-	-	-	18.318	2.773
NORD-UBANGI	6.855	4	114	21	35.823	5.219
LTBENGE	2.798	3	81	10	7.868	1.500
BUDJALA	1.912	6	76	451	10.625	-
KUNGU	1.364	3	2.707	34	6.568	-
GEMENA	17.704	3	2.707	71	22.479	-
SUD-UBANGI	23.778	15	5.571	566	47.540	1.500
WANGO	18	1	-	-	-	-
NZULU	22	4	-	1	-	-
S/R ZONGO	40	5	5	1	-	-
MBANDAKA	20	1	-	1	-	-
WANGATA	-	-	-	-	-	-
S/R MFANDAKA	20	1	-	1	-	-
TOTAL EQUATEUR	67.110	3.182	-	2.409	83.363	6.719

Source : Services régionaux de l'Agriculture Mbandaka, Equateur, 1981.

#### II.1.4. SUPERFICIES DISPONIBLES.

Le dernier facteur de production que l'on va examiner est la terre. La terre ne constitue pas encore une ressource rare dans la région de l'Equateur. L'attention devrait être mise sur le danger que représente pour l'avenir l'utilisation abusive des terres vierges, notamment dans les zones surpeuplées de Bumba, de Budjala et de Kungu. L'utilisation des engrais doit être encouragée dans ces zones pour fixer les paysans un peu plus longtemps sur les mêmes terrains afin d'augmenter leur rendement et freiner la déforestation.

Il convient de signaler que plus de la moitié des superficies totales de la région est impropre à l'agriculture soit parce qu'il est occupé par des eaux, soit par des marécages ou encore par des forêts trop denses pour être accessibles aux petits paysans. On peut ainsi estimer à 4.000.000 d'ha le potentiel cultivable.

Un dernier point à épinglez ici concerne les conflits fonciers. Si les luttes sanglantes entre deux clans voisins suite à un conflit de terres deviennent de moins en moins fréquentes depuis la promulgation de la loi Bakajika en 1967, on continue cependant à rencontrer certaines expropriations qui crient au scandale. A Bikoro et à Bumba, des grandes entreprises ou des propriétaires indépendants souvent installés à Kinshasa, sollicitent et obtiennent des vastes concessions de terres, parmi les plus fertiles. S'ils mettent le terrain en valeur, le problème ne se pose. Là où le bât blesse, c'est lorsqu'ils laissent cela en veillesse pendant des années, privant ainsi les villageois de ces terres. Un autre cas qui nous a été signalé à Bumba est celui d'une entreprise de la place qui voulait déloger tout un village puisque, semble-t-il, cette concession lui était attribuée.

Il est à souhaiter que dans l'avenir les autorités compétentes éviteront de confier le titre de propriété à de gens qui ne sont pas disposés à mettre en valeur la concession sollicitée ou .....;.....

éviteront de distribuer des terres déjà mises en valeur ou occupées par des paysans.

#### OBSERVATION GENERALE.

La création d'une banque agricole constituera une pièce maîtresse dans l'amélioration de la productivité et, partant, des conditions de vie des paysans. Un système approprié de la distribution des facteurs de production aux petits planteurs doit être mis sur pied. Ceci concerne aussi bien les engrais, pesticides, produits vétérinaires et outillage agricole que les semences améliorées. Qui dit semences améliorées, pense à la réhabilitation des CAPSA et bien sûr à la recherche agronomique.

La section suivante va présenter un tableau succinct de la situation actuelle de la recherche agronomique dans la région de l'Equateur.

#### II.2. RECHERCHE AGRONOMIQUE.

Au Zaïre, la recherche agronomique est du ressort de l'INERA (Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques) dont la direction générale se trouve à Yangambi dans la région du Haut-Zaïre. Pratiquement il y a aussi d'autres institutions privées ou publiques (I.F.A.-Yangambi, IRS, PLZ,....) qui font de la recherche agronomique. L'idée poursuivie par l'INERA est celle d'embrasser tous les types de recherche; c'est-à-dire la recherche fondamentale et l'exploitation des résultats par le biais de la recherche appliquée.

Pour cela l'INERA opère dans de nombreuses stations éparpillées sur toute l'étendue du territoire national. Il y a les stations principales de Yangambi, Mvuazi, Gandajika, Mulungu, Nioka,

Bambesa et Bongabo sur lesquelles s'appuient les stations secondaires. La recherche est organisée de telle manière que chaque station s'occupe de domaines de recherches spécifiques. Ces domaines tiennent compte des priorités du pays. Les priorités actuelles avantagent aussi bien les cultures vivrières (manioc, maïs, riz etc...) que les cultures industrielles comme le palmier à huile et le coton.

La situation actuelle de l'INERA à l'Equateur n'est guère plus brillante que dans le reste du pays. Jadis, l'INERA disposait de cinq stations dans cette région : Bongabo, Boketa, Binga, Eala et Loeka. Aujourd'hui, seules les stations de Bongabo et de Boketa appartiennent encore à l'INERA. Loeka a été cédée au PNR; Binga à la SCZ et aux PLZ, Eala qui est en fait un jardin de conservation de la faune dépend dorénavant directement du Département de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement.

Depuis sa création, la station de Bongabo était conçue pour l'exploitation à grande échelle des résultats effectués sur les cultures pérennes à Yangambi. On y trouve encore des grandes plantations d'hévéa (500 ha environ), de café ( $\pm$  200 ha) et de cacao ( $\pm$  100 ha), ainsi que des usines de traitement pour ces produits. On ne fait pas de la recherche fondamentale à Bongabo. Cette station reste pour autant une des stations principales de l'INERA, pourvoyant à l'essentiel de ses recettes.

La station de Boketa est une station secondaire qui dépend de la station principale de Bongabo. On y effectue des essais variétaux sur le riz, le maïs, l'arachide, le soja, le haricot, l'igname, le manioc et le bananier. La station étant située en pleine zone cotonnière, des essais sur le coton y sont également effectués. La capacité de production de semences pour ces cultures est très limitée et varie de 119 Kg pour l'igname à 5,11 tonnes pour le maïs (tableau 4). A l'instar de tout l'INERA, la station est confrontée à divers problèmes d'ordre fina-

une autre variété IRAT-132 a donné 2.600 Kg/ha. Il conviendrait de signaler que la station de Bumba est entièrement mécanisée et qu'outre un rendement élevé, la recherche vise également une grande résistance aux maladies et à la sécheresse.

En dehors de quelques essais sur le cocotier, les recherches de la station de PLZ-Yaligimba sont concentrées sur le palmier à huile. Yaligimba n'est qu'une des stations du programme conjoint SCZ et PLZ, programme dit " common joint research scheme".

La direction de ce programme est tenue par un expatrié. Le siège se trouve à Binga. Le programme dispose de plusieurs sous-stations. Certaines, outre le palmier à huile, s'intéressent aussi à d'autres cultures. Les activités de ce programme comportent un volet recherches axé sur les questions pratiques intéressant la plantation et les doses optimales d'engrais, et un volet production de semences. Les résultats sont internes aux PLZ et à la SCZ, qui se proposent du reste de créer une revue pour les diffuser parmi les stations du groupe Unilever. Dans tous les cas, PLZ est disposée à les communiquer à n'importe quelle personne qui en manifesterait le désir.

A Yaligimba, on trouve une centaine de palmiers semenciers dont les caractéristiques sont bien connues et sur lesquels se réalisent des fécondations artificielles pour la production des graines. On peut produire jusqu'à 600.000 graines annuellement. Il y a un autre champ généalogique de 20 ha sur lequel des essais se poursuivent encore. Les résultats des essais de sélection concourent à augmenter significativement la capacité de production de semences. Le centre de Binga produit 1.200.000 graines par an et cette capacité sera bientôt accrue grâce à l'entrée en production d'un champ généalogique de 400 ha sur lequel les expériences de sélection sont en cours.

ncier, à l'insuffisance de la main-d'oeuvre, à la carence du matériel de recherche ainsi qu'à des difficultés d'approvisionnement en produits phytosanitaires, engrais, sacs d'emballage et autres.

Conscient des difficultés de l'INERA, et pour donner plus de vigueur à certains programmes de recherche, le Conseil Exécutif par l'entremise du Département de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement, a initié plusieurs projets de recherches sectorielles orientés vers les plantes vivrières. Certains comme le PRONAM et le PNR fonctionnent au sein de l'INERA. D'autres comme le PNR (Programme National Riz) dépendent du Département de tutelle. Si le PRONAM et le PNR ne sont pas représentés à l'Equateur, le PNR par contre a trois stations, dont celle de Bumba est la plus importante.

A Bumba, le PNR dispose d'une concession de 110 ha dont 40 sont emplantés. Les activités de recherche sont axées sur les techniques culturales d'abord et sur la vulgarisation ensuite. Le deuxième volet comporte le rinçage en riz irrigué de la variété R66 pour l'adapter en riz pluvial. Le PNR reçoit de la FAO une série de variétés qu'il doit tester dans les conditions de Bumba. L'année dernière, PNR-Bumba a réceptionné 17 variétés de riz irrigué et 10 variétés de riz pluvial strict.

Après le rinçage en riz irrigué, les variétés sélectionnées sont envoyées à Loeka (40 Km de Bumba) pour être multipliées et ensuite distribuées aux paysans par le canal des rizières qui les achètent à 2 Z le kilo. En 1981, le PNR a produit 20 tonnes de semences et il compte produire 42 tonnes en 1982. Avec un nouveau matériel, le PNR est en mesure de produire jusqu'à 120 tonnes de semences par an. La variété R-66 peut donner jusqu'à 1.600 Kg/Paddy/ha. Dans les conditions expérimentales, elles réalisent 2.000 Kg/ha. la variété IRAT - 2 par contre, a donné 4.000 Kg de riz de montagne à Yangambi;

Le faible contenu de cette section traduit à suffisance l'état de la recherche agronomique à l'Equateur. L'INERA qui aurait dû être le catalyseur de la recherche agronomique, n'arrive pas, par manque de moyens, à remplir son rôle. Il revient donc à certaines sociétés de procéder à la sélection, à l'amélioration et à la multiplication des semences dont elles ont besoin. Malheureusement, ces sociétés ne s'intéressent qu'aux cultures qui constituent leurs principales spéculations. Un autre fait regrettable est que les résultats des recherches réalisés dans les autres régions du pays n'arrivent pas facilement à l'Equateur. C'est le cas des boutures améliorées du manioc mises au point par le PRONAM, c'est aussi le cas des variétés améliorées du maïs de PNM. Il faudra donc que d'une part on arrive à introduire du matériel végétatif sélectionné au PRONAM, au PNR et à l'INERA-MULUNGU, dans les milieux paysans de l'Equateur et d'autre part que l'INERA et les autres programmes de recherche soient dotés, de suffisamment de moyens pour intensifier leurs recherches ne fût-ce que dans le domaine d'amélioration et de sélection des plantes.

Après avoir parlé des facteurs de production et de la recherche agronomique, les principales cultures exploitées à l'Equateur seront examinées une à une.

Tableau 7 : a. Situation des cultures à la station INERA de BOKETA

Cultures	Superficie		Production		
	(ha)	(Kg)	(ha)	(Kg)	
Coton	5,30	5.693,40	2,00	1.256	Il s'agit de coton-graine.
Riz	6,00	7.323,00	3,00	3.424	
Maïs	8,00	8.179,00	4,65	5.110	
Arachides	0,49	209,00	0,47	438	
Soja	0,50	96,00	2,36	700	
Haricot	-	-	-	-	Collections.
Ignames	0,10	966,00	0,03	119	
Manioc	0,50	-	0,11	2.000	Routures sur commande.
Baranier	0,50	-	-	200	Sur commande. rejêts.

b. Situation des cultures à la station-INERA BONGABO.

Cacao	112	35.000
C.T.C. (caou- tchouc)	1.110	377.000

Sources: Rapport de l'INERA, 1981 (tableau 7 a)

Bureau Analyse Economique, Service d'Etudes et Planification, DA.

## II.3. LA PRODUCTION.

### II.3.1. SITUATION GENERALE.

En dehors du potentiel Forestier et piscicole de la Région de l'Equateur, il est impérieux et indispensable de signaler que la production agricole joue un rôle de premier plan dans le secteur économique de la Région.

Les activités agricoles sont généralement orientées vers deux destinations distinctes : l'agriculture traditionnelle vivrières destinée à fournir la nourriture aux paysans et l'agriculture industrielle des exploitations économiques modernes.

Dans le domaine des cultures vivrières, les paysans effectuent les travaux agricoles indépendamment, d'une façon traditionnelle et extensive.

Dans la partie Nord de la Région où prédomine les cultures du coton et du tabac, les paysans se regroupent le plus souvent avec l'encadrement sous la surveillance des compagnies agricoles de la place utilisant ces produits comme matières premières. Il s'agit principalement de COTON-ZATRE et du TABAZATRE.

L'agriculture traditionnelle concerne une gamme très variée de produits : manioc, Riz, Maïs, Arachides, Soja, Patate douce, etc.... A cette liste il faut ajouter la canne à sucre, les agrumes et les spéculations maraîchères de grande valeur du point de vue économique et utilisées pour l'autoconsommation.

En ce qui concerne les cultures industrielles dont les exploitations ont été favorisées dans le passé par l'action coloniale, nous pouvons les classer en quatre principales catégories :

- Oléagineux : Palmier à huile,
- Plantes textiles : Coton.

- Plantes stimulantes : Cacao, Café,
- Plantes à caouthouc : Hévéa.

Enfin, en plus des productions vivrière et industrielle évoquées ci-dessus, la production animale n'est pas à négliger. L'élevage Bovin, Porcin, Ovin, Caprin et avicole constitue une des principales sources des protéines animales de la Région de l'Equateur.

La situation de ces productions vivrière, industrielle et animale, ainsi que celles des eaux et forêts de la Région se résume de la manière suivante (tableaux .....).

Tableau 8 : Estimation de productions Agricole, Animale et Forestière de la Région de l'Equateur de 1979 à 1981.

	1979	1980	1981
a) Production Agricole (T).			
Manioc	1.262.000	1.283.000	1.308.000
Paddy	37.000	40.150	41.350
Maïs	80.100	81.800	84.350
Arachides (coques).	36.650	37.300	38.125
Soja	1.150	1.200	1.350
Légumes	42.600	43.800	44.400
Canne à sucre.	59.600	61.400	63.300
Légumineuses (Haricot-Pois et Voandzou).	9.400	9.600	9.800
Fruit.	521.900	532.400	553.900
Coton	2.600	2.983	3.150
Huile de palme(1)	551.900	520.100	545.900
Cacao(sec)	3.028	3.445	3.808
Café	17.416	21.320	22'000
Tabac	414	475	620
Hévéa.	19.170	18.036	18.945

(1) Régimes.

b) Production Animale (Tonnage poids vif)

Bovins	1.827	1.856	1.886
Porcins	2.414	2.453	2.492
Ovins et Caprins	1.920	1.951	1.482
Vollailles	2.558	2.599	2.641
	8.719	8.859	9.001

c) Production forestière.

Bois-grûme	153.337	201.339	214.800
------------	---------	---------	---------

Source : Plan de Relance Agricole 1982-1984.  
Département de l'Agriculture.

d) Situation de la Production de poissons (1975-1981)

Année	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production (1).	58.800 T.	61.290 T	62.400 T	63.900 T	65.400 T	66.000 T	66.200 T

(1) Les chiffres reproduits dans ce tableau ne sont que des approximations.

Source : U.R.P.D. Equateur.

### II.3.1.1. LE MANIOC.

Parmi les cultures vivrières, le manioc est l'aliment de base pour la population de l'Equateur consommée sous forme des feuilles et des tubercules.

Le manioc est cultivé dans toute la région et sa production est sans cesse croissante. Elle a passée de 1.130.700 tonnes de racines en 1970 (Annuaire des Statistiques Agricoles, 1977) à 1.283.000 tonnes en 1981 (Plan de Relance Agricole 1982) ou 2.513.989 (Division Régionale de l'Agriculture Equateur 1981 - voir tableau en annexes).

Selon la Division Régionale de l'Agriculture de l'Equateur, les principales zones productrices de Manioc sont les suivantes :

<u>Zones</u>	<u>Estimation de Production totale en Tonnes (1981).</u>
1. Bumba	464.000
2. Businga	224.000
3. Gemena	178.000
4. Libenga	169.000
5. Lisala	159.000
6. Bolomba	154.000
7. Budjaja	144.000
8. Bikoro	140.000
9. Ikela	139.000
10. Djolu	105.000

Source : Division Régionale de l'Agriculture de l'Equateur.

La culture de manioc est relativement facile; elle est préférée par les paysans. Les rendements obtenus sont très encourageants même avec un minimum d'entretien.

En outre, sa récolte peut s'échelonner sur une période plus ou moins longue et à n'importe quel moment de l'année. Ses feuilles constituent un légume le plus consommé tant dans la Région de l'Equateur que dans le reste du Zaïre. On distingue plusieurs variétés de manioc dans la cuvette; mais les paysans les classent en deux groupes :

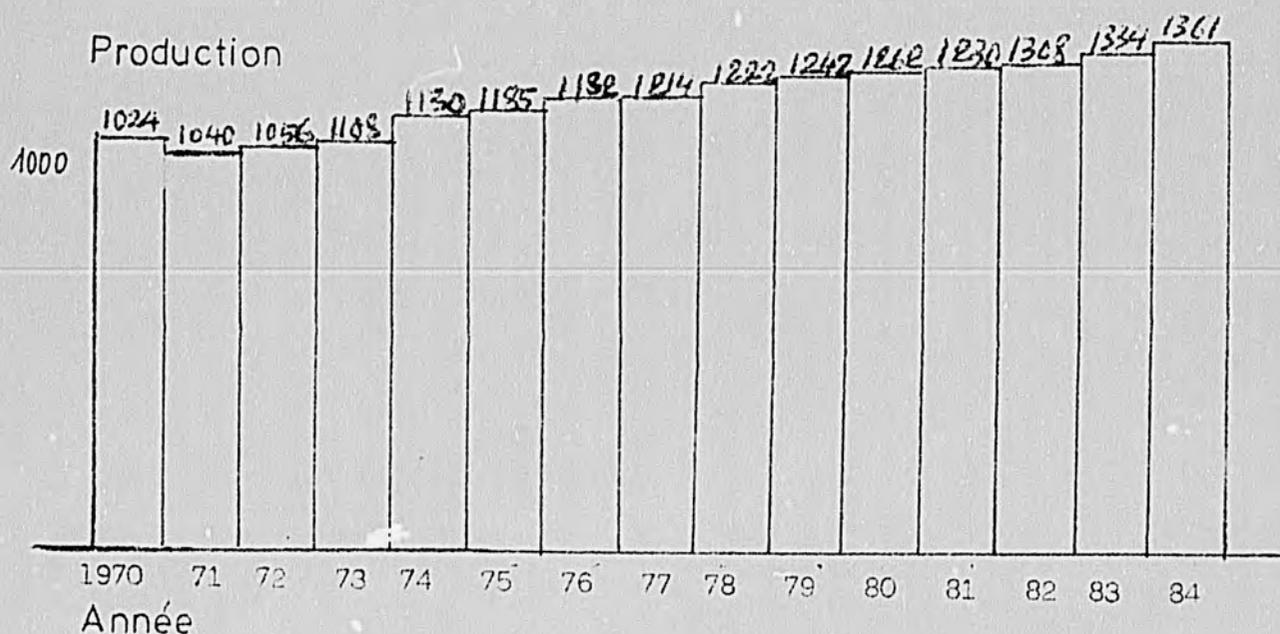
- les variétés amères destinées à la fabrication du fufu ou des chikwanges,
- les variétés douces qui sont consommées crues ou bouillies.

Tableau 9 : EVOLUTION DE PRODUCTION, SUPERFICIE CULTIVEE ET DE RENDEMENT DE MANIOC DANS LA REGION DE L'EQUATEUR ( 1970 - 1981 ).

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production (Milliers de tonnes des tubercules fraîches).	1024	1040	1056	1103	1130	1185	1132	1214	1222	1242	1262	1230
Superficie cultivée (1.000 ha).	154	157	162	166	171	174	177	181	186	190	192	194
Rendement (t/ha).	6,64	6,62	6,51	6,67	6,60	6,8	6,4	6,7	6,56	6,54	6,57	6,34

Source : Division des Statistiques Agricoles, 1970-1978.  
Plan de Relance Agricole, 1979-1981.

Evolution de la production de Manioc dans la Région de l'Equateur  
(1.000 Tonnes).



Source : 1970-1978 : Division des Statistiques Agricoles.

1979-1981 : Plan de Relance Agricole, 1982-1984.

1982-1984 : Projection, Plan de Relance Agricole, 82-84.

La plus grande partie de la production est autoconsommée; mais des quantités de plus en plus considérables de fufu, chikwangués et feuilles de manioc sont vendues actuellement dans les grands centres urbains. Il faut noter que le manioc est principalement commercialisé sous forme de cossettes. Les autres produits, chikwangués et feuilles de manioc, sont toujours présents sur les marchés bien qu'en quantités inférieures par rapport aux cossettes. La quantité commercialisable de produits de manioc est estimée à environ 112.000 tonnes annuellement (selon la Direction de commercialisation et des prix).

Le commerce de ces produits est généralement assuré par des petits commerçants indépendants. Ceux-ci vont se ravitailler sur les marchés ruraux, et revendent leurs produits dans les Centres Urbains comme Mbandaka, Gemena, etc...

Une autre partie du manioc est vendue à Bangui (en République Centrafricaine). L'acquisition des Francs CFA permet aux populations Zaïroises de se ravitailler en produits manufacturés essentiellement sur ce marché Centrafricain.

Les voies d'évacuation du manioc dans cette région sont constituées par les cours d'eau - la Mongala, l'Ubangi et le fleuve- et les routes reliant les Centres Urbains aux Zones Rurales.

#### II.3.1.2. LE RIZ.

La principale Zone productrice de riz dans la région de l'Equateur est la zone de Bumba. La production de Bumba représente environ 18% de la production nationale.

Malgré les conditions climatiques relativement favorables au riz de montagne, le riz irrigué est également pratiqué par le paysan dans la zone de Bumba.

L'ancienne Mission Agricole Chinoise (MAC) avait travaillé dans la zone de Bumba de 1975 à 1978. Actuellement, des agronomes Zaïrois pratiquent avec efficacité un travail de sélection, de multiplication et de distribution de semences de la variété R-66 régénérée. D'autres variétés (IRAT) sont introduites et font l'objet de réservation avant d'être multipliées et distribuées. Les travaux sur la riziculture irriguée se font dans le cadre du Programme National Riz (PNR) avec comme promoteur, le Secrétaire d'Etat au Développement Rural. Mais les progrès dans ce domaines sont encore lents. En zone de Bumba le semis du paddy se fait à partir du mois d'Avril, la récolte en Septembre et Octobre. Le marché du paddy s'ouvre en Octobre - Novembre.

Dans la zone de Bumba, on trouve aussi une infrastructure de production et de traitement de riz exceptionnellement développée et chaque année de nouvelles rizeries s'y installent. L'inauguration d'une rizerie ultra-moderne de Scibe-Zaire à Mindembo a eu lieu le 14 Octobre 1982.

La production de la culture de riz augmente sans cesse malgré les problèmes de serences, de sacs pour l'emballage et d'un système efficient de commercialisation.

Tableau 10 : Superficie, production, rendement de paddy (1974-81) en Equateur

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production (1.000 T)	33,4	34,4	38,0	37,4	35,9	37,0	40,1	41,3
Superficie (1.000 Ha)	41,8	43,9	45,2	46,8	47,3	46,2	50,0	51,6
Rendement (T/ha)	0,82	0,84	0,80	0,76	0,76	0,80	0,80	0,80

Source : Division des Statistiques Agricoles et le Plan de Relance Agricole 1982-84.

Le bénéfice d'un hectare de culture du paddy à la région de Bumba peut être estimé comme suit :

- a. Valeur de production (1 ha)  $1500 \text{ kg/ha} \times 0,70 \text{ Z/kg} = 1.050 \text{ Z}$
- b. Coût de production (1 ha)  $1500 \text{ kg/ha} \times 0,60 \text{ Z/kg} = \underline{900 \text{ Z}}$
- c. Bénéfit net 150 Z

Note : En 1981, Prix de revient d'un kilogramme = 0,60 Z  
Prix de vente à la ferme (1 kilo)=0,70 Z

En ce qui concerne la commercialisation du paddy et du riz, la majorité des producteurs vendent leur paddy qui est acheté et traité par grands riziers de la région.

Ces rizières exploitent sous les noms et raisons sociales suivants des rizières de grande capacité (12 à 40 tonnes/jour) :

NOGUEIRA	1 rizerie à Bumba.
SCIBE-ZATRE	4 rizières à Mindembo, Djiba, Bokata et Mwenge.
COMAGRI	1 rizerie à Yangola.
GRIZA	1 rizerie à Bumba.

En outre, un nombre important de rizières de petites capacités sont très actives dans la région.

Le pouvoir économique des quatre principaux rizières facilite le contrôle de la quasi-totalité du marché du paddy. On estime qu'ils achètent 80 % de la production commercialisée de la région. Les petits rizières ne manipulent que 10 % et une tranche de 10 % est cédée aux brasseurs.

Le prix du paddy sur le marché varie mensuellement et est élevé de Janvier à Mai et en Octobre. La hausse est due à sa rareté sur le marché. Malgré tout, de nombreux intermédiaires, surtout des femmes, ratissent la région à rechercher le riz pour le marché de Kinshasa. Certaines d'entre elles avouent recevoir pour leur sac de riz de 60 Kg entre 420 Z à 480 Z (à Kinshasa), après avoir payé entre 189 Z et 200 Z au marché de l'Equateur (Etude de la Commercialisation du Paddy et du riz au Zaïre, BAE 1981 et Economie de la production du Paddy dans la Région de Bumba, BAE 1981).

On estime la quantité de paddy commercialisé dans la région à environ 20.000 tonnes en 1981 (BPA).

### II.3.1.3. LE MAÏS.

Planté en association avec d'autres cultures comme le manioc, l'arachide, etc..., le maïs est généralement consommé dans le Nord de la région où il est cultivé sur une grande échelle.

La production a passé de 60.000 Tonnes en 1970 à 84.000 Tonnes en 1981 avec un rendement moyen de 0,73 T/Ha. La superficie totale a aussi augmenté : 85.000 hectares en 1970 et 110.000 hectares en 1981.

Tableau 11: Evolution de la Production de Maïs dans l'Equateur.

<u>Année :</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
<u>Production</u> (1.000 t).	60	65	68	63	72	75	74	79	78	80	81	84.

Source : Division des Statistiques Agricoles et Plan de Relance Agricole 1982 - 1984.

(Note : La production de Maïs renseignée dans les rapports de la Division Régionale de l'Agriculture de l'Equateur sont plus grandes que ces chiffres susmentionnés, voir dans le tableau de l'annexe ).

En général , le potentiel de développement de la culture du maïs est encore énorme dans l'Equateur qui pourrait devenir un des greniers des régions déficitaires en ce produit à savoir le Shaba et les deux Kasais. Une augmentation relative de la production est constatée dans la sous-région du Sud-Ubangi suite à la présence des commerçants Kinois.

Un des facteurs importants pour la production du maïs est l'encadrement des paysans et les semences améliorées. Les productions renseignées par la Division Régionale de l'Agriculture mènent à la conclusion que la culture de maïs est de plus en plus pratiquée par les paysans encadrés. Les agriculteurs encadrés ont généralement obtenu des rendements plus élevés que

les agriculteurs d'appoint :

- 320 Kgs/ha chez les agriculteurs d'appoint,
- 780 à 800 Kgs/ha chez les agriculteurs encadrés.

Source : Division Régionale de l'Agriculture de l'Equateur et U.R.D.P. Equateur, Septembre 1981.

En ce qui concerne la commercialisation, la quantité commercialisable a atteint 22.000 Tonnes en 1981.

S/R du Sud-Ubangi	11.000 Tonnes,
S/R du Nord-Ubangi	5.000 "
S/R de la Mongala	2.000 "
S/R Tshuapa	2.000 "
S/R de l'Equateur	2.000 "

Une partie de cette production commercialisable est transportée par le SCIBE-ZAIRE vers Kinshasa pour ravitailler ce grand centre de consommation. Une autre partie est utilisée dans la fabrication d'une liqueur traditionnelle le " Lotoko " et la bière. On peut noter que le prix de maïs par Kg est d'environ 0,75 Z dans l'Equateur et 2 Z sur le marché de Kinshasa.

#### II.3.1.4. ARACHIDE.

La production de l'arachide joue un rôle important dans les cultures vivrières après celle de manioc, du riz, de maïs et de la banane .

Les principales zones productrices se trouvent dans les Sous-Régions du Sud-Ubangi (Gemena), Nord-Ubangi (Businga, Bosobolo) tandis que Makoma, Libenge, Bumba et Boerde viennent après ces Zones.

La production de l'ensemble de la région se résume dans le tableau ci-après :

Tableau 12 : Evolution de la Production de l'Arachide (1970 - 1981)  
(en coques).

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production (tonnes)	26,1	26,7	27,6	30,7	31	31,7	32,2	34,9	36,	36,6	37,3	38,1
Superficie (1.000 ha)	40,2	41,7	42,5	43,3	44,4	46,6	48	49,1	50,8	51,5	52,5	52,9
Rendement.	0,65	0,64	0,71	0,70	0,68	0,67	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71

Source : Division des Statistiques Agricoles et Plan de  
Relance Agricole 1982 - 1984.

En ce qui concerne la commercialisation de l'arachide, la quantité commercialisable estimée est de l'ordre de 10.000 à 24.000 tonnes selon la Direction de la commercialisation et des Prix et la Division Régionale au Plan. La plus importante partie de cette quantité vient des zones du Nord et du Sud-Ubangi. La rareté et la spéculation observées par ce produit notamment à Mbandaka sont dues au fait qu'une partie des arachides est exportée vers la République Populaire du Congo et la République Centrafricaine. Actuellement, la commercialisation de l'arachide est libre; mais toutefois la COMINGEM (Gemena) avait le monopole du marché dans le Sud-Ubangi. La COMINGEM n'est plus en mesure d'absorber toute la commercialisation à cause de ses problèmes internes.

II.3.1.5. LE BANANIER.

Le bananier n'est pas exploité d'une manière bien organisée dans la région de l'Equateur où cependant toutes les conditions climatiques favorables sont réunies.

Aliment de base de quelques tribus, la culture des bananes plantains et douces est pratiquée comme activité d'appoint dans le calendrier agricole et pour la fabrication artisanale d'un alcool coutumier appelé "Lotoko".

Tableau 13 : Production bananière (Plantain et douce) dans la Région de l'Equateur.

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<u>Production (000 T)</u>												
Banane Plantain.	320	340	340	357,1	357,1	369,4	377,0	381,0	388,6	396,4	404,3	412,4
Banane douce	58,7	59,2	59,7	60,2	60,2	60,4	61,6	62,1	63,0	64	65	65
Total :	378,7	399,2	399,2	413,3	417,3	429,8	438,6	443,1	451,6	460,4	463,3	478,4
Rendement (kg/ha)	4,77	4,91	4,73	4,80	4,00	4,43	4,45	4,41	4,34	4,54	4,53	4,54
Superficie totale (1000 ha).	70,4	81,3	84,5	85,1	95,97	89,1	90,8	92,5	90,4	101,4	103,6	105,4

Sources : - Années de 1970 à 1979 - Division des Statistiques Agricoles, Département de l'Agriculture.

Annuaire retrospectif 1977 et 1980.

- Années 1980 et 1981 - Plan de Relance Agricole.

Les plus importantes Zones de production bananière sont :

Sous-Région du Sud-Ubangi	: 1. Zone de Libenge :	145.000 Tonnes
	2. Zone de Gemena :	131.000 "
- Sous-Région du Nord-Ubangi	: Zone de Businga :	81.000 "
- Sous-Région de la Mongala	: Zone de Bumba :	55.000 "

On peut constater après lecture du tableau ci-dessus que la production totale bananière de la Région de l'Equateur est passée de 378.700 Tonnes en 1970 à 478.400 tonnes en 1981. Il faut aussi signaler que la production de la banane douce est d'environ 1/5 de la production de la banane Plantain.

La banane est surtout commercialisée dans les grands centres voisins des zones de production; le seul grand marché extérieur reste jusqu'à présent la ville de Bangui, (République Centrafricaine).

La banane est un produit très périssable. Une industrie de séchage pour l'obtention de la farine bananière et pour la fabrication des bonbons et autres serait souhaitable dans l'avenir.

II.3.1.6. IGNAME ET PATATE DOUCE .

La culture de l'Igname et de Patate Douce ne revêt qu'une importance secondaire dans la région.

L'Igname n'est appréciée que dans quelques collectivités de la zone de Bumba où sa culture est développée.

Par contre, la patate Douce est plus répandue dans la Sous-Région de l'Equateur.

Tableau 14: Production d'Ignames et Patate Douce dans la Région de l'Equateur.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production totale (1000 T)	41,4	43,1	45,2	44,9	47,4	48,4	49,8	50,1	51,2	52	53	57
Superficie (Hectares)	5,09	5,14	5,32	5,10	5,21	7,0	7,2	7,3	7,5	7,4	7,2	7,0
Superficie	8,2	8,4	8,5	8,8	9,1	14,0	14,4	14,7	15,0	7,02	7,36	7,7

Source : Division des statistiques, Département de l'Agriculture, Annuaire retrospectif 1976 et 1980.

Les Zones productrices de l'Igname de la région sont :

1. DJOLU - S/R Tshuapa - plus de 15.000 Tonnes/an.
2. BONGANDANGA, BUMBA-MONGALA - plus de 10.000 Tonnes/an.

Les Zones productrices de Patate Douce sont :

1. BIKORO - plus de 3.000 Tonnes.
2. INGENDE - plus de 300 Tonnes.

Ces deux cultures sont facultatives pour les paysans qui les cultivent en association avec d'autres cultures.

II.3.1.7. LE SOJA

Introduite en République du Zaïre en 1915, la culture du soja a été implantée dans la région de l'Equateur en 1970 par le Projet de Développement Intégré, CDI-Bwamanda. Culture de grande importance du point de vue alimentaire et agronomique, aujourd'hui plus de 3.000 cultivateurs de la sous-région du Sud-Ubangi s'occupent du Soja.

Le CDI continue son action vulgarisatrice de cette culture en distribuant des semences et en effectuant des travaux de mécanisation pour les paysans. Son rayon d'action s'étend sur cinq collectivités des zones Kungu et de Gemena dans laquelle une production de 1.000 tonnes a été enregistrée en 1975. En 1981, la production a été de 4.000 tonnes. Le rendement moyen par hectare varie entre 300 à 800 Kg sans engrais. Sur ce qui concerne le coût de production, il est estimé à 1.353 Z/ha avec usage des machines agricoles 1.800 Kg/ha.

Le soja en 1976, coûtait 8 K le Kilo et il était souvent vendu en sac de 60 Kg.

Pour développer la production des protéines végétales et compléter la valeur intrinsèque des protéines animales disponibles, la culture du soja doit être encouragée dans la région.

Tableau 15: Evolution de production, superficie cultivée et de rendement de Soja dans la région de l'Equateur (1970 - 1981).

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production (1.000 t)	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	1,2	1,2	1,4(1)
Superficie.	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	0,8	0,6	0,8	2,4	2,4	2,8
Rendement.	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5(2)

Source : - Division des Statistiques Agricoles, 1970 - 1978.

(1)- Estimation du Plan de Relance Agricole 1979 -1981.

(2)- Estimation du Bureau de F. anification basée sur la corrélation entre superficie et production  $r = 98 \%$ .

### II.3.1.8. LE COTON.

Introduit depuis l'époque coloniale, le coton est cultivé dans le but de ravitailler les filateurs installés dans le pays. Considéré comme une culture peu rentable, le coton n'est accepté que par imposition.

A l'Equateur, la production est supervisée par la société COTON-ZAIRE, dont les activités s'étendent sur toute la partie Nord de la Région (le Nord et le Sud-Ubangi). Coton-Zaïre assure la distribution des semences aux cultivateurs, les traitements des champs à l'aide de produits phytosanitaires là où cela est possible.

Un rendement moyen de 0,3 T par ha a été obtenu dans cette région. Il faut aussi signaler que la production cotonnière a subi une importante chute depuis 1970 année où le tonnage était de 34.600 T. Les prévisions montrent que la production cotonnière, grâce à COTON-ZAIRE, va augmenter.

En ce qui concerne la commercialisation de ce produit dans la région de l'Equateur, COTON-ZAIRE reste le grand acheteur. Il achète au prix officiel fixé par l'Etat qui est de 1,80 Z par Kg de coton graines en 1982. Coton-Zaïre procède ensuite à l'égrenage dans ses usines.

Tableau 1. : Production de Coton (Tonnes de coton graines).

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
COTON-ZAIRE.	2.900	2.600	2.583	3.150	4.200	5.700	6.500

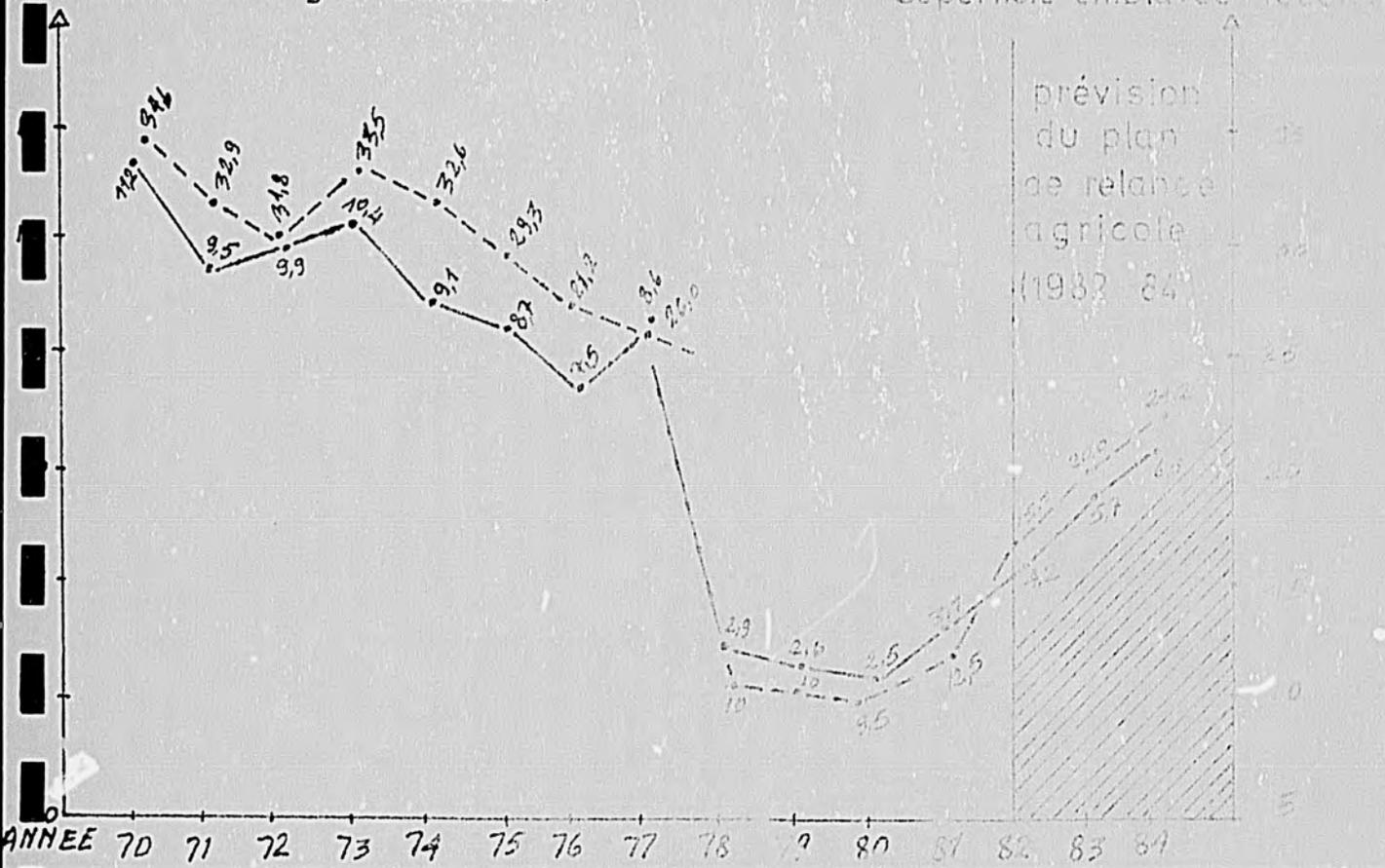
Source : Plan de Relance Agricole, 1982.

\* Chiffre définitif : COTON-ZAIRE.

## Evolution de la Production de Coton-graine Région de l'Equateur 1970-1981

Production coton graines (1000T)

Superficie emblavée 1000ha



Légende: — Variation annuelle de la Production du Coton en 1000T  
 --- Variation annuelle de la Superficie emblavée en 1000ha

Sources des données; 1970-1977, Division des Statistiques, Dépt de l'Agriculture  
 1978-1984, Coton-zaire, Gemena et Plan de Relance Agricole

II.3.1.9. LE TABAC.

Dans la région de l'Equateur, la culture de Tabac est surtout pratiquée par les paysans avec l'assistance et l'encadrement technique de la société TABAZAIRE. Son aire de culture s'étend dans les deux sous-régions rurales du Nord-Ubangi (Zones de Yakoma et Bosobolo) et du Sud-Ubangi (Zone de Libenge). Deux variétés de Tabac sont généralement cultivées dans la Région : variété Virginie et variété Burley.

La culture mécanisée de Tabac est actuellement expérimentée à Bili dans la zone de Bosobolo. Tabazaïre fait la mécanisation, fournit les semences, les engrais et les produits phytosanitaires. A la récolte, Tabazaïre récupère les coûts des intrants et ceux relatifs aux services fournis. Le Tabac de case est le système employé dans les autres secteurs. Il est entièrement manuel. La fourniture des semences et des engrais pour la pépinière se font gratuitement. En ce qui concerne la commercialisation, le principal acheteur du Tabac est TABAZAIRE. Une partie insignifiante de la production entre dans la fabrication artisanale du Tabac de bouche. Dans les zones où l'on cultive la variété Virginie, Tabazaïre fournit également du matériel nécessaire à la fabrication des séchoirs.

La situation de la production du Tabac dans la Région de l'Equateur comme l'indique le tableau et le graphique ci-dessous présente l'évolution de la production de la Région.

Tableau 17 : Production de Tabac (1978 - 1984)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984.</u>
Production							
Tabac sec (Tonne).	420	414	475	620	720	820	930(1)
				645(2)			
				630(3)			

(1) Source Plan de Relance Agricole 1982 - 1984, DADRE,

\* **Projection** dans le Plan de Relance Agricole.

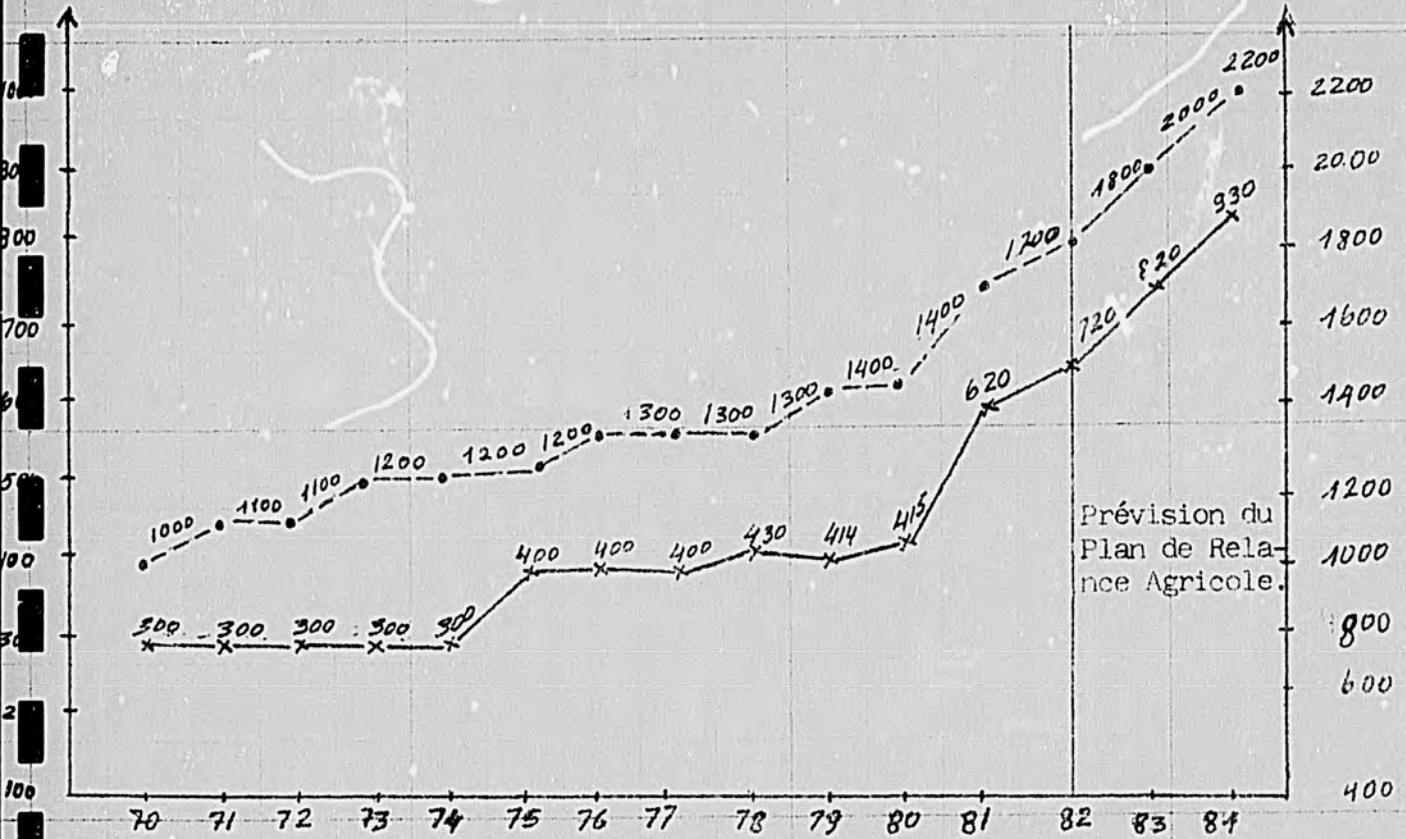
(2) Source: Direction Régionale de l'Agriculture Mbandaka, 1981.

(3) Estimation y compris la perte et l'autoconsommation de l'équipe d'Etude Agro-économique.

### Evolution de la Production du Tabac à l'Equateur (1970 - 1981)

Production Tabac en Tonnes

Superficie en Ha



Legende: — Variation de la Production du Tabac en tonnes  
--- Variation de la Superficie de la cultivée en ha

Sources des données; de 1970 à 1977, Division des Statistiques, Dépt de l'agri. annuaire retrospectif 1977 et 1980 de 1975 à 1984, Plan de relance Agricole

II.3.1.10. PALMIER A HUILE.

La région de l'Equateur offre au palmier elaeis les conditions les plus favorables à sa culture. Deux types des palmeraies se rencontrent dans la région : les palmeraies naturelles exploitées d'une façon artisanale par les paysans et les palmeraies modernes exploitées par des grandes sociétés telles que PLZ, COMUELE, PALMEZA-FED etc...

Le palmier à huile est principalement cultivé dans la sous-région de Mongala avec 64.000 Tonnes d'huile de palme (Zones de Lisala, Bumba et Bongardanga), Sous-Région de l'Equateur avec 13.000 Tonnes d'huile de palme et la sous-région de Tshuapa avec 3.500 T.

Tableau 18: PRODUCTION DE PALMIER A HUILE DANS LA REGION DE L'E-QUATEUR (Tonnes de Régimes).

Année :	1978	1979	1980	1981	1982 *	1983 *	1984 *
1. Compagnie du Kasai et de l'Equateur (C.K.E).	5.835	5.605	5.200	5.200	5.300	5.500	5.700
2. Cultures Zaïre.	25.045	21.010	16.240	17.000	17.500	18.100	18.600
3. Société des Cultures.	66.370	85.460	84.585	87.100	89.700	92.400	95.200
4. Palmeza-FED.	660	625	705	12.400	12.400	12.400	26.000
5. PLZ-IDA.	251.650	253.330	232.705	237.300	246.200	262.600	284.500
6. C.C.P.-I.D.A.	29.395	26.085	26.895	27.700	28.600	30.200	32.200
7. Plant. Villag.	147.505	152.145	143.375	147.800	152.200	156.800	161.500
8. COMUELE.	8.640	9.640	10.495	11.400	12.400	13.600	14.800
<b>TOTAL REGION :</b>	<b>535.100</b>	<b>551.900</b>	<b>520.100</b>	<b>545.900</b>	<b>564.300</b>	<b>591.600</b>	<b>638.500</b>

Source : Plan de Relance Agricole, 1982 - 1984, Département de l'Agriculture, Développement Rural et Environnement.

\* Prévision du Plan de Relance Agricole, 1982-84, D.A. & D.R.

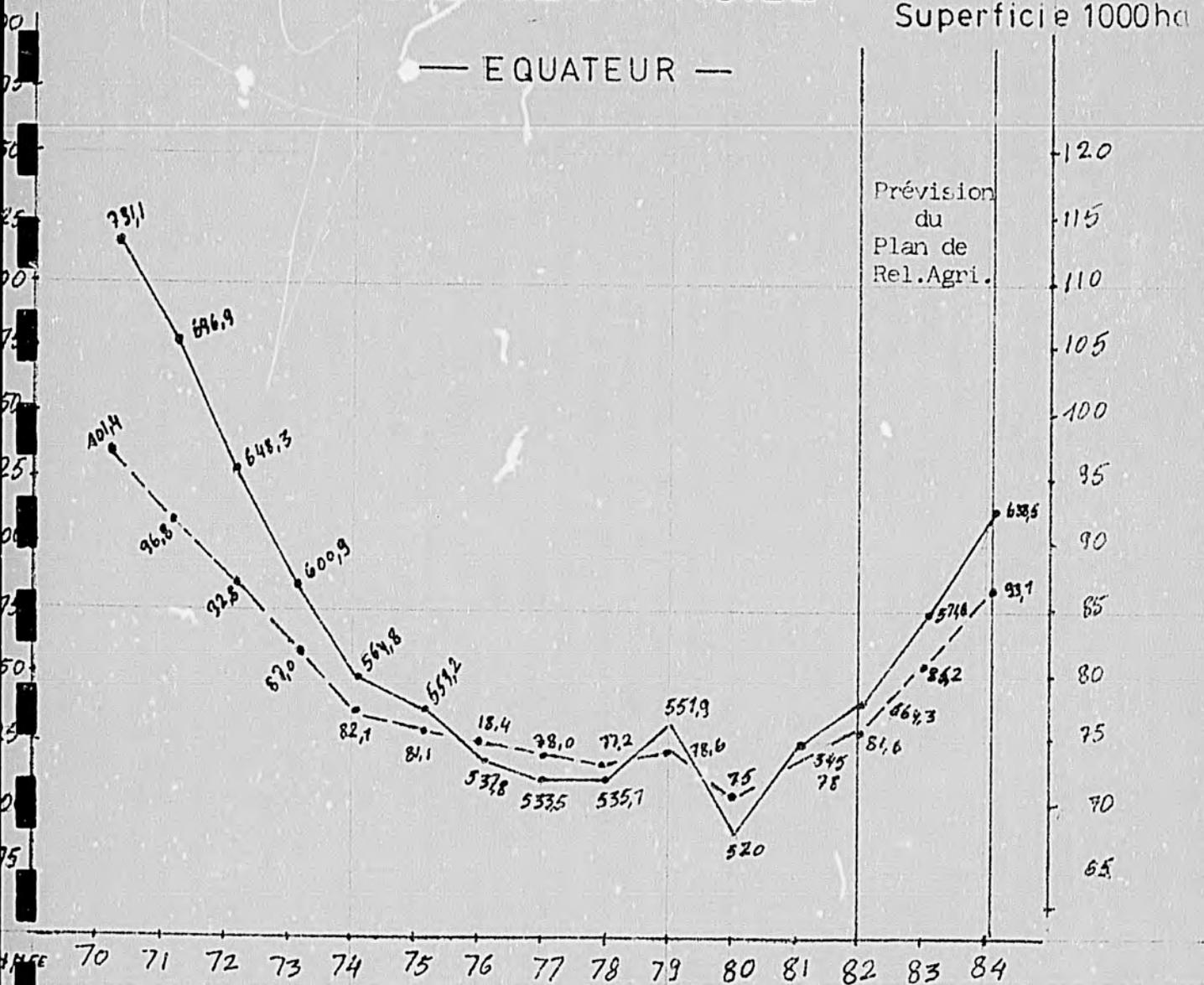
# VARIATION ANNUELLE DE LA PRODUCTION ET DE LA SUPERFICIE CULTIVEE DE

## PALMIER A HUILE

Production 1000T

Superficie 1000ha

— EQUATEUR —



LEGENDE: — Variation annuelle de la production de Palmier à Huile.  
 .... Variation annuelle de la superficie cultivée

SOURCES DES DONNEES: -1970-1978, Division des Statistiques Agricole  
 Annuaire Statistique, Dart. de l'Agri.  
 -1979-1984 Plance De Relance Agricole 1982-84.  
 Département de l'Agriculture, Dével.  
 Rural, Environnement, Conservation de  
 la Nature et Tourisme, 1982.

Tableau 19 : Production d'huile de Palme en Equateur 1981.

Unités Principales (tonnes)

1. P.L.Z. (3 unités)	18.838
2. S.C.Z. (2 unités)	17.477
3. C.C.P. (2 unités)	4.669
4. C. Z.	3.302
5. COMUELE (1 unité)	1.150
6. CKE (1 unité)	1.000
7. PALMEZA (1 unité)	585
8. PLAREBO (1 unité)	260
9. SCIEE-ZAIRE	179
10. SOBOL (1 unité)	146
11. SICOMO	100
	<hr/>
	47.706.

Source : Service d'Etudes et Planification, BAE 1982.  
Communications des Sociétés.

La région de l'Equateur a produit de 1978 à 1981 environ 50 % de la production nationale d'huile de palme industrielle. La production d'huile de palme en 1981 est estimée par la Division Régionale de l'Equateur à 86.782 Tonnes et à 10.792 Tonnes de palmistes (voir tableau dans l'annexe). Des agro-industries ont produit environ 50.000 Tonnes d'huile.

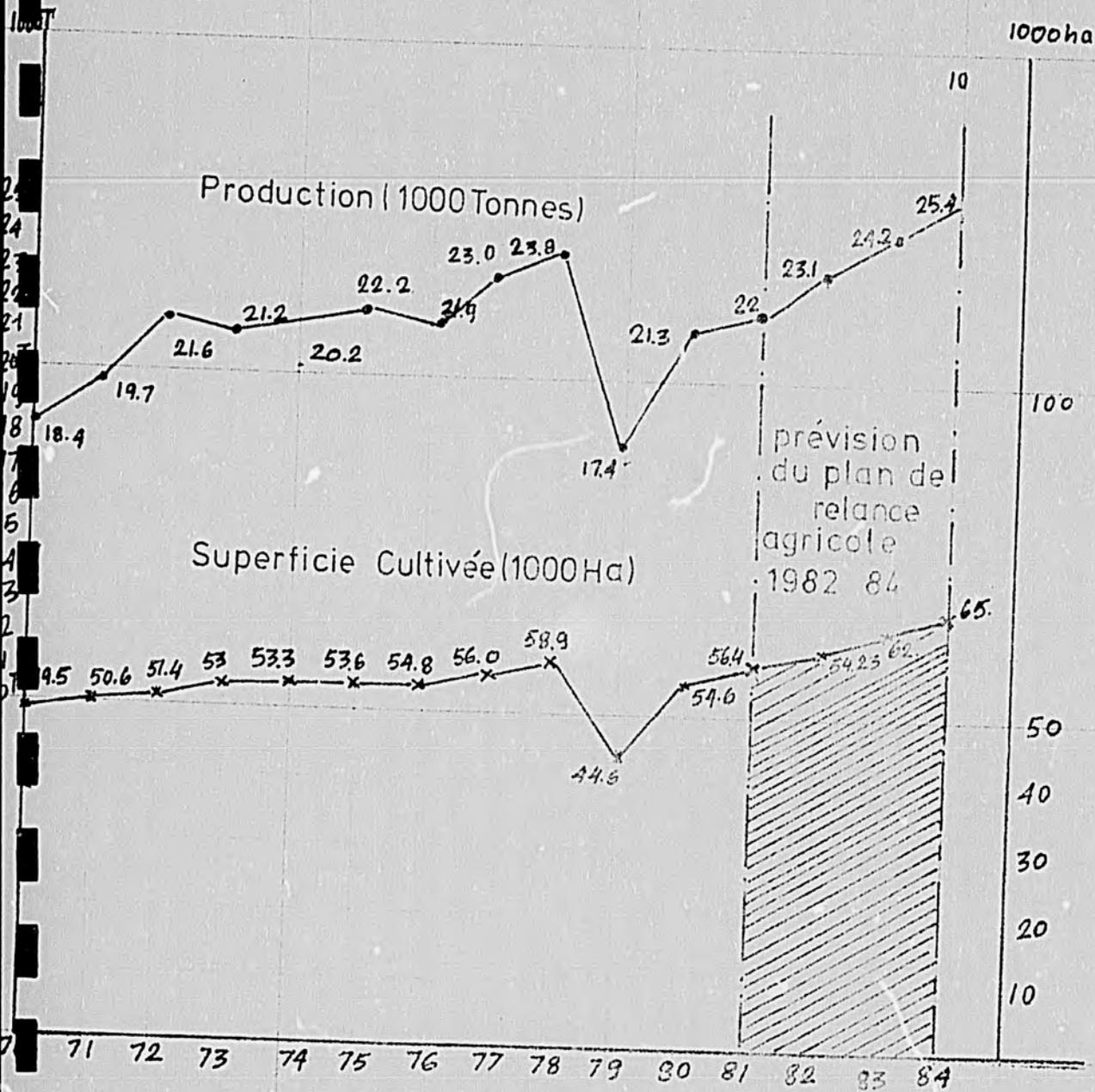
La production de palmier à l'huile comme l'indique le graphique ne cesse de baisser depuis 1970 où le tonnage de régimes enregistré était de 731.100 T. Elle a atteint son point crucial en 1980 avec un tonnage de 520.000 T. A partir de 1980, la production accuse une légère augmentation. Deux principales causes ont été attribuées à cette baisse : vieillissement de palmeraies et carence très marquée en main d'oeuvre.

#### II.3.1.11. LE CAFÉIER.

Le caféier est la plante industrielle la plus répandue au Nord de l'Equateur. Se trouvant dans la cuvette, la région de l'Equateur est une zone écologique de grande production café ROBUSTA. La plupart des paysans disposent de quelques pieds de caféiers autour de leurs cases.

La plus grande partie de la production se trouve entre les mains de petits paysans et des exploitants moyens ne disposant pas plus de 100 ha. Les exploitations de plus de 300 ha sont rares. Seules les unités comme SCILBE-ZAIRE disposent des plantations de plus de 300 ha. En milieu paysan, le café robusta est généralement cultivé en association avec d'autres cultures (surtout vivrières), principalement durant les premières années de son cycle végétatif.

### Evolution de la production et la superficie cultivée du cafe dans la région de l'Equateur (1970-84)



Source : Division des statistiques agricoles, annuaire statistique; 70-78  
Plan de Relance agricole 1982-84

Tableau 20

Production et Programme Café en Equateur  
(tonnes café marchand).

	1978	1979	1980	1981		1982	1983	1984
				a	b			
BUSIRA-LOMAMI.	414	323	238	250	245	255	270	280
CELZA.	511	649	795	559	820	840	885	930
SOCIÉTÉ CULTURES.								
BINGA-BOZONDJO.	760	665	551	679	570	600	630	660
Cie EQUATORIALE.	360	340	346	355	355	370	320	410
UBANGI COMUELE.	493	464	345		410	430	450	495
PLANTATIONS- VILLAGEOISES.	21.234	14.975	18.995		19.600	20.605	21.575	22.645
T O T A L :	23.772	17.416	21.320		22.000	23.100	24.200	25.420

Sources : - Plan de Relance Agricole 1978-1980.

- Prévision du Plan de Relance Agricole 1982-1984.

Note : (a) Source : Bureau d'Analyse Economique, Service  
d'Etudes et Planification Agricole.

(b) Source : Plan de Relance Agricole.

La Région de l'Equateur produisait, de 1970 à 1978, environ 26,8 % de la production nationale en café. Les grandes unités de traitement du café sont CELZA et Binga-Bozondjo.

La qualité actuelle du café de l'Equateur est inférieure. La grande quantité du café qui a été destinée à l'exportation l'année dernière a été classée dans la catégorie HTC/1 (Hors type courant/Inférieur). Cette baisse de la qualité a été due au manque des soins et les travaux d'entretien et au non respect de la durée minimale de la période de séchage. L'encadrement des paysans est donc indispensable si l'on veut améliorer la qualité du café produit dans la région de l'Equateur. C.D.I.-Bwananda qui se livre à l'encadrement des paysans affiliés a réussi à avoir le café de la catégorie HTC/M (Hors type courant/Moyen).

II.3.1.12. L'HEVEA.

L'hévéa est, en ordre principal, cultivé dans la zone équatoriale surtout dans les zones, Ikela, Bokungu, Boende (Sous-Région Tshuapa), Lisala, Bumba (Sous-Région Mongala), Bikoro (Sous-Région Equateur), Businga (Nord-Ubangi) et Budjala (Sud-Ubangi).

La production de caoutchouc est passée de 25.000 tonnes en 1970 à 18.000 Tonnes en 1980 soit une régression de 70 %. Cette chute de production de Caoutchouc durant les dix dernières années (1970 - 1980) s'explique essentiellement par l'abandon ou mauvaise gestion de certaines plantations, par le vieillissement des plantations et aussi par des cours qui ne furent pas toujours très favorables durant la dernière décennie.

Il faut signaler que la région de l'Equateur représente plus de 88 % de la production nationale en hévéa.

Tableau 21. PROPORTION DE LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC  
EQUATEUR/ZAIRE(1979 - 1981).

	1981		1980		1979.	
	Production	Pourcentage	Production	Pourcentage	Product.	%
Equateur	18.950	88 %	18.000	88 %	19.200	88%
Bas-Zaire	1.920	9 %	1.800	9 %	1.700	9 %
Bandundu	630	3 %	600	3 %	600	3 %
ZAIRE	21.500	100 %	20.400	100 %	21.500	100%

Cette production reste concentrée entre les mains des grandes exploitations modernes dont les principaux producteurs sont les suivants :

Tableau 22 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CAOUTCHOUC SEC  
DANS LA REGION DE L'EQUATEUR  
(1978 - 1981).

	1978	1979	1980	1981.
P.L.Z. (Gwaka-Mokaria)	6.022	5.732	5.540	5.800
CELZA (Bangala)	2.737	3.368	3.273	3.430
CULTURES ZAIROISES. (Tuniba-Tshuapa)	3.497	3.048	2.851	2.990
BUSIRA-LOMAMI.	3.435	3.078	2.696	2.830
STE CULTURES ZAIRE.				
- Binga-Bossondjo.	1.800	1.968	1.983	2.080
- Bokonge	509	630	582	610
INERA (Bongabo)	503	640	377	400
SIPEF-SOBOL.	370	352	340	355
CIE-EQUATORIALE.	150	150	200	250
COMUELE (Ubangi)	125	169	194	200
UBANGI-PRIVES.	2.500	-	-	-
TOTAL EQUATEUR.	21.648	19.170	18.036	18.945

Source : Plan de Relance Agricole, 1982 - 1984. D.A.

En ce qui concerne la demande des besoins domestiques en caoutchouc, l'industrie des pneumatiques et l'industrie de la chaussure sont les principales utilisatrices de caoutchouc du pays. En 1979, la fabrication des pneus pour automobile a absorbé d'environ 1.400 tonnes. En 1980, les tonnages ont été estimés approximativement 1.200 tonnes (chaussure, bicyclette etc...)

La consommation nationale se maintient aux environ de 2.000 T/an dont la plupart est procurée par la production de l'hévéa de l'Equateur.

Tableau 23 : Production de Caoutchouc en 1981 en Equateur.

(tonnes en caoutchouc sec).

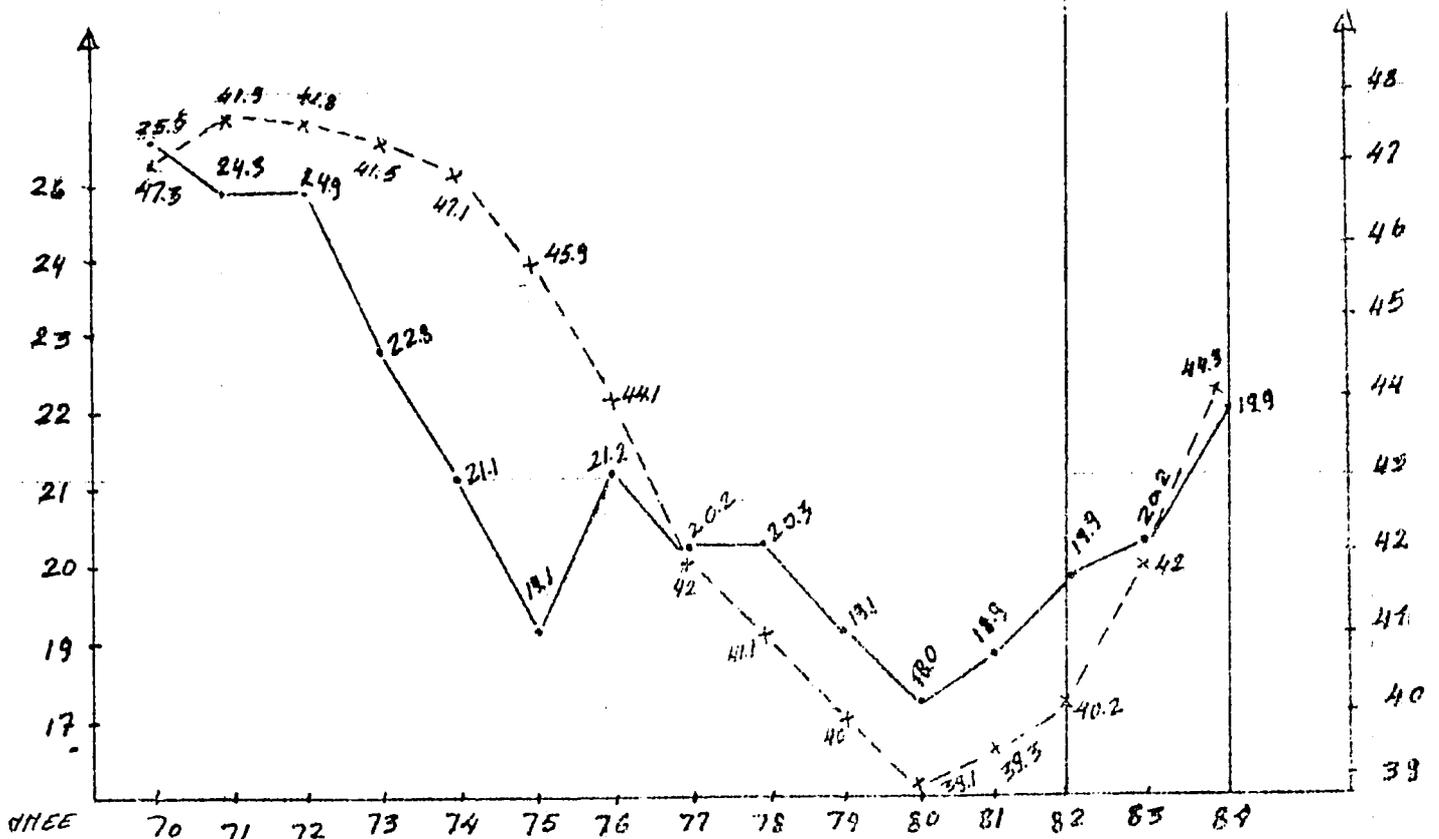
1. P . L . Z. (Gwaka/AKULA et Mokeria/BUMBA	4.801
2. CULTURES ZATROISES (TSHUAPA)	2.819
3. BUSIRA-LOMAMI (TSHUAPA)	2.451
4. SOBOL	502
5. COMUELE	195
6. BINGA (MONGALA-SCZ)	1.874
7. BOKONGE	620
8. CELZA (TSHUAPA)	2.829
9. FORESCOM	300(estimation)
10. BONGABO (INERA )	100(estimation)
11. COMPAGNIE EQUATORIALE. (MAKENGO/KUNGU)	130
12. SCIBE-ZAIRE	131
13. SOTREQUA (BOENDE)	181
Sous total :	<u>14.306</u>

Source : Service d'Etudes et Planification, BAE, 1982.  
Communications des Sociétés.

## Evolution de la Production et Superficie de l'Hevea dans la region de l'Equateur

Production 1000T

Superficie 1000ha



Legende — Variation de la Production d'hevea en tonnes

- - - Variation de la Superficie en ha

Sources des données de 1970 - 1978 Division des Statistiques Dept de l'agri  
1980 - 1984, Plan de relance Agricole

II.3.1.13. LE CACAO.

L'Equateur est la région la plus importante pour la production du CACAO au Zaïre (voir tableau ). L'aire de répartition de la culture de cacaoyer dans la région de l'Equateur se résume comme suite :

<u>Sous-Région</u>	<u>Zone de production importante.</u>
Sud-Ubangi	Libenge et Budjala
Equateur	Bikoro et Lukolela
Mongala	Bunba etc...

Depuis 1970, les superficies plantées oscillent autour de 12.000 hectares à 14.000 hectares produisant environ 4.000 tonnes soit un rendement moyen de 0,30 t/ha.

Les conditions écologiques pour cette culture industrielle sont considérées très favorables. Le nouveau prix de 4,5 Z/Kg est aussi un facteur stimulant pour le développement de cette culture dans la région. C'est pourquoi le Plan de Relance Agricole a programmé une augmentation moyenne de 482 tonnes par an.

1981 : 3.808 tonnes	+ 325 tonnes.
1982 : 4.133 tonnes	+ 631 tonnes
1983 : 4.764 tonnes	+ 491 tonnes.
1984 : 5.255 tonnes.	

Actuellement, les principales sociétés qui s'occupent de la culture de cacaoyer sont les suivantes :

- Plantation Lever au Zaïre (PLZ).
- Cultures et Elevages au Zaïre (CELZA)
- Société de Cultures au Zaïre (Binga)
- CACAOZA (Bulu).
- Compagnie Minière de l'UELE (COMUELE).
- Scibe-Zaïre (Djiba)
- Compagnie Equatoriale (Makengo).
- Plantation de Lukolela
- INERA (Bongabo)

De plus, le Fonds Européen de Développement a entrepris à la charge du IVème FED, un projet d'extension de la culture du cacao à Bulu à proximité de la route Akula-Gemena. Ce projet visait à porter les cultures de 1000 ha de cacaoyer dans cette région à 1.500 hectares.

En Juillet 1981, 1.183 ha étaient achevés. La poursuite et consolidation du projet ont été retenues à charge du Vème FED. Une demande de financement sera introduite après évaluation du projet.

Enfin, la plantation de cacao de Lukolela, la plus ancienne et la seule irriguée du Zaïre, était autrefois la plus renommée d'Afrique. En 1980, la direction de la société a aussi élaboré un programme de réhabilitation en cinq ans dont l'objectif visé à atteindre une production de 500 tonnes en 1981 à 1.000 tonnes en 1984.

L'évolution de production du cacao dans la région de l'Equateur, au Zaïre et les exportations dans la dernière décennie(1971-81) a été exprimée dans le tableau ci-après :

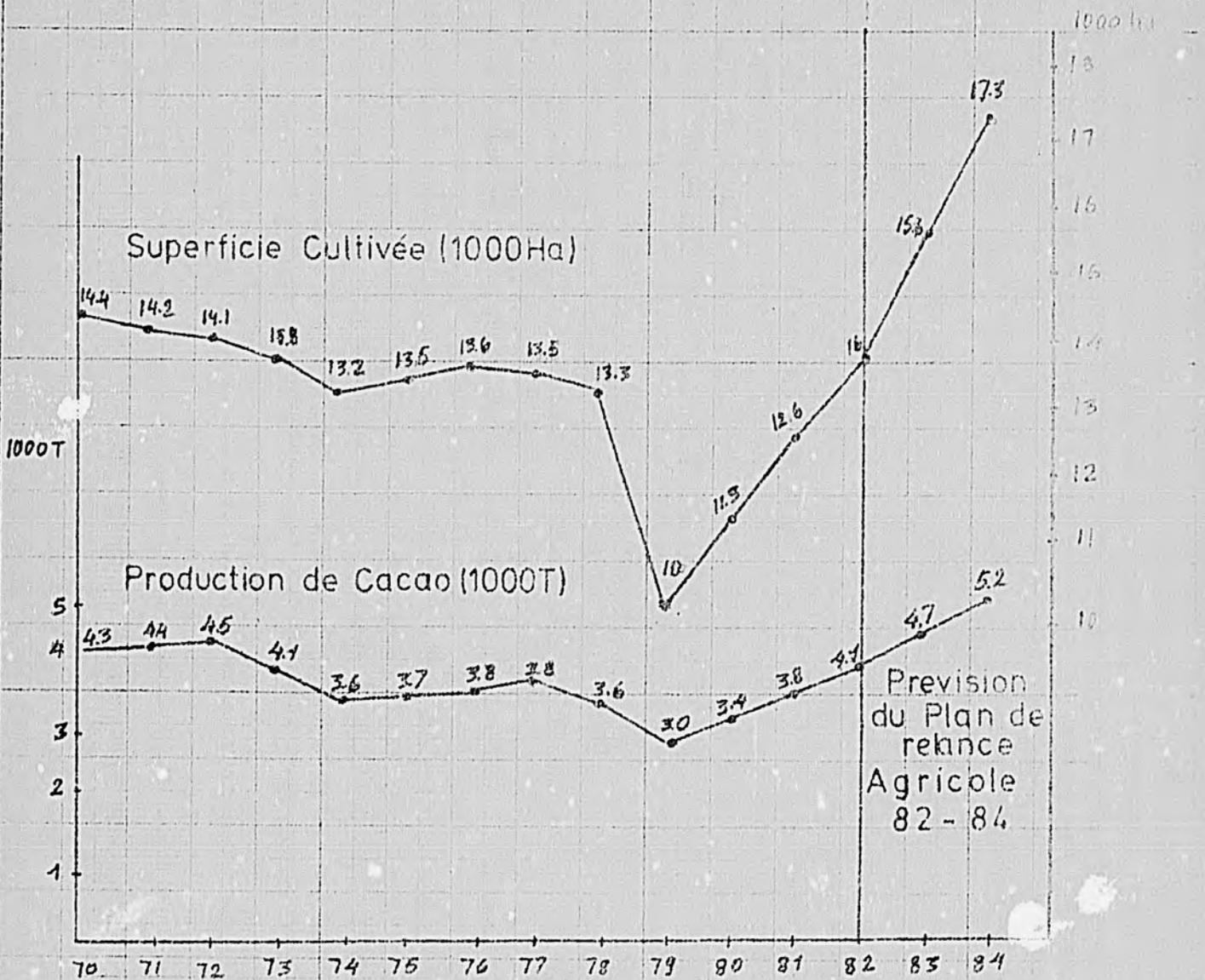
Tableau 24 : EVOLUTION DE PRODUCTION DU CACAO A L'EQUATEUR ET LES EXPORTATIONS AU ZAIRE (1971-1981).

(en 1.000 tonnes).

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Production totale du cacao au Zaïre.	(a) 6,0	6,0	4,9	4,7	5,3	4,3	3,8	4,3	3,5	4,2	4,9
Production du Cacao à l'Equateur.	(b) 4,4	4,5	4,1	3,6	3,7	3,8	3,6	3	3,4	3,8	4,1
Taux de production du cacao à l'Equateur (%)	(b/a) 73	75	83	76	70	88	94	70	97	90	83
Exportation totale du Cacao (Zaïre)	(c) 5,9	5,9	4,8	4,6	5,3	4,3	3,8	4,3	3,5	4,2	4,4
Rapport de production aux quantités exportées (%)	(b/c) 74	76	85	78	70	88	94	70	97	90	93

Source : - Annuaire Statistiques Agricoles, 1970-1978, D.A.  
 - Conjoncture Economique, 1981, Département de l'Economie Nationale.-Bureau de Planification Agricole, Service d'Etudes Et Planification, D.A.

# Evolution de la Production et la Superficie Cultivée de Cacaoyer dans la région de l'Equateur (1981-84)



Source Division de Statistique Agricole, Annuaire Statistique 1970-78

Plan de relance Agricole 1982-84, Programme Cacao  
Situation du Bureau de Planification Agricole

### II.3.2. EXPLOITATIONS ET PRODUCTIONS DU SECTEUR MODERNE.

L'agriculture à l'Equateur est dualiste et comporte un secteur traditionnel plus ou moins homogène et un secteur moderne plus diversifié.

Le secteur moderne de l'Equateur est subdivisé en deux :

- a) le premier groupe comprend 77 unités d'une superficie emblavée de plus de 400 ha. Ces unités appartiennent généralement à des groupes et bénéficient d'un apport de capitaux extérieurs ou gouvernementaux. (Une liste des plus importantes de ces entreprises est reprise en annexe).
- b) Le deuxième groupe englobe quelques 499 unités agro-industrielles de dimensions plus modestes allant de 10 ha à 399 ha de superficies emblavées.

Plusieurs de ces exploitations furent visitées, cependant pour question de convenance, seules les quatre plus importantes sont brièvement décrites ici. Il s'agit de PLZ-Yaligimba, SCZ-Bossondjo, SCIBE-ZAIRE et COTON-ZAIRE. A ces quatre unités un cinquième groupe s'est ajouté. C'est le CDI-Bwamanda dont les activités bien que tournées vers l'encadrement du petit paysan, dépassent largement le cadre de ce dernier tant par leur ampleur que dans les méthodes et moyens mis en oeuvre.

---

Note : Il n'existe nulle part une liste exhaustive de grandes unités agro-industrielles et les statistiques de production ne sont souvent connues que de leurs directions générales. Ces grandes unités disposent parfois de plusieurs petites unités dispersées à travers le pays ce qui ne facilite pas la collecte des données statistiques. La vérité est que personne ne semble se donner assez de peine pour éclaircir la situation dans ce domaine; les agents du service de l'agriculture ne disposant pas de moyens n'y affichent visiblement pas assez d'intérêt.

Un fait à signaler, toutes les grandes unités modernes ont si pas leur siège social, au moins une représentation à Kinshasa.

II.3.2.1. S.C.Z -BOSSONDJO.

Cette unité de la société des cultures au Zaïre est installée à Bossondjo dans la zone de Bongandanga, juste en face de Lisala sur l'autre rive du fleuve Zaïre. La superficie totale emblavée est de 10.979 hectares dont 309 ha de caféiers, 39 ha de cacao et le reste est couvert de palmiers. S.C.Z.-Bossondjo emploie 3.136 unités auxquelles il faut ajouter 35 agents de maîtrise et cadres, dont 11 expatriés. Bossondjo est une petite agglomération qui a du courant nuit et jour. La société a tout prévu, un hôpital, des cantines et des cercles de loisirs dans les camps des ouvriers, des écoles, une police de surveillance, une infrastructure routière bien entretenue, un petit pont, etc.. En tout cas, l'essentiel y est.

La production de l'huile de palme est en pleine expansion. Elle est passée de 7.000 à 10.000 tonnes entre 1978 et 1981. La société achète du café ainsi que des produits vivriers directement auprès des paysans. Elle dispose en outre de quelques têtes de bétail qui sont abattues au fur et à mesure des besoins de la société.

S.C.Z.-Bossondjo ne semble pas être confronté à quelque problème technique majeur. Le seul problème qui donne du fil à retordre aux dirigeants est le problème de la main-d'oeuvre. Avec des niveaux de salaires actuels - variant de 2,57 Zaïres à 4,36 Zaïres par jour, les populations environnantes préfèrent se livrer à leurs travaux de champs ou à la pêche, activités qui leur rapportent plus. Puis encore, avec la complicité des ouvriers, elles se livrent au vol des fruits de palme ou du petit outillage. Ce qui est vivement ressenti par la société. Tout compte fait, la S.C.Z.-Bossondjo demeure la plus grande unité de production de la zone de Bongandanga.

Cette unité de PLZ est située à 60 Km de Eumba. Elle constitue un pôle de développement dans cette zone avec son centre de recherche pouvant produire 600.000 graines de palmier améliorées, ses 7.000 ha de palmier qui fournissent plus de 10.000 tonnes d'huile de palme annuellement et 3.000 tonnes de palmistes, Yaligimba constitue l'un des joyaux économiques de l'Equateur.

Au 31 Mars 1982, 2.679 travailleurs étaient employés à Yaligimba. Le centre de Yaligimba qui abrite dix camps d'ouvriers où vivent quelques 10.000 personnes est totalement éclairé. Il dispose en outre d'un hôpital, des écoles, des terrains de jeux, une boîte de nuit pour les 34 cadres et agents de maîtrise. Son charroi automobile compte 66 véhicules et 12 tracteurs. L'usine compte parmi les plus modernes et a une capacité horaire de 26-30 tonnes de régimes par heure.

Les services techniques sont équipés avec des machines pouvant fabriquer des pièces de rechange ordinaires. Les engrais sont importés. Dans un proche avenir cependant, Yaligimba compte satisfaire ses propres besoins en phosphates grâce au traitement des résidus de palme. Il n'y a pas de problèmes techniques majeurs. Le stock de pièces de rechange est suffisamment fourni. Un avion relie deux fois par mois Yaligimba et Kinshasa. Ce qui permet de résoudre les divers problèmes d'approvisionnement en matériel ou en vivres pour le personnel. Comme à Bossondjo, les seuls problèmes qui existent proviennent de la difficulté de trouver de la main-d'oeuvre et des cas de vol répétés des fruits de palme et du petit outillage agricole. Les fruits volés sont traités dans des presses artisanales et procurent des ressources financières non négligeables aux paysans. Un des responsables du service du personnel a avoué que si les ouvriers travaillent encore c'est uni-

quement pour pouvoir profiter des soins médicaux gratuits et de bonnes conditions de logement. Une chose est certaine, si on ne revoit pas la grille des salaires, PLZ-Yaligimba risquerait de fermer par manque d'ouvriers.

Ce même problème de main-d'oeuvre a été la base de la révision des objectifs assignés aux PLZ dans le cadre du plan palmier. Entre 1978 et 1984, la société aurait dû réaliser quelques 4.200 ha d'extension rien qu'à Yaligimba. Par manque de main-d'oeuvre, la superficie à réaliser a été ramenée à 3.600ha. A ce jour, seulement 1.680 ha d'extension ont été réalisés.

Dans le cadre de ses activités sociales, le centre compte ouvrir une rizérie et distribuer des semences de riz à ses ouvriers. Il va ensuite racheter le riz paddy au prix officiel, l'usiner et le revendre aux paysans à des prix préférentiels. Avec ses bulldozers, la société aidera les ouvriers à ouvrir la forêt ou tout simplement leur permettre d'utiliser les blocs abandonnés. Ceci leur donnera un avantage certain sur les paysans qui doivent ouvrir la forêt avec des outils rudimentaires.

#### II.3.2.3. COTON - ZAIRE.

Cette société para-étatique qui opère dans le Nord de la Région de l'Equateur assure l'encadrement des paysans cultivateurs de coton. Elle rachète ensuite toute la production dont elle assure l'égrenage. L'encadrement consiste dans la distribution des semences et dans le traitement des champs. L'assistance technique est faite avec les concours des services de l'agriculture.

L'objectif immédiat du Coton-Zaïre est de porter le nombre des planteurs de 82.003 en 1981 à 100.000 dans les proc-

chaines cinq années. La production visée est de 10.000 tonnes de coton-graines. Cela correspond à une superficie d'environ 25.000 à 30.000 hectares avec un rendement moyen de 0,5 tonnes à l'hectare.

La société est répartie en six secteurs, éparpillés dans l'ancienne sous-région de l'Ubangi. Chaque secteur dispose au moins d'une usine. L'infrastructure actuelle est telle que la société peut usiner 15.000 tonnes de coton en dix mois avec une seule équipe. Le charroi automobile comprend 29 camions Magirus Deutz, 4 pick-up Toyota, 14 Land-Rover, 2 pick-up Fiat. Cet effectif sera bientôt renforcé par l'acquisition de 10 camions Magirus et de 2 pick-up Toyota.

Au 31 Mars 1982, l'effectif du personnel de la société comprenait 552 agents dont 17 agronomes A2 et 169 moniteurs agricoles A3 pour l'encadrement des paysans.

Après la baisse des années 1978 et 1979, la production est en effet passée de 2.879 tonnes à 2.478 tonnes, celle-ci a connu une légère reprise durant la campagne 1980-1981 avec 3.113 tonnes produites, et 4.364 tonnes en 1981 - 1982. Les prix connaissent une progression constante depuis 1977. Ils ont passés de 20 et 15 makuta à 180 makuta respectivement pour les première et deuxième qualité au cours de la période allant de 1977 à 1982

#### II.3.2.4. CDI-BWAMANDA.

Le Centre de développement Intégral de Bwamanda est un organisme non-gouvernemental, une association sans but lucratif, regroupant la masse rurale du Nord de la région de l'Equateur. Ce centre s'occupe surtout de la coordination des actions socio-économiques et culturelles des communautés ecclésiastiques de base du Diocèse de Molegbe.

Le centre est un exemple par excellence du développement des populations du milieu rural où les villageois concernés participent effectivement au développement de leur milieu. Le projet intéresse plus de 300.000 personnes. Les activités sont organisées autour de deux centres :

- Le centre de Bwamanda dans le Sud-Ubangi englobant le centre pilote de Bwamanda et les sous-centres de Bobito, Bokilio, Gemena et Mawuya.

- Le centre de la filiale du triangle avec les sous-centres de Wapinda, Yakoma et Abumombazi.

Chaque centre est organisé de la même façon. Si l'unité de base la plus petite est le comité de développement, regroupant en moyenne 1.000 à 2.000 personnes au niveau du village ou sous localité, le pilier du projet est constitué par le CRDI, qui regroupe 5 à 10 villages soit un total de 5.000 à 10.000 personnes. A ce niveau, il existe une infrastructure assez importante : il existe une église ou chapelle, un centre de santé dénommé "CEBEC" (Centre de Bien-être communautaire), un hangar, une école primaire complète, un hangar de stockage des produits agricoles, un magasin témoin.

Au niveau supérieur, les CRDI, sont regroupés en sous-centres qui eux disposent d'un service agricole doté de cinq chénilards FIAT et de quatre tracteurs à pneu (FORD) avec lesquels deux fois par an, le centre fait le labour de  $\pm$  200 ha de nouveaux champs et le hersage de  $\pm$  650 ha d'anciens et nouveaux champs. Les planteurs remboursent leur quote-part lors de la vente par quatre tranches de saisons culturales. Le coût du labour est de 520 Z/ha et celui du hersage est de 250 Z/ha. En 1981, le service agricole a produit 1.010 tonnes de soja, 1.125 tonnes de maïs et environ 217 tonnes de café marchand.

Il a distribué plus 2.500 plants de palmiers sélectionnés, dont les graines proviennent de Binga. Le CDI dispose de son propre centre de multiplication de semences de soja et de maïs. Ce centre est installé à Ngingo. Bientôt, on introduira la production des semences de riz et d'arachides. Au sein du service agricole, fonctionne également un volet élevage qui s'occupe de l'élevage des porcins et de la volaille. En 1981, le CDI a produit 70.000 poussins. Ceux-ci sont vendus aux prix de 7 Z chez les paysans et de 14 Z chez les grands éleveurs. L'usinage des produits agricoles est concentré sur le café, le maïs, le riz et le soja.

Le service comprend un garage, un service de construction, une menuiserie, une brigade routière qui entretenait 500 Km de routes dans le cadre d'une convention avec l'Office des routes, une école technique professionnelle et un digesteur de gaz de 10 m<sup>3</sup> alimenté par d'excréments humains et de déchets de café.

Les services sociaux comportent un hôpital de 236 lits qui supervise 16 centres de soins communautaires ou dispensaires ruraux, une école d'infirmiers et d'infirmiers auxiliaires d'une capacité de 100 pensionnaires. Le service forage a déjà installé plus de 130 puits équipés d'une pompe à main. Plus de 100.000 villageois ont à leur disposition de l'eau potable en abondance. Enfin, outre le service d'évangélisation, le CDI dispose d'un service de magasins. Celui-ci a pour objectif l'approvisionnement des masses rurales en produits de première nécessité.

#### II.3.2.5. SCIBE - ZAIRE.

Scibe-Zaïre est une entreprise privée dont les activités sont surtout localisées au Nord de la région. La société s'occupe aussi bien du commerce que du secteur agricole et de l'élevage. Elle emploie plus ou moins 3.000 travailleurs dont 1.615 sont affectés dans le secteur agricole. Son charroi automobile est actuellement composé de 89 grands camions et 14 tracteurs, sans oublier que la société dispose aussi des bateaux et des avions.

En parcourant la région, on peut facilement se rendre compte que cette jeune société est entrain de s'implanter dans toutes les zones de l'Ubangi et aura un rôle assez important à jouer dans le développement agro-économique de la région. Actuellement, la société possède 1.310 ha de caféiers, 200 ha de cacao, 100 ha de palmier. Toute la production et les produits achetés auprès des paysans sont traités dans ses différentes usines. La répartition de ses activités dans les différentes sous-régions se présente de la manière suivante :

Le Nord-Ubangi :

- Elevage : 2.000 têtes de gros bétail.
- 360 ha de caféier; il est prévu une extension de 20 ha annuellement.
- 2 usines de traitement de café sont installées à Karawa et à Badanzabo.

Le Sud-Ubangi :

- 850 ha de caféier avec une extension annuelle de 50 ha par an.
- 2 usines de café et 2 rizeries.

La Mongala :

- 100 ha de caféier avec une extension de 20 ha annuellement.
- 200 ha de cacao.
- 100 ha de palmeraie.

On y trouve 2 rizeries, 2 usines à café, une à cacao et 4 huileries dont trois sont assez petites et sont destinées à traiter la production des paysans.

En 1981, la société a produit 450 tonnes de café marchand et 500 tonnes de cacao. Elle a acheté : 1.300 tonnes de café marchand, 12.000 tonnes de café en coque, 10.500 tonnes de paddy, 600 tonnes d'huile de palme, 450 tonnes de cacao et 5.000 tonnes de maïs.

#### II.3.2.6. LES PROJETS PLACES SOUS LA TUTELLE DU DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.

Jusqu'au mois de juin 1982, le Département de l'Agriculture et du Développement Rural comptait six projets dans la Région de l'Equateur. De ces six projets, un est de type élevage, un de type développement intégré, un de type vulgarisation et trois de type agro-industriel.

Ces projets dont les fiches techniques sont proposées en annexe sont les suivants :

Projet de type élevage : Station d'élevage de Gemena.

Projet de type développement intégré : Projet de Développement Rural Intégré de Befale.

Projet de type vulgarisation : Projet National Riz: Station de Bunba.

Projet de type agro-industriel : - Palmeza situé à Gosuma, Kungu.  
- Cacaoza situé à Bulu.  
- Réhabilitation coton situé à Gemena.

(Voir les détails dans les Fiches de Projets, Janvier 1982, Service d'Etudes et Planification, Département de l'Agriculture.).

La carte n° 4 montre la localisation de ces projets.

Enfin, suite à la décision du Comité Central du Parti, le Conseil Exécutif a privatisé la gestion de certains projets. la Station d'Elevage de Gemena, Palmeza et Cacaoza tombent sous le coup de cette décision.

### II.3.3. L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE.

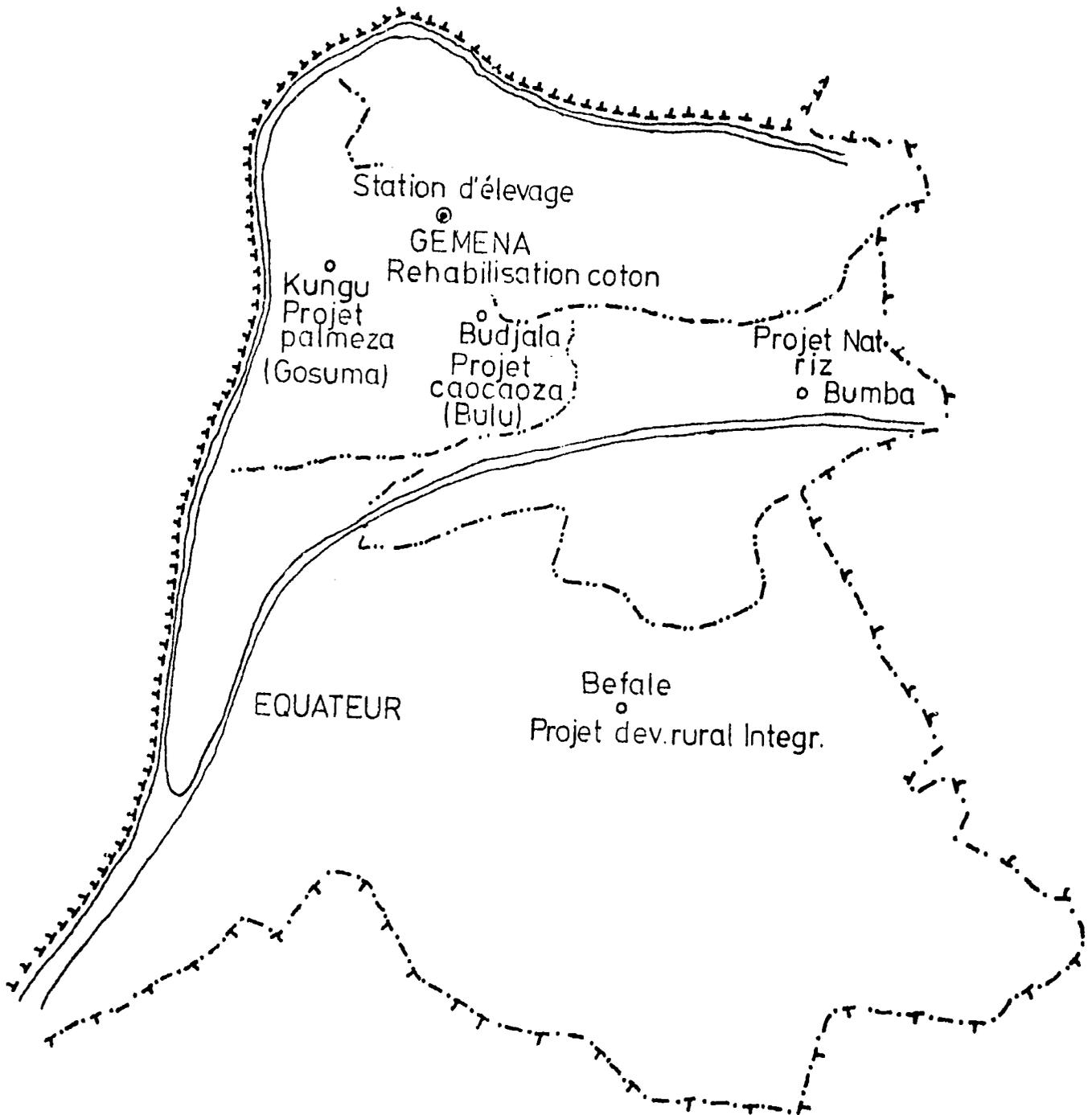
L'agriculture à l'Equateur, comme dans l'ensemble du pays, se caractérise par une coexistence d'un secteur moderne constitué de grandes unités de production et d'un secteur traditionnel.

Dans l'ensemble, les cultures traditionnelles sont faites par des exploitations familiales, à la main sans engrais ni produits entiparasitaires. Les rendements sont assez faibles et les superficies emblavées dépassent rarement 1 hectare. La seule méthode de restituer la fertilité du sol étant le recours à la jachère, les paysans doivent se déplacer sans cesse à la recherche de meilleures terres.

On a remarqué qu'un seul ménage peut avoir jusqu'à trois champs sur lesquels sont associés plusieurs cultures. Les champs n'ont ni dimensions ni formes constantes. Aux champs conventionnels s'ajoutent souvent des cultures autour de la case constituées dans la plupart des cas des cultures pérennes comme le café, le cacao et le tabac et des arbres fruitiers, manguiers, avocatiers, bananiers.

L'inposition des cultures est en vigueur partout. Elle concerne principalement les cultures vivrières et le coton. Le cas du coton retient l'attention. Repoussée par les paysans, cette culture n'est faite qu'après une forte campagne de persuasion menée par les autorités politiques et par les responsables du Coton-Zaïre.

Carte No 4 : REGION DE L'EQUATEUR : LOCALISATIONS DES PROJETS



Source : Service d'Etudes et Planification, Département de l'Agriculture du Développement Rural, de l'Environnement, de la Conservation de La Nature et du Tourisme, 1983.

Dans certains cas, des mesures appropriées sont très indispensables pour motiver les paysans à inclure le coton dans leur rotation.

La composition de l'association telle que recommandée par les autorités régionales conformément aux instructions du Conseil Exécutif est la suivante : Manioc : 0,5 hectare.

Maïs : 0,30 "

Riz : 0,20 "

Arachide : 0,15 hectare

Banane : 0,20 hectare

Patate douce : 0,20 hectare

Soja : 0,15 hectare.

L'échelonnement des activités culturales dans la Région de l'Equateur peut se résumer dans le calendrier ci-dessous :

REGION DE L'EQUATEUR.

CALENDRIER AGRICOLE.

Pour les cultures vivrières.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récolte de la deuxième saison.</li> <li>- Défrichage.</li> <li>- Préparation du sol.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Semis et entretien.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>-Récolte de la première saison.</li> <li>-délimitation des champs de la seconde saison.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fin de la première saison.</li> <li>-Préparation et défrichage des champs pour la seconde saison.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Préparation des sols.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-entretien.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Entretien.</li> <li>-délimitation et défrichage des champs de la première saison.</li> </ul>

Pour les cultures de rapport.

- Janvier-Février : - récolte, cacao et café.  
- préparation des germoirs, des pépinières et des nouvelles plantations.
- Mars-Avril : - entretien général des anciennes plantations,  
- répiquage en pépinière,  
- semis en germoir,  
- entretien de la pépinière.
- Mai-Juin-Juillet: - entretien de la plantation,  
- entretien général de la pépinière,  
- récolte des cabosses de cacao et des baies de café.
- Août-Septembre-Octobre-Novembre-Décembre :  
- entretien de la plantation et de la pépinière,  
- répiquage dans la plantation définitive,  
- préparation des nouvelles plantations.  
- récolte cacao et café : fin de l'année.

Pour le coton.

- Janvier-Février : - récolte et triage des graines,  
Mars-Avril-Mai : - arrachage et brûlage des cotonniers.  
Juin : - labour,  
Juillet : - semis,  
Août : - entretien.  
Septembre : - traitement phytosanitaire.  
Octobre-Novembre: - entretien général.  
Décembre : - récolte et triage des graines.

Les besoins en main d'oeuvre dans la préparation du terrain, l'entretien et la récolte sont exprimés en nombre d'hommes-jour à l'hectare. Le nombre d'hommes-jour par cultures et par hectare est donné dans le tableau ci-dessous. Il s'agit en fait des informations proposées par Vandemput (2).

Tableau 25 : Nombre d'hommes-jour par hectare et par culture.

Manioc	200	(1)		
Banane plantain	380	(2)		
Patate douce	355	(2)		
Riz Paddy	225	(1)		
Maïs	130	(1)		
Arachide	150-200	(2)		
Haricot(avec tuteurage)	120-410	(1)		
Soja	120	(2) (3)		
Coton	178	(2)		
Cacao établissement	371	(2)	Café	258 (1)
Hévéa	277	(2)	Palmier	284. (1)

Source : Vandemput René, les principales cultures en Afrique Centrale.

Administration Générale de la Coopération au Développement.

Tournai : 1981.

Pour ce qui est des caractéristiques des ménages agricoles, une enquête réalisée en 1977 par les services des statistiques Agricoles du Département de l'Agriculture a montré les caractéristiques suivantes :

1. Taille moyenne d'un ménage rural à l'Equateur : 5,59
2. Taille moyenne d'un ménage agricole : 5,77
3. Taille moyenne d'un ménage rural non agricole : 2,94.

---

Sources : (1) Estimation du Bureau d'Analyse Economique et INERA.

(2) - Vandemput, René, Les Principales Cultures en Afrique Centrale, Administration Générale de la Coopération au Développement, Tournai, 1981.

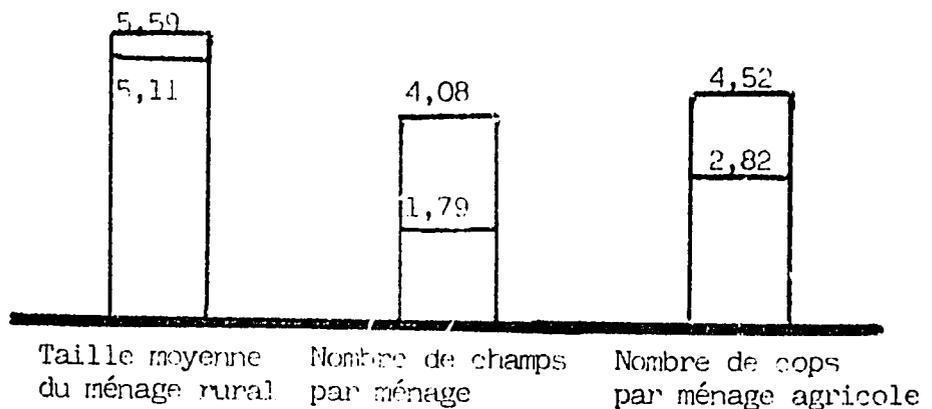
(3) - Etude de Soja, Bureau d'Analyse Economique, Département de l'Agriculture.

- 4. Nombre de champs par ménage agricole : 1,79
- 5. Nombre de coqs par ménage agricole : 4,52
- 6. Nombre de bovins par ménage agricole : 0,01
- 7. Nombre d'ovins par ménage agricole : 0,09
- 8. Nombre de caprins par ménage agricole : 0,79
- 9. Nombre de porcins par ménage agricole : 0,18.

La taille moyenne d'un ménage agricole n'aurait pas beaucoup évolué. D'après une enquête conduite récemment par le CDI-Bwamanda sur un échantillon plus petit, le ménage agricole aurait une composition moyenne de 5,6 personnes contre 5,77 en 1977. Ceci rejoint ce qui est souvent dit à propos des structures de l'agriculture traditionnelle . Il est en effet généralement admis que ces structures restent stables pendant plusieurs années.

Par rapport à la moyenne nationale, la taille moyenne du ménage rural à l'Equateur (5,59) est légèrement supérieure à la moyenne nationale (5,11). Le nombre de champs par ménage agricole (1,79) est nettement inférieur au nombre moyen par ménage agricole sur le plan national (4,08). La seule production qui soit significativement supérieure à la moyenne nationale est celle de la volaille qui est de 4,52 à l'Equateur contre 2,82 au Zaïre. Tout ceci est illustré dans la figure.

Caractéristiques des ménages agricoles de l'Equateur comparées à la moyenne nationale.



Les productions du secteur traditionnel sont données en annexe de cette étude. Comme on peut le constater, toutes les spéculations à l'exception du coton, ont connu une augmentation de la production de 1979 à 1980. De 1980 à 1981, on a remarqué une baisse dans la production du manioc, de l'igname, des arachides et de la banane plantain.

En dehors des spéculations culturelles, les paysans de l'Equateur s'adonnent volontiers à la pêche, à la chasse et à l'élevage. Ces autres activités vont faire l'objet de la section suivante.

#### II.3.4. PECHE, CHASSE ET ELEVAGE.

##### II.3.4.1. LA PECHE.

La pêche et la chasse sont et restent encore pendant longtemps les principales sources de protéines animales pour les populations de l'Equateur. Dans certaines zones, ces activités concurrencent sérieusement les activités agricoles. Dans l'ensemble de la région, il y a des périodes où la pêche prédomine. Cette période pendant laquelle beaucoup s'improvisent pêcheurs pour arrondir son budget coïncide avec la saison morte pour les travaux agricoles.

Dans les grands centres tels que Lisala, Mbandaka, Basankusu et Bunba, il y a des véritables camps des pêcheurs avec un marché plus ou moins organisé. Des femmes commerçantes vont chaque matin s'y approvisionner en poisson avant de descendre dans les marchés de la ville pour la vente en détail. En l'absence du matériel frigorifique, ces femmes rendent de précieux services aux pêcheurs qui écoulent rapidement leurs produits sans se tracasser du conditionnement.

Le long du fleuve Zaïre et de certains de ses affluents, il existe de nombreux campements des pêcheurs. Ceux-ci vendent leurs poissons directement aux nombreuses embarcations qui sillonnent ces cours d'eau.

Beaucoup de pêcheurs entrent dans cette profession par tradition. Certaines tribus comme les Lokele et les "hommes d'eau" du Nord sont réputées tribus de pêcheurs. Depuis des générations, des échanges commerciaux se sont installés entre ces tribus et les tribus riveraines. Celles-ci fournissent les produits agricoles en échange du poisson.

Les pirogues utilisées par les pêcheurs sont soit vendues sur les lieux-mêmes de fabrication soit transportées dans certains points de vente situés dans les environs de grands centres de consommation. Les principaux centres de production des pirogues sont les environs de Boende, Basankusu et Lisala.

Les pêcheurs sont tenus à acheter un permis de pêche. Celui-ci est de trois types. Il s'agit du permis de pêche rurale exigé des pêcheurs locaux, du permis de pêche artisanale exigé des pêcheurs professionnels venant d'autres contrées et ne disposant pas de moyens motorisés. Ceux qui disposent des moteurs hors-bord ou ceux qui sont équipés de grands moyens doivent détenir un permis de pêche.

La seule organisation coopérative qui existe dans la région de l'Equateur se trouve à Mbandaka. Lors du passage de la mission dans cette ville, plusieurs tentatives ont été faites pour atteindre ses dirigeants, mais en vain. Des avis des pêcheurs interviewés, la coopérative n'aurait qu'un caractère exhibitionniste. Elle ne se manifeste que lors de grandes fêtes nationales, notamment pour organiser les festivités de la journée des pêcheurs.

Les sources de renseignements étant rares, il n'est pas loisible d'avancer des chiffres exacts. Aussi, seules les estimations de Couvreur (a) sur le potentiel de production de la Région sont-elles proposées ici :

Fleuve Zaïre	5.500 Km <sup>2</sup>	à $\pm$ 25 Kg/ha	: 12.625 T.
Ubangi	900 Km <sup>2</sup>	à $\pm$ 25 Kg/ha	: 2.250 T.
Autres rivières	2.000 Km <sup>2</sup>	à $\pm$ 10 Kg/ha	: 4.000 T.
Marais, etc...	<u>70.000 Km<sup>2</sup></u>	à $\pm$ 10 Kg/ha	: <u>70.000 T.</u>
Total Région	78.400 Km <sup>2</sup>		88.875 T.

L'étendue très grande à productivité faible pose toutefois des problèmes sérieux de rendement de la pêche dans certaines parties de la Région.

#### II.3.4.2. LA CHASSE.

La deuxième source principale de protéines animales est constituée par les produits de la chasse.

En gros, la chasse est réglementée et n'est permise que entre le 15 Juin et le 15 Octobre. Des exceptions existent cependant pour certaines collectivités ou zones où le gibier constitue la seule source de protéines animales. Dans ces entités, la chasse est ouverte toute l'année. C'est le cas de la zone de Bumba et de la collectivité de Bongandanga.

Le braconnage tend à se généraliser. Dans certaines contrées, il a atteint un degré de développement tel qu'il représente un véritable fléau. Tels sont les cas des zones d'Ingende, Basankusu, Befale, Bongandanga, Djolu, Bokungu, Monkoto, Ikela et Bomongo. Les responsables politiques et ceux de l'environnement essaient de le combattre.

---

(a) Couvreur, J., Rapport de Mission, ONRD, KINSHASA, 1968.

Bien que les chasseurs paient annuellement une taxe de 30 Zaïres, il n'a pas été aisé de connaître avec plus ou moins d'exactitude le nombre de permis de chasse et la quantité de gibier enregistrée.

#### II.3.4.3. L'ELEVAGE.

L'élevage constitue la troisième source de protéines animales. Les réalisations actuelles en matière d'élevage sont loin de correspondre aux immenses possibilités de la région. A l'exception de l'élevage bovins dont 90 % sont tenus par des grandes exploitations modernes appartenant à des missions religieuses et à des sociétés privées ou para-étatiques, le reste des activités d'élevage reste essentiellement des petits paysans. Le tableau 26 montre l'évolution du cheptel animal traditionnel de 1977 à 1979.

Tableau 26 : Effectifs du cheptel animal en milieu paysan.

Type	Effectif 1977.	Effectif 1979.
Bovins	2.383	5.465
Ovins	28.588	33.118
Caprins	258.735	364.464
Porcins	59.907	59.934

Source : Division Régionale de Santé et Production animales.

L'analyse de la croissance du cheptel de la région au cours des dernières années accuse dans l'ensemble de l'Equateur, une faible croissance de l'élevage :

Tableau 27 : Taux de croissance annuelle moyen de l'élevage de l'Equateur (de 1970 - 1978)

Bovin	0,76
Ovin	0,33
Caprin	5,05
Porcin	1,5
Volaille	38,3.

Source : Sous-Commission Politique d'Elevage, Document de Travail, Août 1982.

### II.3.5. L'EXPLOITATION FORESTIERE.

La partie Sud de la région de l'Equateur se trouve entièrement plongée dans la cuvette centrale. Un inventaire forestier réalisé vers les années 77 dans cette cuvette a révélé que le volume moyen à l'hectare (volume-fût) est d'environ 80 m<sup>3</sup> si l'on tient compte des essences exploitables s'y trouvant et possédant un diamètre supérieur à 62 cm.

Un autre inventaire a décelé 250 essences précieuses exploitables dont 25 sont particulièrement recherchées sur les marchés internationaux. Avec une telle potentialité, on aurait dû s'attendre à une exploitation rationnelle et intensive de la cuvette. Ce n'est pas le cas. En dépit de la présence de plus de 20 entreprises, l'Equateur ne retire annuellement de cette immense forêt que quelques 150.000 mètres cubes de bois. Une bonne partie est exportée ou envoyée à Kinshasa où elle est trigitée.

Les principales sociétés forestières sont :

- Pour la Sous-Région de l'Equateur :

Socobelam (Lukolela).

Sokinex (Lukolela).

ts Lomaba Etilingi (Ingende).

Construction Habitat Humanité (Bikoro).

Siforzal (Basankusu).

- Pour la Sous-Région du Sud-Ubangi :

Socobelam (Dongo).

Mokei (Pongo).

S<sup>té</sup> Mony (Ebonga)

Scibe-Zaïre (Djiba)

Singu (Budjala).

Agrifor (Libenge).

Le cheptel traditionnel est laissé à lui-même. Il y a aussi des problèmes de divagation tant dans les grands centres que dans les villages. Les abattages illicites sont assez fréquents. La mortalité déjà élevée est accentuée par la carence généralisée et endémique des produits vétérinaires et pharmaceutiques. Les services vétérinaires au niveau des Sous-Régions et des Zones sont devenus caducs suite précisément au manque de produits et d'équipement.

Deux projets se livrent à l'introduction des géniteurs améliorés dans le milieu paysan. Le premier fonctionne à Bikoro, à la mission protestante de Ntondo. Le deuxième n'est autre que le CDI-Bwamanda. Ces deux projets procèdent à la multiplication des races améliorées de volailles. Les poussins sont ensuite vendus à un prix relativement bas aux éleveurs traditionnels qui les croisent avec les races locales. CDI-Bwamanda assure également la distribution des produits vétérinaires.

La situation est nettement meilleure en ce qui concerne l'élevage moderne. Les plus grandes unités modernes sont concentrées dans le Nord de la région. Nous devons citer la ferme de Lombo appartenant aux P.L.Z. Située dans la zone de Bosobolo, cette ferme compte 10.900 têtes de gros bétail. Deux autres unités appartenant au CDA (Centre de Développement Agricole) totalisent 19.900 têtes. Il s'agit de Mpaka et de Lola situées dans la zone de Libenge. Une troisième ferme du CDA est localisée à Fiwa. Elle contient 5.000 têtes. La mission catholique de Gbassosa (1.500 têtes) se trouve parmi les unités agro pastorales de moyenne importance.

L'apport de l'élevage moderne dans l'alimentation des populations locales est encore insignifiant. La viande coûtant trop cher pour leurs bourses est envoyée directement vers les grands centres. La principale source de protéines animales pour les masses rurales demeure donc la pêche, suivie de la chasse, de la cueillette (insectes) et enfin de l'élevage du bétail et de la volaille.

- Pour la Sous-Région de la Mongala :

Gribo (Mombilo).

Plantation Moujobo (Lisala).

Agrifor (Lisala).

S.C.Z.-Bossondjo.

- Pour la Sous-Région de la Tshuapa :

S.C. Bokeli Ekila (Befale).

La plupart de ces entreprises se livrent elles-mêmes à tous les travaux de la prospection jusqu'à la scierie en passant par l'abattage, le débandage, le tronçonnage et le transport. Certaines disposent même des fours de déservage et des séchoirs ainsi que des installations pour le traitement préservatif des sciages. La formule utilisée par SCZ-Bossondjo apparaît originale dans ce sens que la société utilise des Scieurs indépendants qui lui vendent le bois, qu'elle transforme et revend aux différents utilisateurs.

Bien qu'à côté de l'exploitation du bois plusieurs personnes se livrent à l'exploitation des essences médicinales (Rauwolfia

essences à résine, poivres sauvages....), l'unanimité est faite autour de l'amélioration et du développement de l'exploitation forestière. Ceci peut constituer une source assez importante de devises. Toute intensification de l'exploitation forestière suppose un inventaire préalable des possibilités que recèle cette immense réserve naturelle et des capitaux importants. Pour le premier point, une mission Canadienne est précisément entrain de se livrer à l'inventaire des essences dans la sous-région de la Tshuapa. Pour le second point, il ne fait l'ombre d'aucun doute que la rentabilité de l'entreprise mérite qu'on y investisse des montants assez importants. Ceux-ci seront surtout destinés à l'achat des engins.

Les spécialistes pensent que la construction d'une usine de pâte à papier appelée à exploiter le matériel forestier inutilisable pourra accroître la rentabilité de l'exploitation forestière.

Point n'est besoin de rappeler ici l'importance que revêtent la connaissance des structures du marché et une bonne politique des prix sur l'épanouissement aussi bien de l'exploitation forestière que de tous les autres secteurs de l'agriculture.

#### II.4. STRUCTURES ET ORGANISATION DU MARCHÉ.

Dans cette section, seront décrites les structures de commercialisation de principaux produits agricoles, l'organisation des marchés ruraux et les structures des prix agricoles.

##### II.4.1. LES STRUCTURES DE COMMERCIALISATION.

Les produits agro-industriels bénéficient des structures de commercialisation plus ou moins stables. Les quelques problèmes qu'on connaît actuellement sont liés aux problèmes d'évacuation. La précarité des moyens de transport, les tarifs élevés, les retards dans l'arrivée des barges de l'ONATRA et des cas de vols dans ces mêmes barges de l'ONATRA constituent un grand handicap dans l'évacuation des produits vers KINSHASA. Pour contourner cette difficulté, certaines sociétés, notamment SCIBE-ZAIRE, se sont dotées d'une flotte aérienne et de quelques bateaux pour le transport de leurs produits.

Dans l'ensemble, les opérateurs économiques et les unités agro-industrielles vont acheter les produits directement auprès des producteurs. L'exportation de l'huile de palme étant officiellement interdite, seules quelques sociétés peuvent exporter jusqu'à concurrence de 5 % de leur production totale pour leur permettre d'obtenir des devises à l'importation de certains biens d'équipement. Cette situation de marché libre fonctionne au profit du producteur qui se voit proposer dans certains cas des prix supérieurs aux prix - plancher.

# Best Available Document

- 107 -

Pour ce qui est du coton et du tabac, Coton-Zaire et Tabazaire en ont le monopole d'achat. Ces sociétés sont dotées de moyens logistiques adéquats et des usines de traitement disséminées dans leurs secteurs d'activités respectifs. Durant la campagne, les agents de ces sociétés circulent d'une collectivité à une autre pour l'achat des produits qui sont ensuite traités dans l'usine la plus proche avant d'être envoyée à Kinshasa où sont installées les usines de transformation. Dans le cas du coton, Coton-Zaire ne vend pas directement aux filateurs. Il doit passer par l'intermédiaire de la CSCO-Caisse de stabilisation Cotonnière.

A l'exception du riz et du soja, les produits vivriers sont régis par un marché libre. Les opérateurs économiques et les autres utilisateurs se présentent au producteur et achète directement le produit. Le soja est acheté par CDI-Bwananda qui fournit du reste semences et certains services (mécanisation). CDI-Bwananda traite les graines, les transforme en farine et expédie la farine vers les différents points de vente à l'intérieur de la région et à Kinshasa. Une partie est transformée à Bwananda même en biscuits. Quant au riz, il fait l'objet de structures assez rigides. Avant l'ouverture de la campagne, le Commissaire sous-régional sur proposition de l'agronome de zone, attribue à chaque rizier agréé une zone d'achat. Celle-ci peut s'étendre sur plusieurs collectivités. Pour être retenu comme rizier, il faut disposer d'un moyen de transport, d'un fond de roulement et d'une rizerie d'une capacité de traitement connue. Le rizier est tenu à fournir les semences à tous les paysans de sa zone, lesquels à leur tour, lui réserve le monopole d'achat.

Ce système a l'avantage de protéger les paysans contre les abus de certains commerçants malhonnêtes qui prenaient le pad-

Il facilite également la tâche au service de fisc qui peut ainsi facilement connaître la quantité commercialisée.

Parmi les inconvénients, nous devons signaler les structures de monopole qui existent avec ce système. Avec un seul rizier par zone d'achat, il est difficile que celui-ci offre des prix supérieurs au prix-plancher fixé par l'autorité. Par ailleurs, en cas de défaillance d'un rizier, il faudra attendre la prochaine campagne pour que les cultivateurs de son secteur trouvent un autre acheteur.

Enfin, suite à l'effondrement des activités de COMINGEM, à qui avait le monopole d'achat dans le Nord de l'Equateur, le marché d'arachide s'est vu à son tour libéralisé. Aujourd'hui, il fonctionne exactement comme les marchés d'autres produits vivriers.

Quant à l'organisation des marchés, il existe au niveau de chaque zone et de chaque grand centre ce qu'on appelle des marchés ruraux. Ces marchés se tiennent régulièrement à des jours déterminés de la semaine et réunissent tous les commerçants et paysans des environs. Les prix y pratiqués sont souvent des prix du marché libre.

A côté de ces marchés plus ou moins organisés, il y a lieu de noter qu'une quantité non négligeable de produits est vendue devant la maison. En effet, tout le long des routes principales, les villageois exposent leurs produits aux passants. La plus grande partie de la production agricole est achetée par les opérateurs économiques ou les sociétés directement dans les villages.

#### II.4.2. LES PRIX AGRICOLES.

L'impact des prix sur l'augmentation de la production ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Il est aujourd'hui unanimement accepté qu'une bonne politique de prix peut stimuler la production tandis qu'une politique inadéquate peut en constituer un frein.

Jusqu'encore récemment (1), le Département de l'Economie Nationale en collaboration avec le Département de l'Agriculture, fixait les prix minima aux producteurs (prix planchers) pour la plupart des produits agricoles. La mission de collecte de données à l'Equateur a constaté que dans certains cas, les prix pratiqués sur le marché dépassaient les prix-plancher officiels. C'est le cas du café dont le prix minimum fixé était de 1,50 Z. La plupart des acheteurs offraient pourtant 2 Z, SCHE-Zaire arrivaient même à offrir 2,80 Z au kilo.

Aujourd'hui, un arrêté départemental de l'agriculture a libéralisé les prix de beaucoup de produits agricoles.

Pour ce qui est des prix aux consommateurs, des chiffres cohérents font défaut. Une chose est certaine, l'amplitude des variations est très grande aussi bien dans l'espace que dans le temps. Les prix des produits agricoles connaissent en effet de grandes variations cycliques. A la récolte, quand il y a abondance, les prix atteignent généralement leur niveau le plus bas. Ils commencent ensuite à monter jusqu'à atteindre leur paroxysme à la période de soudure. Ces prix connaissent aussi des variations suivant que l'on se trouve dans les grands centres ou au lieu-même de la production.

---

(1) Note : Les prix des produits agricoles vivriers de consommation courante sont libéralisés à travers l'étendue de la République du Zaïre, Arrêté Départemental n° 000110/BCE/AGRIDRALE/du 29 mai 1982, Département de l'Agriculture.

Dans certaines contrées, il a été observé des hausses allant du simple au double dans un rayon de 30 à 60 Km. Cette situation est renforcée par les coûts élevés de transport. Alors qu'un sac de cossettes de manioc coûte 50 Z à Lisala, le même sac ne coûte que 25 Z à Anzenga, à 40 Km de là. Un régime de banane coûtant 10 Z à Businga se vend entre 20 et 25 Z à Gbadolite situé à + 60 Km.

Pour arriver à stabiliser les prix, il faudra organiser les campagnes de commercialisation, octroyer les crédits aux opérateurs économiques et aménager les routes. Le problème de stockage peut être résolu si les acheteurs se présentent à des intervalles réguliers. Les tableaux ci-dessus donnent les prix aux producteurs de certains produits agricoles tandis que le tableau 7 présente un relevé de quelques prix sur les marchés ruraux.

Tableau 29a : Prix aux producteurs des produits agricoles (1982)

Z/Kg.

Café - coque	1,50	Tabac	
Coton- graine		1ère qualité	
1ère qualité	1,80	Burley	5,50
2ème qualité	1,30	2ème qualité	
		Burley	4,00
Tabac		3ème qualité	
1ère qualité			
Virginie	9,00	Burley	1,00
2ème qualité		Cacao	4,50
Virginie	5,50	Soja	2,00
3ème qualité	1,00 Z	Riz	0,85.
Virginie			

\* Le prix minimum du café - coque est de 1,50 Z le kilo. La grande concurrence entre les opérateurs économiques a fait monter les prix jusqu'à 2 Z le kilo voire même 3,00 Z le kilo dans certaines circonstances.

\* Les prix du coton + graine sont passés de 0,90 Z à 1,80 Z en 1981 pour le coton de 1ère qualité et de 0,60 Z à 1,30 Z pour le coton de 2ème qualité.

\* Les prix du tabac augmentent normalement. En 1982, ils sont fixés à 9,00 Z pour la 1ère catégorie de Virginie et 5,50 Z pour la 1ère catégorie de burley.

Tableau 29 b Relevé de quelques prix sur les marchés ruraux.  
(en Zaïres).

Zone	Manioc cossettes (sac de ± 50 Kg)	Arachide (sac de ± 50 Kg)	Banane régime.
Bossobolo	40	50	10
Yakoma	50	60	20
Bikoro	80	-	-
Lisala	50	-	-

## II.5. CONTRAINTES A L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.

Comme on devait s'y attendre, ce chapitre sur la situation actuelle de l'agriculture doit se cloturer par une description des principaux facteurs qui entravent ou qui peuvent entraver l'épanouissement du secteur agricole à l'Equateur. Il s'agit d'une part des goulots d'étranglement limitant la production, d'autre par des contraintes de transport.

### II.5.1. Les goulots d'étranglement limitant la production agricole et animale.

Parmi les facteurs qui peuvent être considérés comme limitant la production agricole, la carence accentuée en principaux intrants agricoles, un encadrement insuffisant des cultivateurs, l'inexistence d'une structure adéquate de crédits agricoles et le désintéressement de la population pour les travaux agricoles sont souvent cités:

#### II.5.1.1 Une carence marquée en principaux intrants.

Le rôle que jouent les intrants sur la production agricole est bien connu. Diverses expériences ont montré qu'avec des semences sélectionnées et un traitement phytosanitaire adéquat, on peut arriver facilement à doubler le rendement. Or, le matériel végétatif communément utilisé à l'Equateur est soit dégénéré soit tout simplement non amélioré. Etant donné que les pesticides et surtout les engrais coûtent cher, l'augmentation de la production devra se baser sur l'introduction des semences améliorées et sur le respect scrupuleux du calendrier agricole et des travaux culturaux.

En ce qui concerne l'élevage, l'approvisionnement en médicaments, produits vétérinaires (trypanocide, acaricide, vermicide, antibiotiques et compléments minéraux...) et les petits matériels à usage vétérinaire pourra évidemment augmenter l'accroissement de cheptel et éventuellement la production animale.

#### II.5.1.2. Un encadrement insuffisant.

Le respect des travaux culturaux et du calendrier est un élément très important dans l'augmentation de la productivité. Seul un encadrement efficace pourra permettre au paysan de respecter les règles élémentaires de l'agronomie. Malheureusement, les encadreurs publics qui doivent travailler avec les paysans n'arrivent pas

à fournir pleine satisfaction. Plusieurs raisons sont avancées :

- le manque de moyens matériels,
- la non qualification du personnel,
- l'insuffisance et même le manque de collaboration entre les services de l'agriculture et la territoriale,
- la non-libération des fonds à temps,
- les retards dans le paiement des salaires et les bas niveaux de ceux-ci,
- l'absence quasi totale d'un programme cohérent.

#### II.5.1.3. L'inexistence d'une structure adéquate de crédits.

Pour augmenter sa production, le petit paysan a besoin de certains facteurs de production. Ceux-ci exigent des fonds. Seul le recours aux crédits peut lui procurer l'argent nécessaire. L'absence d'un organisme de financement spécialisé en crédits agricoles ne permet pas du tout au paysan d'acquérir les moyens financiers indispensables à l'achat des intrants dont il a besoin. Cette situation va persister aussi longtemps qu'il n'y aurait pas une institution de financement destinée précisément aux paysans. Une des conséquences de cette situation est que les plantations ne sont pas entretenues et la productivité ainsi que la qualité de la production agricole chute.

#### II.5.1.4. Le désintéressement de la population.

Ceci se traduit au niveau des entreprises agro-industrielles par une carence de la main-d'oeuvre agricole. Les entreprises agricoles doivent améliorer les niveaux de salaire et les avantages sociaux pour garder leurs ouvriers agricoles.

Au niveau de la production paysanne, ce désintéressement se manifeste surtout par l'exode vers les centres urbains ou même par un intérêt de plus en plus marqué pour le petit commerce.

A côté de ces contraintes à la production, nous devons ajouter les contraintes à la commercialisation.

### II.5.2. Contraintes à la commercialisation.

Beaucoup de personnes n'arrivent pas à comprendre que l'Equateur en dépit de l'excellent réseau de transports constitué par le fleuve Zaïre et ses affluents connaisse de sérieux problèmes dans la commercialisation des produits. La vérité est que le réseau routier se trouve souvent en piteux état et que le principal système de transport contrôlé par l'Etat, l'ONATRA, ne fonctionne pas normalement.

Les déficiences du système de transport peuvent se résumer comme suit :

- pauvre entretien de principales routes et particulièrement des routes de desserte agricole.
- bacs, ponts et digues hors service,
- longs retards dans le transport par l'ONATRA,
- vols d'articles transportés par l'ONATRA.
- manque de pièces de rechanges et insuffisance de moyens de transport.
- pénurie et prix exorbitants du carburant.

Les difficultés de transport enclavent certaines contrées. C'est avec de forts doutes que le paysan produit pour le marché. Il n'est pas certain d'écouler toute sa production et finit par perdre de vue des services que peut lui rendre la route. De ce fait, il ne fait pratiquement rien soit pour entretenir la route soit pour augmenter sa production.

L'absence de l'infrastructure de conditionnement de certains produits périssables entraîne des pertes énormes. Après la récolte, si les produits ne sont pas vendus à temps, ils se dégradent et doivent être jetés. Ceci décourage les paysans qui ne feront plus rien pour augmenter la production.

Toutes ces contraintes font que les producteurs ne sont plus stimulés ou très peu à essayer d'accroître la production ou améliorer la qualité. Ils vont continuer à pratiquer l'agriculture extensive. L'absence d'un système de commercialisation dynamique et ordonné et les insuffisances fondamentales des méthodes de manutention, du système d'emballage et de l'infrastructure de conditionnement ont comme effet de maintenir la production dans un état de stagnation.

CHAPITRE III : SITUATION DANS LES AUTRES SECTEURS.

### III.1. INDUSTRIES.

Bien qu'un important potentiel de développement existe, la Région de l'Equateur n'est pas proprement parlant une région industrielle.

L'industrie agricole est la plus développée. Elle consiste surtout en huileries, rizeries, usines de traitement de café, coton, hévéa. Les plus importantes de ces usines appartiennent aux groupes PLZ, ENTRIAC, CCP, SCZ, SICOMAC, SCIBE-ZAIRE, GRIZA, NOGUEIRA, COMAGRIN, COMINGEM, COTON-ZAIRE et TABAZAIRE.

L'industrie forestière a un bel avenir compte tenu d'immenses potentialités que recèle la Région. Une mission mixte Zaïre-Canada a dénombré vers les années 1970, 250 essences forestières exploitables dont 25 sont recherchées de par le monde. Et ceci dans la seule sous-région de la Tshuapa. En attendant, il faudra déjà envisager une exploitation rationnelle et intensive du bois ainsi que les possibilités d'installer une usine de traitement de la cellulose et de pâte à papier.

L'industrie manufacturière est presque absente. Le combinat industriel de Gemena (COMINGEM) qui devait pourtant jouer un rôle important dans la transformation de certains produits agricoles n'est plus que l'ombre de lui-même. La brasserie industrielle BRALIMA installée à Mbandaka constitue un débouché sûr pour les nombreux producteurs du maïs.

L'artisanat qui aurait dû être très développé suite à la demande très marquée en outillage agricole est paradoxalement presque inexistant. Le CDI-Bwamanda essaie d'intégrer ce secteur dans ses activités en encourageant le développement des forgerons et en leur fournissant de la matière première. Il est souhaitable que cette expérience ait un impact considérable sur les masses rurales.

De façon générale, les entreprises de l'Equateur n'échappent pas à la crise que connaît le pays. Confrontées à de sérieuses difficultés d'approvisionnement en devises, la plupart de ces unités ne sont plus en mesure de renouveler régulièrement leur équipement, d'importer suffisamment

des pièces de rechange, les matières premières ainsi que les autres intrants agricoles. Ainsi certaines usines fonctionnent en-dessous de leur capacité normale.

Un autre problème auquel se trouvent confrontées les agro-industrielles est l'instabilité et parfois la carence de la main-d'oeuvre. Il est en effet difficile, ont dit certains responsables de ces unités, de prévoir avec exactitude le nombre d'ouvriers qui répondront à l'appel du lendemain.

Un bon exemple d'une entreprise industrielle en difficulté est donné par COMINGEM.

### III.2. ENERGIE.

Avec les résultats fort peu encourageants qui ont sanctionné les prospections du groupe ESSO, s'envolèrent les espoirs que l'on nourrissait de voir l'Equateur produire du pétrole. Pour ce qui est de l'énergie hydro-électrique, la rivière Mobayi où un barrage est en voie de construction, semble être l'un de rares sites qui conviennent à cette fin. Nous pensons que des prospections sont nécessaires afin de découvrir d'autres sites favorables dans les nombreuses rivières qui pullulent la Région.

Jusqu'à ce jour, en effet, les installations de la Région se réduisent à quelques centrales thermiques diesel installées à Mbandaka, dans les principaux centres, dans des missions et dans certaines plantations. Si l'on sait le prix du pétrole ne fait qu'augmenter et que le pays traverse certaines difficultés pour ses réserves en devises, on serait d'avis que non seulement les groupes électrogènes sont coûteux mais encore ils sont hasardeux dans ce sens que leur fonctionnement

dépend de l'approvisionnement en carburant. Le barrage hydro-électrique de Mobayi sera donc d'un grand soulagement pour les populations du Nord de l'Ubangi. Le tableau 30 décrit la situation actuelle des installations de la SNEL et de la Régideso. Il convient de relever que l'expansion de la ville de Mbandaka a fait que la capacité actuelle de fourniture d'électricité ne soit plus en mesure de répondre aux besoins de la ville. Ceci appelle l'installation d'un autre groupe électrogène.

Enfin, l'expérience de la production de biogaz menée par le CDI-Bwamanda mérite d'être signalé. Plusieurs de leurs appareils fonctionnent avec du biogaz provenant de la dégradation d'excréments humains et de déchets de café.

### III.3. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

Le réseau de voies de communication est dans l'ensemble relativement développé malgré la médiocrité du réseau ferroviaire. Le réseau fluvial avec le fleuve Zaïre comme épine dorsale est le plus vaste du pays. Le réseau routier est aussi développé quoique son entretien laisse quelque peu à désirer.

#### III.3.1. VOIES NAVIGABLES

Le fleuve Zaïre qui traverse la région de part en part est entièrement navigable dans la Région. Les principales voies navigables sont les suivantes :

Fleuve Zaïre : tout le tronçon traversant la Région.  
Mongala : 329 Km de Mobeka à Businga.  
Ikelemba : 320 Km, navigable jusqu'à Balangala.  
Lomela : 566 Km, navigable jusqu'à Lomela.  
Lopori : 602 Km, navigable de Basankusu à Bongila.

Tableau 30 - SITUATION DES INSTALLATIONS DE LA SNEI ET DE LA PECIDEFO.

Centres.	Nombre de groupes.	Capacité	Etat.	Nombre de poteaux électriques.	Etat.	Nombre d'usines de traitement et d'épuration d'eau.	Capacité	Etat.
1. MBANDAKA	3	1.257,08 Kw/h chacun.	2 bons 1 défectueux.	920	bon	2	17.500 m <sup>3</sup> /j.	bon.
2. ZONGO.	2	187 Kw/h. Chacun.	2 bons dont 1 neuf.	93	mauvais.	-	-	-
3. BASANKUSU	2	62 Kw/h	bon	10	mauvais	1	600 m <sup>3</sup> /j.	bon.
4. BOINDE	2	90 kw/h chacun	1 bon 1 en panne.	39	mauvais	1	300 m <sup>3</sup> /j.	bon.
5. LISALA	5	122,9 Kw/h	certaines défectueux.	-	-	1	1.200 m <sup>3</sup> /j.	bon.
6. GEMENA	4	2.400 Kw/h chacun. 2.176 Kw/h.	bon bon.	249	bon.	1.	4.000 m <sup>3</sup> /j.	bon
7. CHADOLITE	5	468,4 Kw/h	bon.	287	bon.	1.	600 m <sup>3</sup> /j.	bon.
8. BUMBA.	2	187,4 Kw/h.	1 bon. 1 en panne.	7	mauvais.	1	1.000 m <sup>3</sup> /j.	bon.

119

- Bolomba : 182 Km jusqu'à Libenga, navigable de Janvier à Juin.
- Ngiri : 297 km, navigable à partir de l'embouchure de l'Ouangi jusqu'à Monianga.
- Salonga : 297 Km, navigable jusqu'à Watsikengo.
- Tshuapa : 605 Km, navigable de l'embouchure de Lomela jusqu'à Lokofe.
- Lua : 141 Km, navigable de Dongo jusqu'à Megala.
- Lulonga : 30 Km, navigable de Lulonga sur le fleuve jusqu'à Basankusu.
- Maringa : 546 Km, navigable de Basankusu à Berora.
- Momboyo : 545 Km, navigable jusqu'à Hoongi.
- Ubangi.
- Ruki.

L'étendue de ce réseau pourrait faire croire que la Région ne connaît point de problèmes de communications. Loïn de là, en dépit de cette infrastructure naturelle, la Région de l'Equateur ne dispose pas d'une flotte suffisante pouvant répondre à tous ses besoins.

L'ONATRA qui est le plus grand transporteur ne possède pas suffisamment de moyens. En outre, la qualité de ses services devient de plus en plus déplorable. Les transporteurs privés essaient tant bien que mal de suppléer à cette carence. Nous donnons ici une liste de principaux ports ainsi que les noms de quelques transporteurs privés.

a) Les principaux ports.

- Mbandaka sur le fleuve Zaïre.
- Bumba sur le fleuve Zaïre.
- Lisala sur le fleuve Zaïre.
- Basankusu sur la rivière Lulonga.
- Boende sur la rivière Tshuapa.
- Ikela sur la rivière Tshuapa.
- Alala et Businga sur la rivière Mongala.
- Zongo, Dongo, Batanga et Libenge sur la rivière Ubangi.

b) Quelques transporteurs privés.

<u>Nom de l'armateur.</u>	<u>Nom du bateau.</u>
Mboyo Likela	M/B Ndomba
Ikete Ebale	M/B Ikete Ebale
SIFORZAL	KD 26, 14, 29, 30, 24, 34, 32, 15, 12, 13, 25.
Office des routes	SMGIP/Bacs.
Socobe	Canot-Socobe.
PLZ/Boteka	Canot Boteka.
Bralima	M/B Primus.
Mission Catholique Bokote	Canot Booke
Mangembo	M/B Mwila.
ETONCO	M/B NOKOBE
Ngila Ekwasa	Canot-Mpongo
Droukchingbandi	M/B Moyoko.
Entriac	M/B Yakoma.
Mission Catholique Bokumba	M/B Tloko.
Mabeka	M/B Mongala Fils.
Lomata Etitingi	M/B Bononge.
Mputu Iyombe	Canot Ilobo.
Mabotec	M/B Mboloko.

A l'insuffisance de la flotte, il faudra ajouter l'irrégularité dans l'entretien de ces voies. Les travaux de balisage et de dragage se font de façon irrégulière.

En outre, les rivières Mongala et Ubangi qui constituent les voies d'accès vitales pour le Nord de l'Equateur connaissent des décrues à partir du mois de décembre jusqu'au mois d'avril et mai. Elles sont donc très peu navigables pendant cette période au cours de laquelle les activités du Nord de la Région sont affectées. La régie des voies fluviales doit faire un effort

pour entretenir ne fût-ce que la rivière Mongala dont dépendent les sous-régions du Sud et du Nord Ubangi pour leur approvisionnement en carburant et autres produits de première nécessité.

### III.3.2. LE RESEAU ROUTIER.

La Région possède un vaste réseau routier estimé à 14.237 Km dont 5.075 Km appartiennent aux routes d'intérêt général, 2.077 Km aux routes d'intérêt local. On compte 360 Kms de digues. Certaines d'entre elles nécessitent un entretien assidu et continu. Tel est le cas des digues d'Igende, d'Akula (15 Km), de Yele (22 Km), de Bolomba (9Km), de Boende (14 Km), de Mondjolongo (7 km), de Befale (8 Km) et de Musa (4 Km).

L'entretien des routes d'intérêt national est confié à l'Office des routes qui s'appuie sur ses sept (7) brigades autonomes et ses deux unités d'intervention. D'une manière générale, à l'exception d'un bon nombre de tronçons, le reste du réseau est dans un état passable mais devient difficilement praticable après de fortes pluies. Or l'Equateur est une Région où la pluie tombe presque toute l'année et où la plupart des tronçons comportent des digues dont la longueur va jusqu'à des dizaines des Kilomètres.

En ce qui concerne les routes agricoles, le Département de l'Agriculture et du Développement Rural a prévu un budget de 53 million de Zaïres pour l'exercice 1982. Le Département utilisera des conventionnaires comme ce fut jadis le cas avec l'Office des routes. Nous avons appris dans l'Equateur, que le CDI-Bwamanda a été contacté pour l'entretien de près de 1.300 Kms de routes. Ce centre qui dispose d'un équipement adéquat entretient régulièrement quelques 700 Km de routes dans le cadre d'une convention avec l'Office des routes. Les routes de desserte sont les plus dés héritées par le simple fait que les collectivités ne disposent pas de moyens matériels pour les entretenir. Cela se repercute sur la production agricole des régions rurales qui se trouvent à des longues distances des axes d'intérêt général.

### III.3.3. RESEAU FERROVIAIRE.

Le réseau ferroviaire n'est constitué que d'une seule ligne, longue de 185 Km. C'est le chemin de fer Aketi-Bumba. Ce chemin de fer présente la particularité d'être différent des principales voies nationales dans ce sens que la distance entre les rails est très petite. Cet écartement est en effet de 0,765 m contre 1,067 m pour le reste du ferroviaire national. Cette ligne sert à évacuer les produits agricoles du Haut-Zaïre et à approvisionner ISIRO et ses environs en carburant et autres produits notamment l'huile de palme destinée à la savonnerie SOCITURI (+ 200 t/mois, livrées par PLZ YALIGIMBA).

### III.3.4. RESEAU AERIEN.

A côté des aéroports de Mbandaka, Gemena et de Gbadolite, la Région de l'Equateur dispose de cinq aérodromes et de onze pistes de secours gérés soit par des sociétés privées, des missions religieuses, ou par l'Etat. Les cinq aérodromes sont installés à Lisala, Boende, Basenkusu, Bumba et Lisala. Les onze pistes de secours sont :

- Abumombangi : dans la zone de Yokoma.
- Bundja (RVA) : Nord-Ubangi.
- Gwaka (PLZ) : dans la zone de Budjala.
- Yaligimba (PLZ) : dans la zone de Bumba.
- Binga (Danzu) : dans la zone de Lisala.
- Boteka (PLZ) : dans la zone d'Ingende.
- Bokungu (missionnaires) : Tshuapa.
- Karawa (missionnaires) : dans la zone de Businga.
- Lombo (PLZ) : zone de Sosobolo.
- Ikela : dans la sous-région de la Tshuapa.
- Kodoro (Danzer) : dans la sous-région du Nord-Ubangi.

Les travaux de construction de l'aéroport international de Gbadolite sont en voie d'achèvement.

### III.3.5. TELECOMMUNICATION ET INFORMATION.

La Région de l'Equateur dispose d'un réseau téléphonique qui relie la ville de Mbandaka à presque tous les grands centres de l'Equateur. Il existe une centrale automatique à Mbandaka et des centrales semi-automatiques à Gbadolite et à Lisala.

L'état des câbles (souterrains ) est souvent à la base des difficultés de communication que connaissent quelquefois les usagers de Mbandaka et des autres centres. Il y a donc lieu de songer à leur remplacement.

Quant à l'information, il existe une station régionale de l'ORTZ à Mbandaka. Cette station dispose de deux émetteurs ondes courtes de 2 et 10 Kwts respectivement. Deux mini stations terriennes de télécommunication sont installées dans la Région de l'Equateur. La première implantée à Mbandaka couvre la zone Sud, tandis que la seconde est érigée dans les environs de Genena. Ces stations permettent de capter les émissions télévisées de KINSHASA. Enfin, la région dispose d'un journal hebdomadaire qui sort à Mbandaka.

### III.4. COMMERCE ET RESEAU DE DISTRIBUTION.

Comme on devrait s'y attendre, le commerce de la Région de l'Equateur est essentiellement caractérisé par la distribution de produits manufacturés et des denrées alimentaires ainsi que par l'exportation vers Kinshasa, la République Centrafricaine et la République Populaire du Congo non seulement de la plupart des produits agricoles d'exportation (café, cacao, huile de palme), mais aussi des produits vivriers dont le poisson et le gibier.

La ville de Zongo et la zone de Bumba jouent un rôle important dans les échanges commerciaux avec le reste du pays et même l'Etranger. Située en face de la ville de Bangui, Zongo est le siège d'importants courants commerciaux entre le Zaïre et la République Centrafricaine. La zone de

Bumba, quant à elle, constitue le carrefour des échanges entre la Région de l'Equateur et celle du Haut-Zaïre.

Les problèmes posés par la commercialisation des produits agricoles étant déjà traités ailleurs, nous nous bornerons aux seuls produits manufacturés. A cet effet, le Nord du pays se trouve dans une situation privilégiée par rapport au Sud. Le Nord dispose en effet d'une infrastructure assez viable et connaît une plus grande concurrence que le Sud. C'est ce qui explique le fait qu'au Nord les magasins sont souvent bien fournis et les prix sont dans la plupart des cas à des niveaux acceptables.

D'une manière générale, l'approvisionnement et la distribution de biens de consommation sont faits presque exclusivement par des maisons installées à Kinshasa quoique quelques unes aient leur siège à l'Equateur. Ce sont les mêmes maisons qui contrôlent la distribution au niveau du gros, du demi-gros et du détail et qui achètent les produits agricoles.

A l'exception de la ville de Zongo qui reçoit une bonne partie de ses produits manufacturés de la République Centrafricaine, le reste alimenté par Kinshasa ou dans un degré moindre par Kisangani.

En ce qui concerne la distribution des produits pétroliers, il existe dans la région trois grands dépôts pétroliers : Mbandaka, Bumba sur le fleuve et Akula sur la rivière Mongala. Les difficultés d'approvisionnement à l'intérieur ont fait que les grandes unités obtiennent leurs quotas directement à partir de Kinshasa. Les petites unités tout comme les particuliers doivent s'arranger pour **acheter** le carburant sur place. Comme les différentes stations disséminées à travers la Région ne sont que très rarement alimentées, ces unités doivent se débattre pour trouver du carburant au marché noir. C'est ce qui justifie les énormes fluctuations des prix des produits pétroliers qu'on rencontre dans la région. La seule solution pour réduire l'ampleur que prend le marché noir est la reouverture des stations-service et un approvisionnement régulier et suffisant de celles-ci.

Pour terminer, une liste de principales maisons de distribution des articles de consommation courante opérant dans la Région est proposée.

Pour la ville de Mbandaka : - Sedec  
- Sotrequa  
- Entriac  
- African-Lux.

Pour le Sud de l'Equateur : - Socomac  
- Cocody.

Pour le Nord de l'Equateur: - Scibe-Zaïre  
- Nogueira.  
- African-Lux  
- Comagrin  
- Tangayani-Socomu  
- Tengoy.

### III.5. LES INFRASTRUCTURES SOCIALES.

Dans cette section, nous parlerons sommairement des infrastructures scolaire et sanitaire. Par manque de données, nous ne serons pas en mesure de donner un tableau synthétique de la situation de l'enseignement secondaire à l'Equateur.

#### III.5.1. INFRASTRUCTURE SCOLAIRE.

Comme dans le reste du pays, la scolarisation a connu une expansion rapide depuis l'indépendance. Entre 1977/78 et 1980 - 1981 par exemple, le nombre d'écoles primaires et l'effectif d'élèves sont passés respectivement de 556 écoles et de 220.444 élèves à 1.316 écoles et 445.262 élèves. L'expansion de l'enseignement secondaire a suivi presque la même progression. L'effectif d'élèves

est passé de 39.277 à 55.258 entre 1978-1979 et 1980-1981 alors que le nombre d'école est passé de 352 à 620 durant la même période. Le tableau 31 donne la répartition des écoles primaires par sous-région pour l'année scolaire 1980-1981.

Tableau 31 : Répartition des écoles primaires par sous-régions en 1980 - 1981.

Sous-région	Nombre d'écoles	Total classes	Effectif d'élèves
Mbandaka	58	636	29.072
Equateur	318	3.430	87.518
Tshuapa	377	3.229	95.229
Mongala	190	2.666	83.672
Nor-Ubangi	117	1.862	53.214
Sud-Ubangi	252	3.071	95.576
Zongo	4	29	981
Total de la Région.	1.316	14.929	445.262

Cet accroissement remarquable dans les chiffres s'est parfois opéré au prix de la qualité de l'enseignement dispensé et de l'infrastructure elle-même. En effet, lors des visites que nous avons effectuées dans certaines écoles, nous avons été écoeurés de constater l'état de délabrement dans lequel se trouvaient les bâtiments, un manque total de fourniture et du matériel didactique et la qualité du corps professoral. Ceci est aussi vrai pour l'enseignement secondaire.

Situation paradoxale, alors que la Région a une vocation agricole, le nombre des écoles secondaires agricoles est encore insinifiant : 9 écoles secondaires agricoles sur un total de 620 écoles secondaires que compte la Région de l'Equateur. Puis encore, ce sont ces écoles qui souffrent le plus du manque des enseignants qualifiés. On peut encore accepter que ces écoles

soient dirigées par des universitaires n'ayant aucune formation agricole. On ne pourra cependant pas tolérer que les cours techniques de base soient dispensés par des anciens finalistes de ces mêmes écoles, qui, de surcroît, n'ont pas réussi aux examens d'Etat pour pouvoir pousser leurs études plus loin. Pendant ce temps, il y a des Ingénieurs Agronomes et des Ingénieurs Techniciens qui chôment. Si l'on sait que l'un des facteurs qui freinent l'épanouissement de l'agriculture est précisément la qualité des encadreurs, on comprendra très bien qu'il est plus que temps que le Département de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement ainsi que celui de l'enseignement primaire et secondaire reviennent au système de l'affectation des Agronomes dans les écoles secondaires agricoles comme ce fut le cas jadis.

Quant à l'enseignement supérieur, la Région de l'Equateur compte deux instituts d'enseignement supérieur, l'ISEA/Mondongo et l'ISP/Mbandaka. L'ISP/Mbandaka est un Institut supérieur pédagogique, alors que l'ISEA/Mondongo est un institut supérieur agronomique. A ce titre, il mérite qu'en s'y attarde un peu.

Créé en 1972 sur l'initiative du Père Gaston Lootens, fondateur de l'I.T.A de Mondongo et actuel animateur du C.D.I.-Mondongo, l'ISEA - Mondongo connut des débuts très difficiles dûs à un manque d'une infrastructure de base adéquate, ce qui limita et limite encore sensiblement ses possibilités d'accueil. Actuellement sa capacité d'accueil est de 100 étudiants répartis dans les trois années de graduat en agronomie générale, la seule option qui y soit organisée. Les travaux de construction se poursuivent mais sont régulièrement arrêtés à cause des déblocages tardifs de fonds. L'effectif du corps scientifique est de quatorze personnes dont dix permanents et quatre visiteurs. Parmi les dix permanents, on compte huit ingénieurs agronomes de différentes spécialités et deux licenciés en sciences. Depuis sa création, 115 diplômés d'ingénieurs agronomes techniciens (A1) ont été déjà délivrés.

Outre le problème de l'infrastructure, il y en a d'autres qui limitent le rayonnement de l'Institut dans son environnement immédiat et à travers le pays. Il y a notamment le manque du matériel didactique, les difficultés que rencontrent les finalistes pour être engagés et le manque de collaboration avec les services de l'agriculture. Ce manque de collaboration est précisément à la base du refus des services compétents de l'agriculture de confier le CAPSA de Ndeke à la supervision de l'ISEA. Ce CAPSA qui est doté d'un potentiel important aurait pu constituer un centre de recherche pour les professeurs et les étudiants de l'ISEA, qui à côté de la sélection et de la multiplication des semences auraient pu poursuivre leurs activités de recherche dans ce centre. L'ISEA pourrait aussi procéder au recyclage des agents du service de l'Agriculture.

### III.5.2. INFRASTRUCTURE SANITAIRE.

L'infrastructure sanitaire de la Région de l'Equateur est insuffisante et parfois très mal exploitée. En effet, pour un territoire aussi vaste que la France, la Région ne dispose que de 63 hôpitaux et 93 médecins pour servir une population de plus de 3 millions d'habitants. Les principaux handicaps qui entravent le bon fonctionnement des formations médicales de l'Equateur sont : l'insuffisance du personnel médical qualifié, l'absence d'une infrastructure et d'un équipement adéquats, la pénurie et les difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques. Comme vous l'indique le tableau 10, sur les 63 hôpitaux que compte la Région, 22 appartiennent ou sont gérés par des missions religieuses et 30 appartiennent à l'état.

Tableau 32 : Répartition des hôpitaux par sous-Région et par organisme de tutelle.

Sous-Région	Etat.	Catholique.	Protestant.	Autres.	Total.
Mbandaka.	2	1.	1	-	4
Equateur.	7	1	3	4	15.
Tshuapa.	6	1	4	3	14
Mongala	3	3	1	4	11
Nord-Ubangi	6	1	3	-	10
Sud-Ubangi	5	2	1	-	8
Zongo	1	-	-	-	1
Total.	30	9	13	11	63.

Bien que la Région compte 92 médecins pour 63 hôpitaux, il y a de ces hôpitaux qui en manquent. C'est le cas de l'hôpital de la zone de Bongandanga. Il n'y a par contre que 19 gradués et assistants de spécialités diverses et 81 infirmiers diplômés. Le nombre d'infirmiers n'étaient que des garçons de salle à l'époque coloniale. Avec le temps, ils ont acquis de l'expérience et aujourd'hui ils sont utilisés comme infirmiers auxiliaires.

Ce chapitre ne peut pas être clos sans insister sur la très louable contribution de certaines entreprises dans le domaine de la santé. Des sociétés comme les Plantations Lever au Zaïre, la SCZ, la Sotrequa, les cultures au Zaïre, la Busira Lomami, la CCP et la Scibe-Zaïre, pour ne citer que celles là; disposent de services de santé assez bien équipés allant de simples dispensaires aux hôpitaux pourvus de médecins. A Bumba, les grandes sociétés rizicoles NOGUEIRA, GRIZA, COMAGRIN et SCIBE-Zaïre avaient signé une convention de développement avec le Conseil Exécutif dans lequel, elles s'engageaient

à ouvrir des dispensaires dans le secteur de leur ressort. A défaut de cela, ils avaient mis à la disposition de l'hôpital de Bumba, la somme de 70.000 Zaïres pour assurer l'approvisionnement de cette formation médicale en produits pharmaceutiques.

Les nombreuses missions religieuses éparpillées dans la Région rendent aux populations rurales de l'Équateur des services qui n'ont d'égal que leur vocation. Le CDI-Bwamanda par exemple dispose d'une quarantaine de dispensaires éparpillés dans sa zone d'action et d'un service pharmaceutique bien fourni. L'hôpital de Djolu ne fonctionne que grâce au concours des soeurs qui épaulent le médecin d'Etat à tout point de vue et surtout dans l'approvisionnement en produits pharmaceutiques. A PLZ-Ebonda les soeurs Catholiques supervisent la maternité et collaborent avec le médecin de l'hôpital de la société. Enfin le CDI-Bwamanda organise tous les deux ans le recensement de la population. Ces équipes mobiles procèdent à des vaccinations et surveillent les grandes endémies (Tuberculose, lèpre, trypanosomiase, onchocercose, malnutrition).

### III.6. SERVICES ADMINISTRATIFS.

Le niveau d'autorité, la capacité d'intervention et le niveau technique des services régionaux sont très importants, car ce sont ces services qui constituent la courroie de transmission de la politique de développement. Il faut donc que ces services soient suffisamment organisés et soient dotés des moyens nécessaires pour qu'ils s'acquittent avec brio de leur tâche. Etant donné que certains services de l'agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement ainsi que la territoriale ont un impact direct sur le développement du secteur agricole dans les zones rurales, dans un premier point la capacité d'intervention de ces services sera discutée alors que dans un second point il sera décrit le nouveau cadre organique qui vient d'être mis sur pied.

### III.6.1. CAPACITE D'INTERVENTION DES SERVICES REGIONAUX.

---

Le succès d'un programme de développement est conditionné par l'appui que ce programme trouvera auprès des autorités politico-administratives et par le degré de collaboration entre les différents services intéressés par le programme. Le soutien des autorités politiques régionales nous ayant été garanti, nous allons nous attarder sur le degré de collaboration entre les services du Département de l'Agriculture et la territoriale au niveau de la sous-région et de la zone.

L'organisation actuelle de l'administration régionale fait du Commissaire sous-régional ou du Commissaire de zone, le patron de l'administration. Tous les services publics opérant dans l'entité sont donc placés sous son autorité. Il est ainsi le gestionnaire des crédits et des biens destinés au fonctionnement des services publics. A ce titre, il peut favoriser certains programmes tout comme il peut aussi en saboter d'autres. La réalisation des objectifs du programme agricole dépendra donc beaucoup de la bonne volonté de ces autorités. Malheureusement l'expérience a montré qu'on ne saura pas compter sur la bonne foi de tous. Lors de la mission à l'Equateur, des plaintes de certains agronomes sur l'affectation à d'autres fins des fonds destinés normalement aux services de l'agriculture ont été enregistrées. Il a été également rapporté des cas où les responsables politico-administratifs se permettent de confisquer le matériel roulant - véhicules, motos ou vélos, rendant ainsi difficiles les déplacements des cadres agricoles dans l'exercice de leurs fonctions. Réduits à l'immobilisme, ces agents ne sont plus en mesure d'encadrer comme il se doit leurs agriculteurs. Ces situations qui sont à la base de la plupart des conflits qui opposent certains Commissaires de zone ou sous-Régionaux à leurs collaborateurs de l'agriculture ne peuvent en rien favoriser l'expansion de l'agriculture, au contraire.

### III.6.2. SERVICES TECHNIQUES AGRICOLES ET DEVELOPPEMENT RURAL.

#### 1- ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

##### a) AU NIVEAU DE LA REGION.

Jusqu'à une époque récente, les services techniques Agricoles et du Développement Rural s'articulaient sur trois divisions qui sont chargées directement du développement agricole, pastoral et rural. Ce sont :

- la Division Régionale de l'Agriculture,
- la Division Régionale du Développement Rural,
- la Division Régionale de la Production et Santé Animales.

Avec la promulgation de l'Ordonnance Présidentielle N° 82-027 le 19 mars 1982, une nouvelle organisation et un nouveau cadre organique ont été mis sur pied. Cette réorganisation est dictée par simple souci d'efficacité et de rentabilité.

Selon le nouvel organigramme, les trois anciennes divisions susmentionnées se fusionnent en une organisation unique appelée "INSPECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL".

Chaque région sera pourvue donc :

- d'un Inspecteur Régional à l'agriculture et au Développement Rural.
- d'un Secrétariat de l'Inspection.
- 1 Bureau des services Généraux
- 1 Bureau d'Etudes et Planification Régionale
- 1 Bureau de la Production et de la Défense de Végétaux; avec deux cellules :
  - a) cellule de production et défense des Végétaux,
  - b) cellule de production industrielle,
- 1 Bureau de la production et Santé Animales; avec deux cellules :
  - a) cellule de la Production Animale
  - b) cellule de la Santé Animale.

- 1 Bureau de Développement Rural avec :
  - a) Cellule des Marchés, Prix et Crédits de Campagne.
  - b) Cellule de Génie Rural,
  - c) Cellule de Promotion Rural.

La ventilation de ces différents postes se présente de cette façon :

- le Secrétariat de l'Inspection Régionale est composé de :
  - .1 attaché de Bureau de 2ème classe,
  - .1 Agent de Bureau de 1ère classe,
  - .1 Huissier.
- Chaque Bureau est composé en moyenne de :
  - .1 Chef de Bureau
  - .1 Attaché de Bureau de 1ère classe,
  - .2 Agents de Bureau de 1ère classe,
  - .1 Agent Auxiliaire de 1ère classe.
- et chaque cellule est composée de :
  - .1 Attaché de Bureau de 1ère classe,
  - .1 Attaché de Bureau de 2ème classe,
  - .1 Agent de Bureau de 1ère classe,
  - .1 Agent Auxiliaire de 1ère classe.

b) AU NIVEAU DE LA SOUS-REGION.

La sous-région sera dirigée par un Chef de Bureau appelé Inspecteur Sous-Régional à l'Agriculture et au Développement Rural qui sera assisté d'un responsable des services Généraux de la sous-région et des Chefs de cellules (2) de production des végétaux, de production et Santé animales. Les services de la sous-région seront composés de II personnes.

c) AU NIVEAU DE LA ZONE.

Le Bureau de l'Inspection Agricole de Zone sera composé de 10 personnes.

AU NIVEAU DE LA COLLECTIVITE.

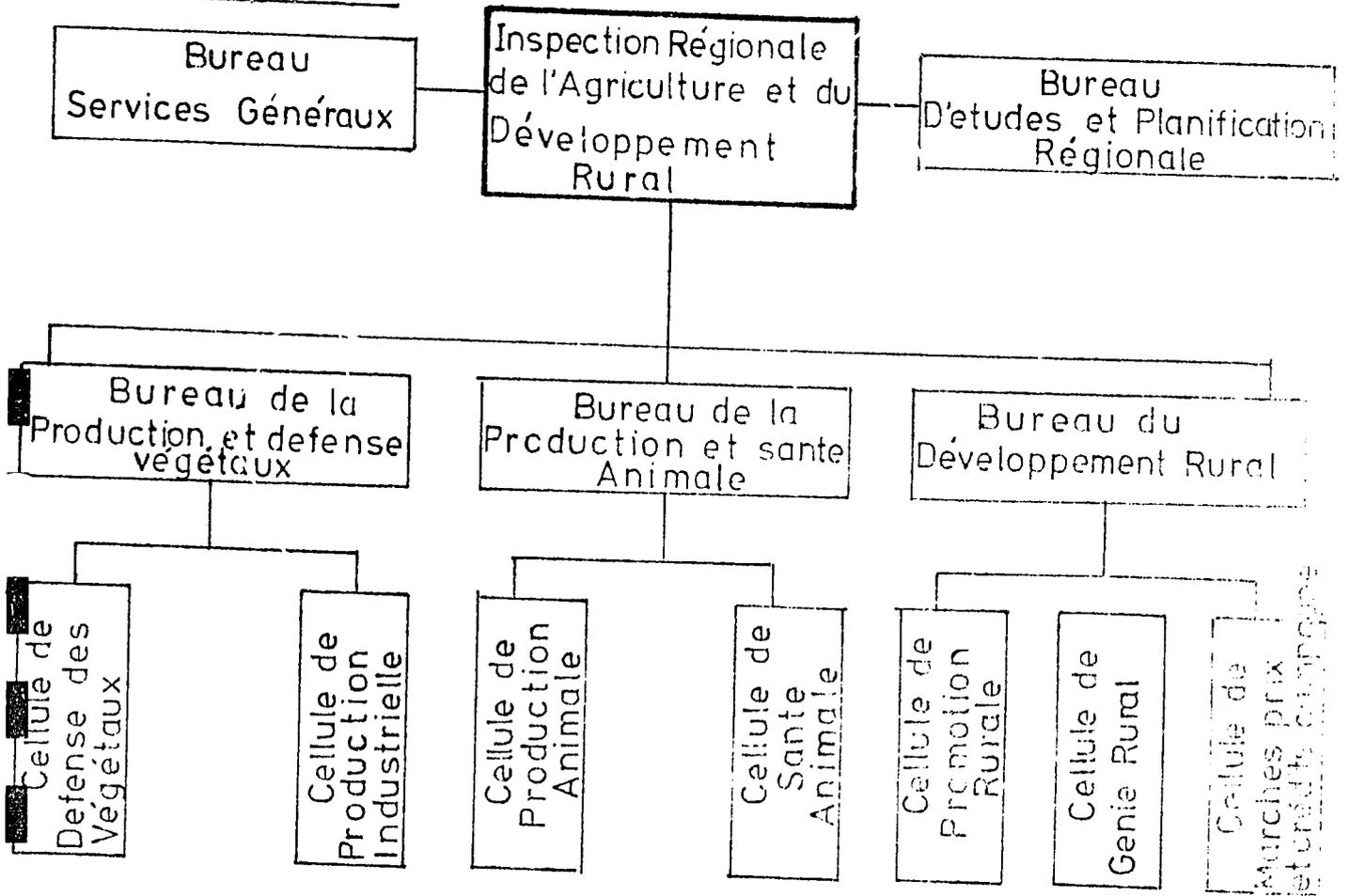
- 3 Agents de Bureau de 1ère classe/Collectivité.

d) AU NIVEAU DE LA LOCALITE :

- 1 Agent Auxiliaire de 1ère classe pour 20 localités.

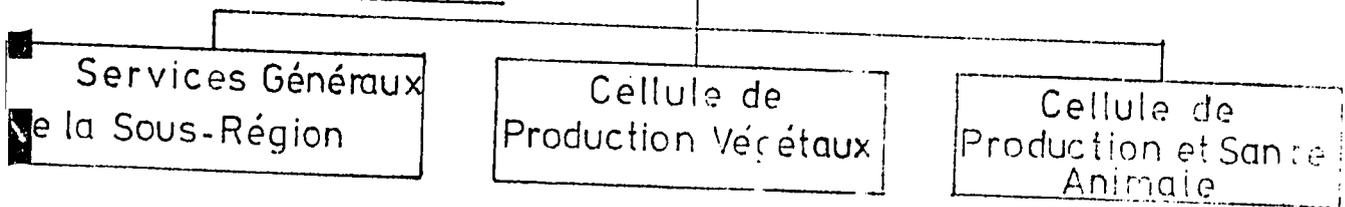
Le renforcement de l'encadrement est nécessaire et indispensable en vue de faire bénéficier au maximum les masses paysannes, des avantages des techniques agricoles nouvelles et ainsi d'accroître la production agricole.

NIVEAU REGION



Inspection Sous-Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural

NIVEAU SOUS-REGION



## 2- NIVEAU TECHNIQUE DES ENCADREURS AGRICOLES.

Le niveau des encadreurs appelés à transmettre leurs connaissances aux paysans doit être solide. Malheureusement, il ressort des constatations que nous avons faites sur terrain que dans beaucoup de cas, le niveau de formation des agents agricoles ne correspond pas aux responsabilités qui leur sont confiées. Certains moniteurs agricoles sont des véritables autodidactes, ayant acquis leurs connaissances grâce à l'expérience. D'autres, formés à l'école coloniale, ont tout simplement vieilli et doivent être remplacés par des jeunes pleins de vitalité.

En outre, leur nombre est nettement insuffisant si l'on considère les normes en vigueur dans nos pays. En effet, on recommande normalement un moniteur agricole pour 100 planteurs et un agronome A2 pour 1.200 planteurs. Nulle part à l'Equateur, nous n'avons rencontré des cas où le nombre des encadreurs correspondait à ces normes. Un renforcement du personnel sur terrain et une amélioration de la qualité s'avèrent indispensables pour l'efficacité même de l'encadrement et l'amélioration de la qualité des données que les agents agricoles sont censés fournir. L'organisation des séminaires de formation et de recyclage pour les agents agricoles est à encouragée.

A côté de l'insuffisance de fonds et de moyens logistiques mis à la disposition des services du Département de l'Agriculture à l'Equateur, les retards dans le paiement des salaires et le non-paiement des agents jadis sous-contrat qui doivent en principe passer sous-statut doivent être signalés. Etant donné que ces agents ne sont pas encore mécanisés, ils sont tout simplement abandonnés à eux-mêmes. Aussi, sont de ces encadreurs non motivés et souvent affamés qui descendent sur terrain. On ne sera pas du tout surpris d'apprendre que de tels personnes ne vivent plus que de la mendicité. Certaines vont jusqu'à extorquer des produits agricoles ou de l'argent sous forme d'aide. Les paysans deviennent méfiants à leur égard et les évitent tout simplement.

1367

CHAPITRE IV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE.

Avant de proposer les différentes orientations de développement agricole de la Région de l'Equateur, une évaluation des besoins en produits agricoles et une estimation des moyens à mettre en oeuvre doivent être faites.

Etant donné que la période 1982 - 1984 est couverte par le Plan de Relance Agricole, les estimations faites ici ainsi que le plan de développement qui découlera de la présente étude couvrant la période 1985 - 1990. Toutefois, pour question de clarté, l'essentiel du Plan de Relance Agricole en relation avec l'Equateur est rappelé dans la première section de ce chapitre.

#### IV.1. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PERIODE 1982 - 1984.

Le Plan de Relance Agricole 1982 - 1984 est le Plan Officiel de développement agricole pour cette période. Ce document définit de manière détaillée l'ensemble de la stratégie que le Département de l'Agriculture compte adopter pour la réalisation des objectifs de relance agricole. Cette stratégie a comme objectifs :

- l'accroissement de la production vivrière pour arriver à une auto-suffisance alimentaire;
- l'accroissement de la production des produits agricoles servant de matière première aux industries locales;
- l'accroissement de la production des cultures d'exportation génératrices de devises.

Les aspects les plus importants de ce plan en relation avec la Région de l'Equateur et résumés dans les lignes qui suivent s'articulent autour de trois points, à savoir la production vivrière, la production animale et la production agricole destinée à l'exportation ou à l'industrie.

#### IV.1.1. OBJECTIFS DE PRODUCTION DES CULTURES VIVRIERES 1982-1984.

Les programmes de cultures vivrières sont basés essentiellement sur les interventions de Coton-Zaïre, les sociétés privées et sur les activités de développement rural des organismes confessionnels et des Coopératives.

A l'instar des autres sociétés cotonnières, Coton-Zaïre est appelé à s'intéresser également aux cultures vivrières qui entrent dans l'assolement du coton : maïs, riz-paddy, arachides et manioc. Il doit assurer la formation de son personnel d'encadrement, fournir les intrants agricoles aux paysans encadrés et se charger de l'entretien des routes et pistes.

Eu égard à l'impact qu'ont les activités de certains organismes confessionnels et coopératives sur le développement des zones rurales, ceux-ci ont été incorporés dans la réalisation des objectifs du plan de Relance. Pour l'Equateur, il s'agit principalement de l'Association de Développement Intégral, A.D.I., opérant à Bondaba et à Lisala, de l'Association des jeunes agriculteurs de Yalosemba, et du Centre de Développement Intégral à Swananda, Mondongo, Bobito, Bokilio et Mawuya. Ces organisations qui reçoivent des aides financières des organisations internationales vont dans le cadre du plan de relance élargir leurs activités à un financement sur fonds de relance.

Les objectifs de production des cultures vivrières sont à présent résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 33 : OBJECTIFS DE PRODUCTION DES CULTURES VIVRIERES,  
1982 - 1984 ( en tonnes ).

<u>Maïs(grains).</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984.</u>
Encadrement D.A.	83.700	85.400	87.100
Coton-Zaïre.	2.500	5.800	7.600
C.D.I.-Ubangi.	1.300	1.400	1.600
Total.	87.500	92.600	96.300
<u>Riz-paddy.</u>			
MAC/PNR.	42.600	43.900	45.200
<u>Arachides(coques).</u>			
Encadrement D.A.	38.500	39.300	40.000
Coton-Zaïre.	630	1.450	1.900
CDI-Ubangi.	130	140	160
Total.	39.260	40.890	42.060
<u>Soja(graines).</u>			
Encadrement D.A.	200	300	400
CDI-Ubangi.	1.300	1.350	1.400
Total.	1.500	1.650	1.800
<u>Légumes.</u>			
Feuilles de manioc.	37.100	38.000	39.000
Proudits maraichers.	9.000	9.300	9.600
Total.	46.100	47.300	48.600

Source : DADR, Le Plan de Relance Agricole  
1982 - 1984, Kinshasa 1982.

Tableau 34 : OBJECTIFS DE PRODUCTION DES CULTURES VIVRIERES,  
1982 - 1984 (en Tonnes). (suite).

	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
<u>Canne à sucre(cannes usinables).</u>	65.200	67.100	69.100
<u>Manioc(racines fraîches)</u>			
Encadrement D.A.	1.308.000	1.334.000	1.361.000
<u>Haricots-pois-Voandzou.</u>			
Encadrement D.A.	9.950	10.150	10.350
<u>Fruits.</u>			
Banane plantain.	420.600	429.000	437.600
Autres fruits.	144.300	147.200	150.100

IV.1.2. LES OBJECTIFS DE LA PRODUCTION ANIMALE(1982-1984).

Ces objectifs sont consignés dans le tableau ci-dessous. Ils sont pratiquement basés sur le développement de l'élevage traditionnel.

Tableau 35 : OBJECTIFS DE LA PRODUCTION ANIMALE  
(Tonnage poids vif).

	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984.</u>
Bovins	1.925	1.962	2.001
Porcins	2.542	2.593	2.644
Ovins-Caprins	2.022	2.062	2.104
Volailles	2.694	2.747	2.802.

IV.1.3. OBJECTIFS DE PRODUCTION AGRICOLE DESTINEE A L'EXPORTATION OU A L'INDUSTRIE.

Ce type de production relève avant tout du secteur privé moderne. L'Etat et les Aides extérieures interviennent toutefois dans la réalisation d'un certain nombre de projets.

Les sociétés concernées par la relance des cultures de rente sont citées dans le tableau ci-dessous tandis que le tableau en donne les objectifs de production.

Tableau 36 : Sociétés concernées par la relance des cultures de rente.

COTON.	PALMIER A HUILE.	CACAO.	CAFE.	TABAC.	HEVEA.	BOIS.
COTON-ZAIRE.	PALMEZA.	CELZA.	BUSIRA-LOMAMI.	TABAZAIRE.	BOKONGE.	AGRIFOR.
	CKE.	CACAOZA.	CELZA.		SCZ-BINGA et BOSSONDJO.	SOKINEX.
	CULTURES-ZAIROISES.	BUSIRA-LOMAMI.	SCZ-BINGA et BOSSONDJO.		PLZ-GWAKA.	SOCOBELEM.
	S.C.Z.	COMUELE.	P.L.Z.		BUSIRA-LOMAMI.	SIFORZAL.
	COMUELE.	INERA-PONGABO.	Cie EQUATORIALE.		UBANGI-PRIVES.	
	P.L.Z.	P.L.Z.	COMUELE.		GELZA-BAMBOLI et BANGALA.	
	C.C.P.	P.L.Z.	SCIBE-ZAIRE.		INERA-BONGABO.	
		SCZ-BINGA.			COMUELE.	
		SCIBE-ZAIRE.			SIPEF-SOBOL.	

Tableau 37 : Objectifs de production des cultures de rente,  
(en tonnes).

	1982	1983	1984.
<u>Coton (graines).</u>	4.200	5.700	6.500
<u>Palmier à huile (régimes)</u>			
Sociétés.	412.100	434.800	477.000
Plantations vil- lageoises.	152.200	156.800	161.500
Total.	564.300	591.600	638.500.
<u>Cacao. (Marchand)</u>			
Sociétés.	2.983	3.564	3.985.
Plantations vil- lageoises.	1.150	1.200	1.270.
Total.	4.133	4.764	5.255.
<u>Café. (Marchand)</u>			
Sociétés.	2.495	2.625	2.775.
Plantations vil- lageoises.	20.605	21.575	22.645.
Total.	23.100	24.200	25.420.
<u>Tabac. (sec)</u>			
Tabacaires.	500	600	700
Encadrement D.A.	220	220	230.
Total.	720	820	930
<u>Hévéa. (CIC sec)</u>			
Sociétés.	19.910	20.205	21.940
<u>Bois (m<sup>3</sup>).</u>			
Sociétés.	229.100	244.600	261.400.

Sources : Département de l'Agriculture, Plan de Relance  
Agricole, 1982-1984.

IV.2. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE POUR LA  
PERIODE 1985 - 1990.

IV.2.1. BESOINS A SATISFAIRE.

Les besoins à satisfaire sont nombreux, il y a d'une part les besoins propres de la Région et de l'autre part les besoins des Régions limitrophes, notamment de la ville de Kinshasa, ainsi que les exportations. Il faudra chaque fois dissocier la part destinée à l'alimentation humaine, de celles destinées à l'alimentation animale et aux industries.

Dans le cadre de cette étude, il sera question d'évaluer chacune de ces sources. Pour question de commodité, certaines hypothèses seront émises en ce qui concerne la part destinée à la ville de Kinshasa, celle devant être réservée à l'alimentation du bétail ainsi qu'en ce qui concerne les pertes.

IV.2.1.1. BESOINS PROPRES DE LA REGION DE L'EQUATEUR.

IV.2.1.1.1. BESOINS VISANT L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.

Ces besoins sont basés sur les normes en calories de la FAO (a) et sur les conclusions de l'enquête alimentaire en ce qui concerne l'origine des apports en calories de principales denrées. Par manque de statistiques adéquates; ce sont les projections du Département du Plan ( x ) pour 1985 qui sont utilisées. D'après ces projections, la population masculine adulte sera en 1985 de 990.641 âmes, la population féminine adulte sera de 1.059.033 âmes et le nombre d'enfants sera de 1.281.1.281.965.

---

- ( a ) Normes . 0 : Homme adulte : 3.000 calories par jour.  
Femme adulte : 2.200 calories par jour.  
Enfant : 1.800 calories par jour.

( x ) Perspectives Démographiques Régionales, 1975-1985, Joseph Boute et Léon de Saint-Moulin, Département du Plan, 1980.

Le tableau 39 donne les besoins journaliers en calories par groupe d'aliments et pour les trois groupes principaux de consommateurs. La conversion des besoins caloriques en grammes et en kilos (voir tableaux 40,41) est faite en utilisant les informations du tableau qui donne la valeur énergétique des aliments.

Les besoins alimentaires pour 1985 sont ainsi déterminés en multipliant les besoins annuels unitaires par la population. Les besoins des autres années sont obtenus en considérant un taux d'accroissement démographique de 2,2 % , qui correspond au taux d'accroissement annuel pour la période 1970 - 1981. Les résultats sont consignés dans les tableaux ci-après :

---

(x) Boute J. et de Saint Moulin L., Perspectives Démographiques Régionales 1975 - 1985, Département du Plan, 1978.

Tableau 38 : Région de l'Equateur, Estimation des besoins  
theoriques alimentaires (en principales denrées)  
1985 - 1990.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990.
	(en milliers de tonnes).					
Manioc tubercule	1.224	1.251	1.278	1.306	1.335	1.364
Manioc cossettes	567	313	320	327	334	341
Banane plantain	38	39	40	41	42	43
Patate douce	38	39	40	41	42	43
Riz décortiqué	101	103	105	107	109	111
Riz paddy	168	172	176	180	184	188
Maïs grain	50	51	52	53	54	55
Légumes	87	89	91	93	95	97
Huile de palme	47	43	49	50	51	52
Arachide	18	19	19	19	20	20
Haricot	9	9	9	10	10	10
Soja	9	9	9	10	10	10
Poisson(frais )	376	384	392	401	410	419
Viande bovine	5	5	5	5	5	6
Volaille	3	3	3	3	3	3
Insectes	4	4	4	4	4	4
Gibier	33	34	35	36	37	38
	(en milliers de tonnes).					
Bovins **	42	42	42	42	42	50
Volaille **	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000

\* basés sur les normes de la FAO et sur certaines hypothèses de consommation.

\*\* Le poids d'un animal de référence est pris égal à 250 Kg. Le rendement moyen à l'abattage est supposé égal à 48 %.

Pour la volaille, on a admis un poids égal à 1 Kg.

Tableau 39 : Estimation des besoins en calories par groupe d'aliments par jour.

	Origine des ap- ports en calo- ries.	Besoins pour un homme adulte;	Besoins pour une femme adulte.	Besoins pour un enfant.
	%	calories.	Calories.	Calories.
<u>I. Aliments gluci- diques.</u>	<u>65</u>			
Manioc	60	1.170	853	714
Autres fécu- lents.*	5	98	72	59
Riz	20	390	286	238
Maïs	10	195	143	119
Légumes	5	97	71	60
Sous-total.	100	1.950	1.430	1.190
<u>II. Aliments lipi- diques.</u>	<u>25</u>			
Huile de palme	50	450	330	274
Légumineuses **	25	75	55	46
Poisson et autres produits animaux.	25	225	165	137
<u>III. Aliments protéi- diques.</u>	<u>10</u>			
Légumineuses	50	90	66	55
Poisson	24	120	88	73
V viande	5	15	11	9
Volaille	1	6	4	4
Insectes	5	15	11	9
Gibier	15	54	40	33
	100	300	220	183
IV. Total.	100	3.000	2.200	1.830

\* Banane plantain et patate douce.

\*\* Haricot, soja, arachide.

Tableau 40 : Estimation des besoins journaliers et annuels en principales denrées alimentaires.

Denrées.	Besoins journaliers en grammes			Besoins annuels en kilos.		
	Homme adulte	Femme adulte.	Enfant.	Homme adulte.	Femme adulte.	Enfant.
Manioc cossettes	330	242	201	120	88	79
Autres fécu- * lents.	84	62	50	30	22	18
Riz décortiqué.	107	79	66	39	29	24
Maïs-grain	55	40	34	20	14	12
Légumes	95	70	59	34	25	21
Huile de palme	51	38	31	18	14	11
Légumineuses **	39	29	24	14	10	9
Poisson frais.	406	298	247	148	108	90
Viande (bovine)	6	5	4	2,2	1,4	1
Volaille	4	3	2	1,4	0,7	0,7
Insectes	5	4	3	2	1,4	1
Gibier	36	27	22	13	10	8

\* La banane plantain et la patate douce représentent chacune 50 %.

\* \* L'arachide représente 50 %.

Le haricot et le soja 25 % respectivement.

Tableau 41. : Valeur énergétique des aliments.

Calories par 100 Grammes.

Manioc (cossettes)	355
Autres féculents *	117
Riz décortiqué	363
Maïs	353
Légumes(feuille de manioc)	102
Huile de palme	875
Légumineuses **	420
Poisson frais	85
Viande (bovine)	237
Volaille	146
Gibier	150
Insectes ***	308

Sources : - Degroote, V.A., Tables de composition  
Alimentaire pour la R.D.C., ONRD, Kinshasa,  
1970.

-F.A.O. - U.S. Dept of Health, Food composi-  
tio Table for use in Africa, 1968.

-FAO, Zaïre 2.200 calories.

\* Banane plantain et patate douce.

\* \* Haricot, soja et arachide.

\* \* \* Chenilles, termites, coléoptères.

IV.2.1.1.2. AUTRES FORMES DE BESOINS Y COMPRIS LES SEMENCES ET LES PERTES.

Il sera particulièrement question de la part réservée à l'alimentation du bétail, aux semences et de celle destinée aux industries.

Les pertes et les besoins pour l'alimentation animale et les semences sont estimés de la façon suivante (en % des besoins alimentaires de l'Equateur) (1) :

Tableau 42 : Manioc. Autres féculents. Riz. Maïs. Légumes. Légumineuses(a)

b) Semences	-	-	5	5	-	5-10
c) Pertes	8 - 15	8 - 10	7-10	6-10	10-20	10 - 20 (b)
a) Alimentation Animale.	1	1	-	2	-	-
<b>Total :</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>20 (a)</b>

(a) Arachide 10 %, haricot 5 %, soja 5 % inclus. (b) Estimation est basée sur la perte minimum.

Sur base de ces informations, on peut dresser le tableau qui donne les besoins pour l'alimentation animale et les semences ainsi que les pertes :

Tableau 43 : Besoins pour l'alimentation du bétail, les semences et les pertes 1985 - 1990 (en milliers de tonnes).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990.
Manioc tubercule	110	112	115	118	120	123
Manioc cossettes	28	28	29	29	30	31
Banane plantain	3	4	4	4	4	4
Patate douce	3	4	4	4	4	4
Riz décortiqué	12	12	13	13	13	13
Riz paddy	20	20	21	22	22	22
Maïs frain	6	7	7	7	7	7
Légumes	9	9	9	9	10	10
Arachide	4	4	4	4	4	4
Haricot	2	2	2	2	2	2
Soja	2	2	2	2	2	2

(1) DADR, Programme de Production de principales denrées alimentaires au Zaïre. (1980 -1985). Kinshasa. Décembre 1979

Pour ce qui est des besoins des industries, la seule grande industrie qui utilise les produits vivriers comme matières premières est la BRALIMA-MBANDAKA. Ses besoins en maïs sont de l'ordre de 2.000 tonnes lorsque la production est maximale. COMINGEM qui utilisait autrefois l'arachide a cessé de le faire suite à certaines difficultés. Toutefois il en sera tenu compte dès que la situation deviendra normale.

Après avoir évalué cette partie des besoins destinés à la consommation interne de la région, il sera maintenant question d'estimer les quantités destinées à la ville de Kinshasa.

#### IV.2.1.2. PRODUCTIONS DESTINEES A KINSHASA.

La part de la production agricole destinée à l'approvisionnement de Kinshasa est estimée en fonction des besoins-mêmes de cette ville. Etant donné que l'objectif poursuivi est l'autosuffisance alimentaire, il est supposé que les besoins de la ville de Kinshasa seront entièrement couverts par la production nationale. Dans cet optique, la Région de l'Equateur est appelée à fournir à la ville de Kinshasa pour 1985 les proportions suivantes de ses besoins alimentaires :

- Riz	: 45 - 50 %
- Autres féculents *	: 15 - 20 %
- Poisson	: 20 - 30 %
- Gibier	: 5 - 10 %
- Maïs	: 25 - 30 %.

\* Banane plantain, patate douce etc...

Les projections de production agricole destinées à Kinshasa pour les années 1985 - 1990 sont basées sur un taux d'accroissement annuel de 8,5 % correspondant au taux d'accroissement démographique observé pendant la période entre 1970 et 1981. Ces projections sont donc consignées dans le tableau ci-après :

Tableau 44 : Quantités de produits agricoles destinés à Kinshasa, 1985 - 1990 (en tonnes). (1)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Banane Plantain	1.400	1.500	1.600	1.700	1.800	2.000
Patate douce	1.400	1.500	1.600	1.700	1.800	2.000
Riz décortiqué	39.500	42.800	46.400	50.300	54.600	59.000
Poisson frais	79.800	86.600	94.000	102.000	110.700	120.100
Gibier et autres	2.600	2.800	3.000	3.200	3.500	3.800
Maïs grain.	16.200	17.500	19.100	20.700	22.400	24.300

Actuellement les besoins de la ville de Kinshasa en riz sont couverts à concurrence de 30 pour cent par la région de l'Equateur. Toutefois l'Equateur fournit jusqu'à 50 pour cent des quantités de riz zaïrois consommées à Kinshasa (1), (2).

Quant au maïs, BIRD - AID (3) a estimé que pour la période 1968 - 1970, 28 pour cent du ravitaillement total de Kinshasa produit au Zaïre provenaient de l'Equateur. La conférence quadripartite des Gouverneurs de Région de Bandundu, du Bas-Zaïre, de l'Equateur et de la ville de Kinshasa tenue à Kenge du 16 au 18 Avril 1982 a de son côté proposé que le ravitaillement de Kinshasa en maïs soit assuré par les régions de l'Equateur et de Bandundu (4).

#### IV.2.1.3. Production agricole industrielle et d'exportation.

En ce qui concerne la production industrielle et d'exportation, il a été jugé plus opportun d'utiliser comme base les objectifs de production du Plan de Relance Agricole 1982 - 1984 sauf pour le palmier à huile où 70 pour cent seulement des objectifs dévolus à l'Equateur ont été considérés. Ceci pour rectifier une erreur qui a attribué aux PLZ-Equateur et CCP-Equateur l'entièreté de la production de ces deux sociétés alors qu'elles opèrent également dans d'autres régions du pays.

Les taux d'accroissement annuel proposés pour la période 1985-90 sont les suivants :

Cacao	:	5 %
Café	:	5 %
Tabac	:	15 %
Caoutchouc	:	5 %
Coton	:	10 %
Palmier à huile	:	5 %.

- 
- (1) DADR, Commercialisation du Paddy et du Riz au Zaïre, Projet O70, Octobre 1981.
  - (2) BIRD-AID, Etude du Secteur Agricole de la République du Zaïre, Volume II, 13 Décembre 1971.
  - (3) BIRD-AID, op cit, page 15.
  - (4) Rapport de la Conférence Quadripartite des Gouverneurs de Région, de Bandundu, du Bas-Zaïre, de l'Equateur et de la Ville de Kinshasa tenue à Kenge du 16 au 18 Avril 1982.

Sur base de ces taux et en considérant les objectifs de production pour 1984 du Plan de Relance Agricole 1982 - 1984, à l'exception du palmier à huile où 70 pour cent seulement sont retenus, le tableau donnant les objectifs de la production agricole industrielle et d'exportation pour la période 1985 - 1990 peut être dressé.

Tableau 45 : Objectifs de la production agricole industrielle et d'exportation, 1985 - 1990 (en tonnes). \*

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Coton-graine	7.200	7.900	8.700	9.600	10.600	11.700
Palmier à huile (régimes)	469.400	492.900	517.500	543.400	570.600	599.100
Cacao(fèves sèches)	5.500	5.800	6.100	6.400	6.700	7.000
Café vert marchand.	26.700	28.000	29.400	30.900	32.400	34.000
Tabac(feuilles sèches)	1.100	1.300	1.500	1.700	2.000	2.300
Hévée(caoutchouc sec)	23.100	24.200	25.400	26.700	28.000	29.400

\* basés sur les objectifs de production pour 1984 du Plan de Relance Agricole 1982 - 1984 sauf pour le palmier à huile où 70 % seulement sont retenus pour des raisons exposées dans le texte.

Il est à noter que ces objectifs ont été fixés de façon plus ou moins arbitraire en considérant les tendances passées. Il va donc de soi qu'ils ne tiennent pas compte de programmes d'extension du secteur privé. Des rectifications seront donc faites au moment opportun.

#### IV.2.1.4. OBJECTIFS GLOBAUX DE PRODUCTION.

Après avoir ainsi évalué les besoins alimentaires de la Région, la part destinée aux semences, à l'alimentation du bétail et à la Ville de Kinshasa, aux industries locales ainsi que les pertes, après avoir proposé les objectifs de production des cultures industrielles, il est à présent possible de déterminer les objectifs globaux de production pour la Région de l'Equateur pendant la période 1985 - 1990. Ceci est fait dans le tableau suivant :

Tableau 46 : Objectifs globaux de production 1985 - 1990  
(en milliers de tonnes).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<u>a- Produits alimentaires.</u>						
Manioc-racine	1.334	1.363	1.393	1.424	1.455	1.487
Banane plantain	42	45	46	47	48	49
Patate douce	42	45	46	47	48	49
Riz décortiqué	152	158	164	170	177	183
Maïs-grain	87	90	95	99	103	108
Légumes	96	98	100	102	105	107
Arachide	22	22	23	23	24	24
Haricot	11	11	11	12	12	12
Soja	11	11	11	12	12	12
Poisson frais	456	471	486	503	521	539
Viande de boeuf	5	5	5	5	5	6
Volaille	3	3	3	3	3	3
Insectes	4	4	4	4	4	4
Gibier et autres.	33	34	35	36	37	38

Tableau 47 (suite) : Objectifs globaux de production  
(en milliers de tonnes).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<b>b- Produits industriels.</b>						
<b>Coton-graine</b>						
encadrement Coton-Zaïre.	7	8	9	10	11	12
<b>Palmier à huile (régimes)</b>						
Sociétés.	299	315	331	347	365	383
Paysans	170	178	187	196	206	216
<b>Total</b>	<b>469</b>	<b>493</b>	<b>518</b>	<b>543</b>	<b>571</b>	<b>599</b>
<b>Cacao</b>						
Sociétés.	5	5	5	5	6	6
Paysans.	1	1	1	1	1	1
<b>Total.</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Café marchand.</b>						
Sociétés.	3	3	3	4	4	5
Paysans.	24	25	26	27	28	29
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>34</b>
<b>Caoutchouc sec.</b>						
Sociétés.	23	24	25	27	28	29
Paysans.	-	-	-	-	-	-
<b>Total.</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>29</b>
<b>Tabac sec.</b>						
<b>encadrement</b>						
TABAZAIRE.	1	1	1	2	2	2
Paysans.	1	1	1	2	2	2
<b>Total.</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

#### IV.2.2. MOYENS A METTRE EN OEUVRE.

L'affectation des moyens à mettre en oeuvre doit se baser sur le principe selon lequel le facteur de production le plus rare doit être employé avec le plus de parcimonie et de la manière la plus efficiente. Le facteur capital étant le facteur limitant, il devra donc être utilisé avec beaucoup de circonspection. L'accent devra, dans la mesure du possible, être mis sur les éléments travail et sol. L'adjonction de l'élément capital au sol et au travail rendra ceux-ci plus productifs.

En se basant sur les caractéristiques de l'agriculture traditionnelle dans la Région, il a été possible d'estimer les superficies et les quantités de semences nécessaires pour satisfaire les besoins globaux de la Région en principaux produits agricoles. Les résultats ainsi obtenus sont résumés dans le tableau ag . Etant donné qu'on espère une amélioration des rendements à l'hectare, ceux retenus ici sont supérieurs aux rendements observés actuellement.

##### IV.2.2.1. TERRES, EAUX ET FORETS.

Les (scandalouses) ressources naturelles de la Région de l'Equateur, ses sols fertiles, ses forêts denses et ses rivières poissonneuses demeurent les premiers garant de tout processus de développement de la Région.

En effet, la fertilité et la diversité des sols de cette région, à partir des savanes du Nord jusqu'à la grande forêt équatoriale du Sud sont telles qu'on peut y pratiquer toute une gamme de cultures. Si les savanes peuvent s'apprêter à l'élevage, à l'arachide et aux cultures céréalières, la forêt équatoriale s'accommode mieux des cultures pérennes - café, cacao et palmier principalement.

Cette immense forêt avec ses multiples essences recherchées de part le monde peut faire l'objet d'une exploitation rationnelle. Pour permettre l'extension des exploitations sans danger pour la pérennité de la forêt, il est indispensable que la réglementation prescrive des règles ayant pour but de prévenir la dégradation de la forêt et l'érosion du sol.

Une autre richesse non négligeante de la forêt équatoriale demeure le gibier. Ceci contribue de façon significative et quantitative dans l'amélioration des niveaux alimentaires des populations.

Enfin, le fleuve Zaïre et ses nombreux affluents sont parmi les biefs les plus poissonneux du pays. A ce titre, ils peuvent faire l'objet d'une exploitation intensive et donc beaucoup plus rationnelle.

#### IV.2.2.2. LES RESSOURCES HUMAINES.

Avant d'être des consommateurs, les trois millions d'habitants de l'Equateur sont des millions des bras qui doivent servir à l'effort de développement de la Région.

Pour les utiliser efficacement dans le programme agricole, il faut les encadrer et les incorporer dans un plan avec des objectifs précis, simples et acceptés de tous. Comme il sera vu, le capital humain et les ressources naturelles doivent constituer la clef de voûte de développement agricole.

#### IV.2.2.3. LES RESSOURCES FINANCIERES.

Le principe qui doit être suivi est celui de compter avant tout sur ses propres ressources. Ainsi, il ne sera pas question dans le cadre de ce programme de recourir abondamment aux facteurs importés.

La réalisation des objectifs de production devra se baser sur l'augmentation du rendement à l'hectare par l'introduction des semences améliorées et le respect du calendrier des travaux culturaux et sur l'augmentation des emblavures. Il ne sera pas question de recourir aux engrais. Si les moyens financiers le permettent, on pourra à la rigueur importer les produits phytosanitaires et des petites machines agricoles indispensables.

Les capitaux serviront donc principalement à la mise sur pied de l'infrastructure technique de base et à l'équipement des paysans qui devront disposer ne fût-ce que d'un matériel aratoire de bonne qualité. Dans un premier temps, on se contentera de fournir le petit outillage aux paysans, de doter les centres de production et de multiplication des semences, des moyens financiers suffisants, d'améliorer les circuits de commercialisation et les voies d'évacuation des produits agricoles. Plus tard, on songera à l'érection des infrastructures et la création des banques agricoles.

La production des semences et la vulgarisation des techniques agricoles devront être confiées aux services spécialisés de l'agriculture et du Développement Rural et aux projets comme le PNR, le CDI-Bwamanda, l'INERA... Une aide conséquente devra donc leur être accordée. Les quantités nécessaires de boutures, plants, semences et du temps de travail/ha/culture sont estimées dans le tableau 49.

L'exploitation forestière nécessitera des capitaux beaucoup plus importants. Ceux-ci peuvent provenir de l'extérieur si une bonne politique forestière intégrée dans un plan de développement de la Région était mise au point. Les exploitants forestiers peuvent avoir un rôle déterminant dans l'aménagement et l'entretien des routes et autres infrastructures, ports et ponts notamment. Avant que l'exploitation forestière ne se développe, il faudra donner des moyens nécessaires à l'Office des routes pour les routes d'intérêt général et aux collectivités ou sociétés privées pour les voies de dessertes.

Les sociétés privées peuvent également jouer un rôle déterminant dans l'apport en capitaux. Il suffit d'instaurer un climat serein de confiance pour que ces entreprises investissent.

Tableau 48 : Objectifs proposés de production paysanne (en 1000 tonnes), superficies nécessaires(en milliers d'hectares) et besoins en semences, boutures ou plants, 1985 - 1990.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<u>A. Cultures vivrières.</u>						
<u>Manioc-tubercules</u>						
Objectifs de production	1.334	1.363	1.393	1.424	1.455	1.487
Rendement attendu(T/ha)	12	12	12	12	12	12
Superficie(1000 hectares)	111	114	116	119	121	124
Quantité de boutures (1000 mètres).	333.000	342.000	348.000	357.000	363.000	372.000
<u>Banane plantain.</u>						
Objectifs de production	42	45	46	47	48	49
Rendement attendu(T/ha)	15	15	15	15	15	15
Superficie(1000 hectares)	3	3	3	3	3	3
Nombre de plants(en milliers).	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000
<u>Patate douce.</u>						
Objectifs de production	42	45	46	47	48	49
Rendement attendu(T/ha)	10	10	10	10	10	10
Superficie(1000 hectares)	4	4	5	5	5	5
Nombre de boutures (en milliers)	120.000	120.000	150.000	150.000	150.000	150.000
<u>Riz paddy.</u>						
Objectifs de production	152	158	164	170	177	183
Rendement attendu(T/ha)	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
Superficie(1000 hectares)	127	132	137	142	148	152
Quantité de semences (en millions de tonnes).	9	9	10	10	10	11

Tableau : (suite).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<u>Maïs-grain.</u>						
Objectifs de production	87	90	95	99	103	108
Rendement attendu(T/ha)	1,500	1,500	1,500	1,500	1,500	1,500
Superficie(1000 hectares)	58	60	63	66	69	72
Quantité de semences(1000 T)	2	2	2	2	2	2
<u>Arachide.</u>						
Objectifs de production	22	22	23	23	24	24
Rendement attendu(T/ha)	1	1	1	1	1	1
Superficie(1000 hectares)	22	22	23	23	24	24
Quantité de semences(1000 T)	1	1	1	1	1	1
<u>Haricot.</u>						
Objectifs de production	11	11	11	12	12	12
Rendement attendu(T/ha)	1	1	1	1	1	1
Superficie(1000 hectares)	11	11	11	12	12	12
Quantité de semences(1000 T)	1	1	1	1	1	1
<u>Soja.</u>						
Objectifs de production	11	11	11	12	12	12
Rendement attendu(T/ha)	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800
Superficie(1000 hectares)	14	14	14	15	15	15
Quantité de semences(1000 T)	0,700	0,700	0,700	0,800	0,800	0,800
<u>B.Cultures industrielles *</u>						
<u>Coton-graine.</u>						
Objectifs de production	7	8	9	10	11	12
Rendement attendu(T/ha)	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800	0,800
Superficie(1000 hectares)	9	10	11	12	14	15
Quantité de semences(1000 T)	0,300	0,300	0,300	0,400	0,400	0,400

Tableau : (suite).

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<u>Palmier à huile(régimes)</u>						
Objectifs de production	170	178	187	196	206	216
Rendement attendu(T/ha)	7	7	7	7	7	7
Superficie(1000 hectares)	24	25	27	28	29	31
Nombre de graines(1000 T)	7	8	8	8	9	9
<u>Cacao ( fèves sèches)</u>						
Objectifs de production	1	1	1	1	1	1
Rendement attendu(T/ha)	0,500	0,500	0,500	0,500	0,500	0,500
Superficie(1000 hectares)	2	2	2	2	2	2
Nombre de cabosses (1000 unités).	100	100	100	100	100	100
<u>Café (marchand).</u>						
Objectifs de production	24	25	26	27	28	29
Rendement attendu(T/ha)	0,600	0,600	0,600	0,600	0,600	0,600
Superficie(1000 hectares)	40	42	43	45	47	48
Nombre de plantules (1000 unités).	52.000	54.600	55.900	58.500	61.100	62.400
<u>Tabac (feuilles sèches).</u>						
Objectifs de production	1	1	1	2	2	2
Rendement attendu(T/ha)	0,500	0,500	0,500	0,500	0,500	0,500
Superficie(1000 hectares)	2	2	2	4	4	4
Nombre de plantules (1000 unités).	40.000	40.000	40.000	80.000	80.000	80.000

\* Les besoins considérés ici sont ceux devant être couverts par la production paysanne. C'est ce qui explique l'omission de l'hévéa qui est notablement une culture de grandes sociétés.

Tableau 49 : Estimation des quantités nécessaires  
de Boutures, Plants et Semences et  
du temps de travail/ha.

Spéculation (culture)	Matériel Végétal.	Quantité et Unité.	Nombre Homme/jour.	Observation.
Manioc	boutures	3.000 mètres	200	
Maïs	semences	30 Kg	130	
Patate douce	boutures	30.000 unités	355 )	après défrichage
Banane Plantain	plants	625 - 1000	380 )	
Riz paddy	semences	50 - 70 Kg	225	
Arachide	semences	60 Kg graines ou 100 Kg coques.	150 - 200	défrichage y compris.
Haricot	semences	30 - 80 Kg	120 - 410	
Soja	semences	20 - 50 Kg	120	
* Caoutchouc	plants	650	277	
* Palmier	( graines	300		
	( plants	145	284	
Coton	semences	30 Kg	178	
* Cacao	( cabosses	30		
	( plants	1.000 - 1.600	371	
* Café	( graines	0,5 Kg		
	( plants	1.000-1.300-1.600	358	
Tabac	plants	16 à 20.000.		

\* Le temps de travail pour les cultures pérennes concerne l'établissement d'un ha (défrichage, plantation), il ne comprend pas le travail d'exploitation.

IV.2.3. ORIENTATIONS DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
DE LA REGION DE L'EQUATEUR.

---

La Région de l'Equateur dispose de potentialités énormes, outre la satisfaction des besoins alimentaires de sa population, l'Equateur peut approvisionner partiellement d'autres régions du pays notamment la ville de Kinshasa (voir le rapport général des travaux de la conférence quadripartite des Gouverneurs de Région de Bandundu, du Bas-Zaïre, de l'Equateur et de la Ville de Kinshasa tenue à Kengé du 16 au 18 Avril 1982).

Dans cette esquisse de ce que sera le Plan de Développement Agricole de l'Equateur, trois Régions de Développement Agricole (REDEAGRI) sont identifiées et retenues selon la nécessité particulière de la région :

IV.2.3.1. Région de Développement Agricole E.1. (REDEAGRI E.1.)

Cette région de développement agricole comprend les zones administratives suivantes :

- Zone Bosobolo	13277 Km <sup>2</sup>	106.502 habitants.
- Zone Mobayi-Mbongo et	10069 Km <sup>2</sup>	) 69.844 -
- Zone Gbadolite	492 Km <sup>2</sup>	
- Zone Libenge	12833 Km <sup>2</sup>	143.644 -
- Zone Kungu	12849 Km <sup>2</sup>	184.143 -
- Zone Budjala	13434 Km <sup>2</sup>	196.598 -
- Zone Businga	17411 Km <sup>2</sup>	199.769 -
- Zone Gemena (Pole)	11488 Km <sup>2</sup>	496.859 -
8 Zones	<hr/> 91851 Km <sup>2</sup>	<hr/> 1.397.359 habitants.

Cette région peut couvrir donc une superficie maximum de 91.851 Km<sup>2</sup> pour une population de 1.397.359 habitants ce qui représente 41,57 % de la population totale de la région de l'Equateur.

Le choix de cette région pour le développement agricole repose sur les considérations principales suivantes :

- la densité de sa population (15,2 Habitants/Km<sup>2</sup>)
- une terre relativement fertile et favorable pour les cultures céréalières et l'élevage,
- le réseau routier le plus développé de la région ,
- une infrastructure industrielle, commerciale et bancaire active répondant aux nécessités du développement agricole,
- une infrastructure de recherche indispensable aux cultures vivrières et industrielles,
- une bonne tradition agricole dans toutes zones,
- une vaste étendue de savane exploitable pour l'agriculture.

Enfin, la présence du C.D.I. Bwamanda qui peut jouer un rôle actif dans le développement agricole.

En général, le potentiel agricole de cette région de développement agricole est immense. A l'exception de l'hévéa et dans une certaine mesure du palmier à huile, (1) les conditions climatiques de cette région se prêtent bien aux cultures vivrières ainsi qu'à la culture du café et du cacao.

Les terres les plus favorables aux cultures vivrières sont celles situées à la lisière de la forêt. Ces zones réunissent en effet des conditions éco-climatiques particulièrement favorables au maïs, à l'arachide et au manioc. Ceci suite à l'existence des sols fertiles et à l'alternance de saisons sèches et de saisons de pluie bien définies. Le soja est en train de gagner du terrain grâce aux actions souples du CDI-Bwamanda: Le développement de cette culture est prioritaire. La banane plantain et la patate douce y trouvent également un terrain favorable.

En ce qui concerne les cultures industrielles, il faudra ajouter le coton et le tabac qui sont des activités presque exclusives du Nord. Pour ce qui est de coton, Coton Zaïre qui a actuellement le monopole de cette culture dans l'Ubanguï doit étudier des mesures plus appropriées.

---

(1) Les Zones favorables au palmier sont : le Sud-Est de Libenge, Le Sud de Gemena et les zones de Kungu et de Budjala dans leur presque totalité. Des possibilités importantes y existent.

pour la production en adoptant le système actuel basé encore sur l'imposition. Une amélioration de la production cotonnière doit être recommandée dans cette région.

L'élevage du gros bétail doit également faire l'objet d'une attention plus marquée. Il permettra de valoriser les vastes savanes qui jonchent l'Ubangui et qui ne sont pas toujours indiquées pour les cultures.

L'élevage du petit bétail et la basse-cour pourra être développer éventuellement par l'utilisation extensive des sous-produits agricoles céréaliers qui seront rendus disponibles par un développement intensif des cultures vivrières dans la région.

Cette région de développement agricole a aussi un autre grand avantage. Elle est nourvue d'un vaste réseau routier et d'un système de rivières (Ubangui et Mongala). Les principaux axes routiers sont: l'axe Yakoma-Gbadolite-Gemena-Kungu jusqu'au port de Donge sur l'Ubangi. Ces axes routiers et rivières permettront de faciliter l'évacuation des produits agricoles de la REDEAGRI E.1. vers les centres de grande consommation.

#### IV.2.3.2. REGION DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE E.2 (REDEAGRI E.2)

Cette région correspond à la sous-région administrative de la Mongala. D'une superficie de 58.141 Km<sup>2</sup> cette région comptait en 1981 une population évaluée à plus de 629.918 habitants représentant plus ou moins 18 % de la population totale de la région de l'Equateur :

<u>Zone</u>	<u>Superficie</u>	<u>Population.</u>
Lisala (Pôle)	14.730 Km <sup>2</sup>	178.288
Bumba	15.498 Km <sup>2</sup>	330.605
Dongandanga	27.910 Km <sup>2</sup>	121.025
Total 3 zones	58.141 Km <sup>2</sup>	629.918 habitants.

Etant situées sur le fleuve Zaïre, cette région jouit d'un degré d'intégration économique élevé avec Bumba, principal carrefour routier, ferroviaire, fluvial et aérien, comme métropole urbaine, rôle qu'il partage avec Lisala, le chef lieu de la sous-région et noyau central pour le développement de la région (REDEAGR E.2).

Cette situation privilégiée est le principal facteur du choix de cette sous-région comme un pôle de développement agricole notamment le développement rizicole (voir les études de production et de commercialisation de riz à l'Equateur, Bureau d'Analyse Agro-Economique, Département de l'Agriculture, Octobre 1981 et " An Economic Analysis of Rice Production, Bumba zone, Equateur Region, Zaïre" de Citizen AFIFI, Bureau d'Analyse Agro-Economique, Département d'Agriculture, 1981).

L'intensification de la riziculture exige une redynamisation de la station du Programme National Riz (PNR) de Bumba-Loeka. Celle-ci pourra collaborer avec l'I.S.E.A.-Mondongo dans ses activités de recherche.

Un programme d'extension de la production rizicole est souhaitable pour augmenter les quantités destinées à l'approvisionnement de Kinshasa en riz dont le volume transféré annuellement peut atteindre à 40 à 60 % de la production de cette zone (voir page 85, Commercialisation du Paddy et du riz au Zaïre, Division d'Etudes et de Planification, Octobre 1981).

Les autres cultures vivrières à encourager sont le manioc, aliment de base de la population, la patate douce, la banane, l'arachide et le maïs pourront aussi être développées dans les collectivités.

En ce qui concerne les cultures pérennes à développer, le palmier (74 % production d'huile de palme de la région de l'Equateur), le café, l'hévéa et le cacao devront aussi être intensifiés dans les zones de cette région de développement agricole.

De plus, le secteur privé est appelé à jouer dans le développement dans la région (REDFAGRE E.2). Parmi les sociétés privées, on peut compter PLZ et SOZ, pour la culture du palmier et de l'hévéa; SCTBE-ZAIRE pour la riziculture, et le C.D.I. pour le projet de développement intégré etc...

Enfin, l'évacuation des produits agricoles sera assurée par l'ensemble du réseau routier qui s'articule sur les axes principaux (a) Bumba-Yakoma, (b) Bumba-Akoti, (c) Bumba-Lisala-Bongandanga et les ports Lisala et Bumba. Le fleuve Zaïre constitue, bien entendu, la voie d'écoulement la plus indiquée vers les marchés extérieurs, notamment Kinshasa.

#### IV.3.3.3. REGION DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE E.3. (REDEAGRI E.3)

Cette région comprend la plus grande part des deux régions administratives du Sud : la Tshuapa et l'Equateur auxquelles on peut ajouter la Ville de Mbandaka. Sa population a été évaluée en 1981 à 872.366 habitants soit 29 % de la population totale :

<u>Zone</u>	<u>Superficie</u>	<u>Habitants.</u>
Bikoro	13.842 Km <sup>2</sup>	123.340 Habitants.
Ingende	17.328 Km <sup>2</sup>	80.829
Boende	19.718 Km <sup>2</sup>	133.742
Bokungu	18.996 Km <sup>2</sup>	105.306
Ikela	22.567 Km <sup>2</sup>	128.619
Befale	16.797 Km <sup>2</sup>	63.465
Bolomba	24.598 Km <sup>2</sup>	90.233
Basankusu	21.234 Km <sup>2</sup>	92.923
Ville de Mbandaka et alentours	460 Km <sup>2</sup>	153.909
7 zones et le chef lieu.	156.545 Km <sup>2</sup>	872.366 habitants.

Situé en pleine cuvette, cette région devrait voir ses priorités tournées vers l'intensification des cultures industrielles et l'exploitation forestière. La culture de café devra être renforcée dans les zones de Bikoro, Bolomba, Basankusu, Bokungu, Ikela et Ingende. Il y a également lieu de mettre l'accent sur la réhabilitation ou la création de petites huileries. La culture du cacao qui est déjà relativement bien implantée dans les zones de Bikoro et Bolomba devrait également être développée dans les autres zones. Il en sera de même de la culture de l'hévéa dans le centre et l'Est de cette région de développement. Il faut noter que cette région aurait à pourvoir 80 % de la production nationale du cacao et 27 % de la production nationale du café.

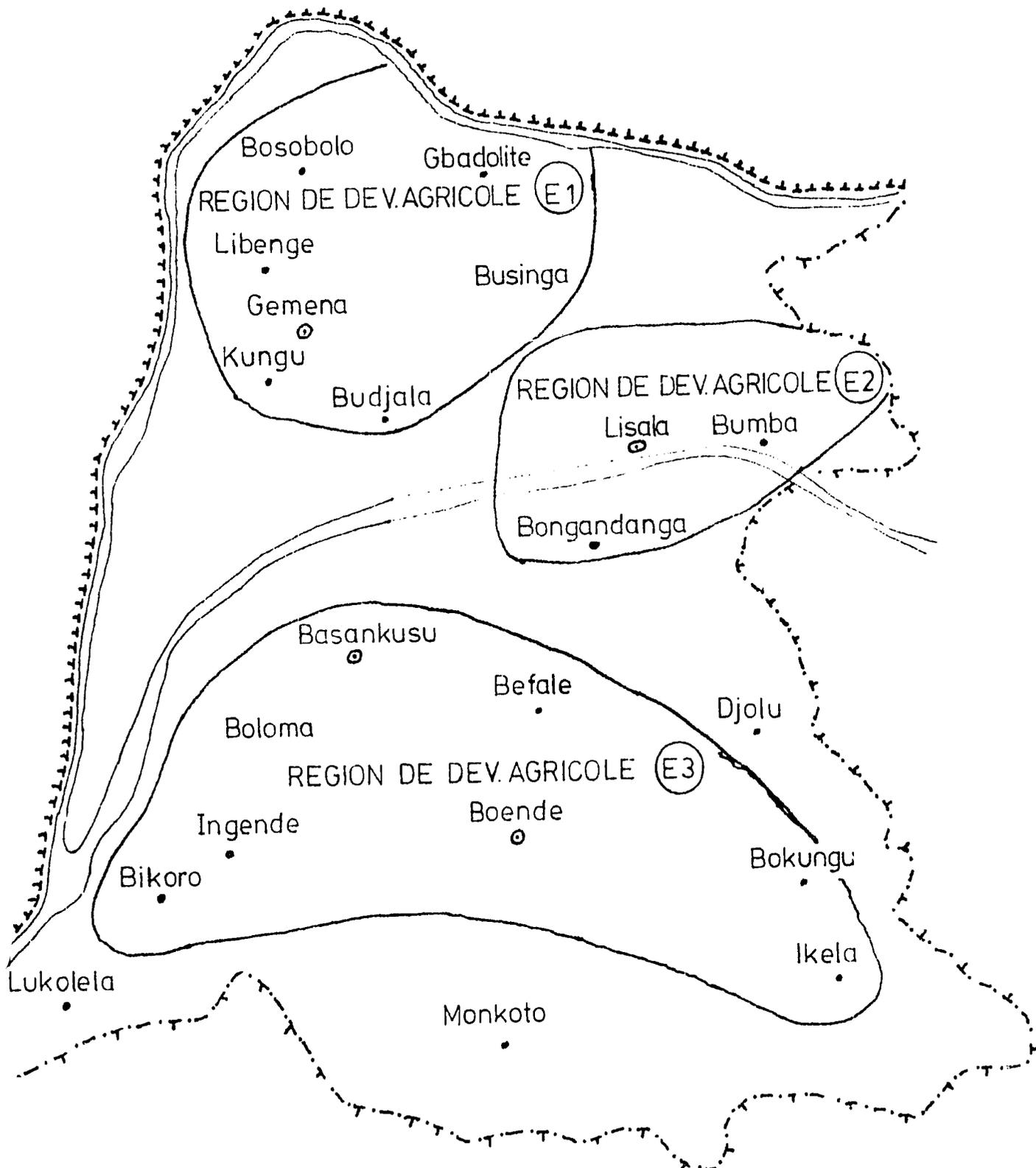
L'exploitation forestière est relativement développée dans cette région. Ceci est surtout dû à la proximité de Kinshasa et à la présence à Mbandaka de quelques scieries industrielles. Le développement de l'exploitation forestière devra s'appuyer sur les initiatives en cours. Le programme de développement de l'industrie forestière devra être pris en charge par les compagnies privées et contrôlé par un comité de développement régional.

La pêche sur le fleuve Zaïre et ses affluents devra être rationalisée pour répondre aux nombreux besoins de la population de la région et de celle de Kinshasa.

En ce qui concerne des cultures vivrières, les spéculations à intensifier sont le riz avec un appui scientifique de la station Programme National Riz de Mbandaka, le manioc, la banane et les légumes, qui constituent la base alimentaire des populations de la région.

Quant aux principales voies d'évacuation, elles comprennent, outre le fleuve Zaïre, les rivières Lulonga, Mzinga, Tshuapa et Louela et les grands axes routiers Mbandaka-Boundou-Bokungu-Ikola qui sont aussi tenus en compte dans la considération du choix de cette troisième région pour le développement de l'Agriculture à l'Equateur.

# Perspectives des Régions de Développement Agricole



Source : Bureau de Planification Agricole, D.A., 1987.

## SYNTHESE ET CONCLUSIONS.

---

Baignée par le fleuve Zaïre et traversée par l'Equateur, la Région de l'Equateur jouit dans sa partie méridionale du climat équatorial. C'est le domaine de la vaste forêt ombrophile sempervirente. Cette zone est prolongée par une région de savane au climat tropical avec une petite saison sèche.

L'Equateur comptait en 1980 une population de plus de 3 millions qui se répartissent entre deux grandes ethnies : les Mongo et les Bangala. Les Mongo habitent le Sud et sont plutôt des pêcheurs et des chasseurs. Les Bangala, peuplant le Nord, sont de grands travailleurs qui s'adonnent aussi bien aux travaux de champs qu'à la pêche. Un troisième groupe, moins important celui-là, est constitué des pygnées. Ceux-ci se retrouvent surtout dans la cuvette centrale. Braves travailleurs, ils ont le défaut d'être instables et de travailler rarement pour eux-mêmes.

Quoiqu'agricole par excellence, l'Equateur rencontre beaucoup de problèmes pour le développement de son agriculture. Le manque d'une bonne structure de crédit, la pénurie presque endémique des principaux intrants, le mauvais état des routes et l'insuffisance des moyens de transport, l'instabilité de la main-d'oeuvre et la qualité des encadreurs sont parmi les facteurs qui freinent l'effort de développement agricole dans cette partie du pays.

Tout programme de développement de l'agriculture devra envisager les mesures nécessaires pour améliorer les infrastructures essentielles à la production qui sont les actions principales suivantes :

- créer une banque agricole qui aurait des agences jusqu'au niveau des sous-régions;
- encourager les sociétés privées et les confessions religieuses qui contribuent à l'encadrement des paysans et intéresser les autres dans cette même voie;

- amener les unités agro-industrielles à relever le niveau des salaires ;
- remplacer les vieux cadres fatigués de l'agriculture par des jeunes, pleins de vitalité et dotés d'un bon bagage scientifique et les munir des moyens suffisants ;
- améliorer l'état des routes et les circuits de commercialisation aussi bien pour les produits agricoles que les biens manufacturés de première nécessité ;
- renforcer les recherches agronomiques et les services de vulgarisation ;
- établir un système d'information pour une meilleure communication aux paysans qui a pour rôle de motiver la masse paysanne dans le processus de développement.

Le développement du secteur agricole suppose l'amélioration des conditions dans les autres secteurs. Tous les problèmes qui pourraient constituer un goulot d'étranglement doivent être résolus. Il s'agit des problèmes énergétiques, de santé et de l'éducation. Les relations avec les services de la territoriale concernés par le développement agricole doivent être harmonisés. Des sanctions doivent être prises à l'endroit de tout fonctionnaire qui entraverait la bonne marche des activités des services agricoles. Pour permettre aux agents de l'agriculture de remplir avec brio leur rôle d'encadreur, des moyens de transport, les indemnités de bourse et les frais d'itinérances doivent être envisagés dans les budgets régionaux.

A côté des activités agricoles proprement dites, un accent particulier devra être mis sur la pêche, la chasse, la foresterie et l'élevage. La pêche et la chasse constituent les sources principales de protéines animales. A ce titre, elles doivent être l'objet d'une exploitation judicieuse. La foresterie pourra devenir, une fois intensifiée, une source non négligeable des devises. Les possibilités de créer une industrie de pâte à papier pourraient être étudiées. Cette industrie revalorisera les produits forestiers encore largement inutilisés. Le développement de l'élevage du gros bétail pourra, lui, revaloriser les vastes savanes du Nord, tandis que l'élevage de petits bétail et la basse-cour pourra maximiser l'utilisation des sous-produits agricoles.

Enfin, en vue d'exploiter au mieux les ressources locales, les zones à haut potentiel naturel, peuvent faire l'objet d'une intensification. Dans cet optique, trois régions prioritaires de développement agricole ont été proposées. Ces régions sont les suivantes :

- a) la région de développement agricole (REDEAGRI) E.1. La plupart des sous-régions du Nord et du Sud-Ubangi. Les spéculations qui doivent être intensifiées sont les cultures vivrières et oléagineuses, le coton, le tabac et le café.
- b) la région de développement Agricole (REDEAGRI) E.2, qui correspond à l'actuelle sous-région Mongala. Les cultures à intensifier sont le riz, la banane plantain, la patate douce et le palmier à huile.
- c) la région de développement Agricole (REDEAGRI) E.3.  
La région de développement Agricole comprend la plupart des sous-régions de l'Equateur et de la Tshuapa y compris la ville de Mbandaka. Les deux domaines d'intensification sont les cultures pérennes et l'exploitation forestière.

Dans la mesure du possible, il ne faut pas dépendre beaucoup des engrais chimiques à cause de manque des devises. La réalisation des objectifs de production sera basée tout d'abord sur l'augmentation des emblavures et sur celle des rendements grâce à l'utilisation des semences améliorées, les travaux soigneux et au respect du calendrier des travaux agricoles.

La commercialisation des produits agricoles et la politique des prix peuvent jouer le rôle dans la région de développement agricole. On doit donc penser à améliorer la voie fluviale pour accélérer les évacuations aux centres de consommation et le stockage pour révaloriser le ravitaillement des denrées alimentaires est nécessaire. Dans ce sens, une coopération étroite entre les autorités régionales et les opérateurs économiques disposant de moyens importants de stockage et de transformation, minoteries, rizeries, brasseries, etc...

La motivation des cultivateurs est aussi un facteur indispensable dans le processus de développement agricole. Les programmes de développement agricole ne pourraient pas être bien succès s'ils sont dépourvus du support encourageant la participation volontaire de la masse paysanne ainsi que le concours chaleureux du Gouvernement. Il est donc souhaité vivement que le Conseil Exécutif accorde une attention particulière à cette mobilisation de la masse rurale.

8

L

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE.

	<u>Page.</u>
- Tableau 50 : Production Agricole de l'Equateur de 1970 - 1978.	174
- Tableau 51 : Superficie cultivée de l'Equateur pendant la période de 1970 - 1978.	175
- Tableau 52 : Rendement de la production Agricole de l'Equateur de 1970 - 1978.	176
- Tableau 53 : Production des principales cultures vivrières de l'Equateur en 1981.	177
- Tableau 54 : Superficies emblavées des principales cultures vivrières de l'Equateur en 1981.	178
- Tableau 55 : Production des principales cultures industrielles de l'Equateur en 1981.	179
- Tableau 56 : Cultures industrielles : les superficies des planteurs traditionnels de la Région de l'Equateur.	180
- Tableau 57 : Les Exploitations Agricoles de 10 à 399 ha : Distribution par zone et par culture à l'Equateur.	181
- Tableau 58 : Exploitations Agricoles de 10 à 399 ha : Répartition des superficies (en ha) et Estimation de la Main-d'oeuvre à l'Equateur.	182
- Tableau 59 : Les grandes exploitations modernes : Distribution par zone et par culture (Nombre d'exploitations agricoles de plus de 400 ha) de la Région de l'Equateur.	183
- Tableau 60 : Les grandes Exploitations modernes : Répartition des superficies et Estimation de la Main-d'oeuvre (en ha) de l'Equateur.	184
- Tableau 61 : Tableau Synoptique - Campagne cotonnière pendant la période de 1980 - 1981, de l'Equateur.	185
- Tableau 62 : Tableau Synoptique - Campagne Cotonnière pendant la période de 1980 - 1981 (suite).	186
- Tableau 63 : Office Zaïrois du Café : Acheteurs agréés pour la campagne caféière 1982 - 1983.	187
- Tableau 64 : Production, Besoins annuels et Exédents ,1980	191

## REGION DE L'EQUATEUR

Tableau 50 : PRODUCTION AGRICOLE  
(1000 tonnes)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<b>CEREALES</b>									
Maïs	60,1	65,0	68,2	63,6	72,5	75,1	74,7	79,0	78,4
Paddy	28,1	27,6	31,2	34,1	33,4	34,4	38,0	37,4	35,9
<b>RACINES ET TUBERCULES</b>									
Manioc	1024	1040	1056	1108	1130	1185	1182	1214	1122
Patate et Igname	41,7	43,1	45,2	44,9	47,4	48,4	49,3	50,1	51,2
Taro	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9	0,9	1,1	1,2	1,2
Pomme de Terre	1,2	1,3	1,3	1,5	1,8	1,4	1,3	1,8	1,7
Autres	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3	3,4	3,4	3,8	3,8
<b>LECUMINEUSES</b>									
Haricot et Pois	7,5	7,5	8,3	8,3	8,9	8,4	9,5	8,6	9,2
Voandzou	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>LEGUMES</b>									
Feuilles de manioc	27	28	28,5	29,3	30,9	31,4	31,9	32,8	33,6
Tomate	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4
Poivron Piment	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9	1,0
<b>OLEAGINEUX</b>									
Arachide	26,1	26,7	27,6	30,7	31,1	31,7	32,2	34,9	36,0
Courge, graines	2,4	2,1	2,6	2,5	2,5	2,6	2,9	2,7	2,8
Sésame	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4
Palmier à Huile	731	697	648	601	565	553	538	534	535
<b>FRUITS</b>									
Banane plantain	322	342	342	355	357	369	377	381	388
Banane douce	57	57,5	57,5	57,5	60,2	60,4	61,6	62,1	63,0
Ananas	27	28	32	30	15,2	16,9	17,2	17,1	17,2
Agrumes									
Papaye	19,1	19,3	19,6	19,8	20,9	22,1	20,7	20,3	21,5
Manque	9,4	9,8	9,8	9,6	10,0	10,5	11,4	11,5	11,7
Safou	2,2	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,7
Avot	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,4
Autres	2,2	2,2	2,3	2,3	2,7	2,1	2,3	2,4	2,7
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>									
Canne à sucre	39,3	40,9	44,3	49,	54,4	57,3	54,3	55,6	57,9
<b>PLANTES STIMULANTES</b>									
Café	18,4	19,7	21,6	21,2	20,2	22,2	21,9	23,0	23,8
Cacao	4,3	4,4	4,5	4,1	3,6	3,7	3,8	3,8	3,6
Tabac	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>PLANTES TEXTILES</b>									
Coton	11,2	9,5	9,9	10,4	9,1	8,7	7,5	8,6	8,1
<b>PLANTES A COUTCHOU</b>									
Hévéa	25,5	24,9	24,9	22,8	21,1	29,1	21,2	20,2	20,3

Source : Annuaire des Statistiques Agricoles 1970 - 1978.

REGION DE L'EQUATEUR

Tableau 51 : SUPERFICIE CULTIVEE  
(1000 ha)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<b>CEREALES</b>									
Maïs	85,8	87,9	89,9	92,0	95,4	99,2	102,4	105,4	109,1
Paddy	36,5	35,4	40,	41,6	41,8	43,9	45,2	46,8	47,2
<b>RACINES ET TUBERCULES</b>									
Manioc	154	157,7	162,3	166,9	171,3	174,7	177,6	181,0	186,4
Patate et Igname	8,2	8,4	8,5	8,8	9,1	9,3	9,5	9,7	10,0
Taro	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pomme de terre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Autres	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>LEGUMINEUSES</b>									
Haricot et Pois	14,5	14,9	14,8	15,3	15,7	15,8	16,1	16,3	16,4
Voandzou	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
<b>LEGUMES</b>									
Tomate	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Poivron Piment	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
<b>OLEAGINEUX</b>									
Arachide	40,2	41,7	42,5	43,3	44,4	46,6	48,0	49,1	50,8
Graines de courge	5,3	5,5	5,4	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9
Sésame									
Soja	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8
Palmier à huile	101,4	96,8	92,8	87,0	82,7	81,1	78,4	78,	77,2
<b>FRUITS</b>									
Banane plantain	64,4	66,3	69,9	71,	71,9	73,3	74,8	76,2	73,5
Banane douce	15	15	15	15,1	15,4	15,8	16,0	16,3	16,9
Ananas	1,2	1,2	1,2	1,3	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Agrumes	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
Papaye	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3
Mangue	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Safou	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Avocat	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>									
Canne à sucre	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6
<b>PLANTES STIMULANTES</b>									
Café	49,5	51,6	51,4	53,0	53,3	53,6	54,8	56,0	58,9
Cacao	14,4	14,2	14,1	13,8	13,2	13,5	13,6	13,5	13,7
Tabac	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8
<b>PLANTES TEXTILES</b>									
Coton	34,6	32,9	31,8	33,5	32,6	29,3	27,8	26,	24,
<b>PLANTES A COUTCHOU</b>									
Hôvéa	41,3	47,9	47,8	47,5	47,1	45,9	44,1	42,0	4,

Source : Annuaire des Statistiques Agricoles 1970 - 1978.

REGION DE L'EQUATEUR

Tableau 52 : RENDEMENT (T/HA)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<b>CEREALES</b>									
Maïs	0,70	0,74	0,76	0,69	0,76	0,76	0,73	0,75	0,72
Paddy	0,77	0,72	0,78	0,82	0,82	0,78	0,84	0,80	0,76
<b>RACINES ET TUBERCULES</b>									
Manioc	6,64	6,62	6,51	6,67	6,60	6,80	6,40	6,70	6,56
Patate et Igname	5,69	5,14	5,32	5,10	5,21	5,20	5,24	5,16	5,12
Taro	5,61	5,75	5,82	5,44	5,86	5,66	5,76	5,81	6,00
Pomme de Terre	4,00	4,30	4,40	4,40	4,41	4,63	4,48	4,41	4,33
Autres	5,60	6,10	6,20	6,60	6,60	6,80	6,80	7,60	7,60
<b>LEGUMINEUSES</b>									
Haricot et Pois	0,52	0,52	0,53	0,53	0,52	0,57	0,62	0,55	0,59
Voandzou	0,64	0,59	0,65	0,61	0,61	0,70	0,63	0,65	0,60
<b>LEGUMES</b>									
Feuilles de Manioc	184	184	188	200	190	190	175	190	200
Tomate	5,00	5,00	5,50	5,58	5,97	6,36	6,51	6,36	6,30
Poivron, Piment	3,00	3,20	3,20	3,30	3,22	3,51	3,17	3,01	3,67
Autres	5,70	5,30	5,20	5,30	5,40	5,30	5,09	5,00	5,09
<b>OLEAGINEUX</b>									
Arachide	0,65	0,64	0,65	0,71	0,70	0,68	0,67	0,71	0,71
Courge	0,46	0,39	0,48	0,44	0,43	0,45	0,51	0,46	0,47
Sésame	0,42	0,43	0,42	0,43	0,46	0,42	0,39	0,46	0,50
Soja	0,80	0,81	0,82	0,81	0,81	0,75	0,76	0,67	0,86
Palmier à Huile	7,21	7,20	6,98	6,91	6,83	6,83	6,86	6,84	6,93
<b>FRUITS</b>									
Banane plantain	4,80	4,80	4,90	4,90	4,91	5,04	5,04	5,00	4,95
Banane douce	3,84	3,80	3,90	3,80	3,91	3,82	3,85	3,81	3,73
Ananas	22,80	24,10	25,80	23,60	25,40	24,10	24,60	24,50	24,50
Agrumes	16,20	15,60	16,80	16,60	16,30	15,20	15,70	16,30	16,40
Papaye	17,60	17,20	16,70	16,60	17,10	18,40	17,20	17,70	16,50
Mangue	16,80	16,30	15,80	15,20	15,60	15,00	16,30	16,40	16,70
Safou	5,90	5,90	5,90	5,90	5,90	6,20	6,20	6,00	6,10
Avocat	7,00	7,00	7,00	7,00	7,10	6,80	6,90	6,60	7,00
Autres	7,10	7,00	7,28	7,33	7,00	6,90	7,60	7,65	6,00
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>									
Canne à sucre	33,1	34,1	34,6	35,00	37,80	38,20	36,20	37,10	36,60
<b>PLANTES STIMULANTES</b>									
Café	0,37	0,39	0,42	0,40	0,38	0,41	0,40	0,41	0,40
Cacao	0,30	0,31	0,32	0,30	0,27	0,27	0,28	0,28	0,27
Tabac	0,43	0,45	0,48	0,44	0,47	0,50	0,47	0,52	0,50
<b>PLANTES TEXTILES</b>									
Coton	0,32	0,29	0,31	0,31	0,28	0,30	0,27	0,33	0,33
<b>PLANTES A COUTCHOUC</b>									
Hévéa	0,54	0,52	0,52	0,48	0,45	0,42	0,48	0,48	0,49

Source : Annuaire des Statistiques Agricoles 1970 - 1978.

Tableau 53: Production des principales cultures vivrières en 1981

(en tonnes)

Source : Division Régionale de l'Agriculture, Mbandaka, Equateur.

Zone	Manioc Racines	Paddy Riz	Maïs	Arachide	Banane	Soja	Potatoes douces	Ignames	Courge
BENDE	33.200	4	1.751	1.570	2.724	-	-	-	-
BEFALE	10.770	11	694	-	2.342	-	-	-	-
DIELEU	105.090	4.608	3.545	-	10.329	-	-	29.853	710
DIELELA	139.190	5.667	8.351	-	330	-	-	-	-
BOZUNGU	91.532	2.596	2.893	22	5.226	-	-	-	-
MONKOTO	10.501	142	351	-	887	-	-	-	-
TCHUAPA	390.585	13.028	17.585	1.600	19.838	-	-	29.853	710
DIELELA	159.705	3.062	4.782	59	939	-	-	3.300	11.040
EMBA	463.980	32.581	8.026	1.740	55.045	-	-	5.595	-
BONGANDANGA	71.762	2.100	1.870	79	728	-	-	11.105	20
MONGALA	695.452	37.749	14.678	1.878	50.712	-	-	20.300	11.060
BASANKUISU	57.132	4	2.419	45	12.276	-	-	-	-
BEKORO	140.480	456	4.509	623	10.481	-	7.185	-	-
BOUMBA	154.623	7.866	5.110	-	13.347	-	-	-	-
BOUMONGO	21.641	402	1.753	2	3.534	-	-	-	-
ENCENDE	34.852	-	2.113	-	454	-	627	-	-
KANZA	7.960	-	900	-	870	-	-	-	-
KOLELA	29.895	4.800	810	170	345	-	-	-	-
EQUATEUR	445.713	13.528	17.614	846	41.363	-	7.812	-	-
LESINCA	224.267	4.260	20.945	18.117	81.207	-	-	-	-
GBADOLITE	42.992	960	2.107	1.149	12.079	-	-	-	-
YAKOMA	46.050	4.033	3.353	2.682	9.740	-	-	-	-
LESOBOLO	88.444	1.142	5.544	4.021	3.176	-	-	-	1.300
NORD-UBANGI	401.753	10.385	31.945	25.969	106.202	-	-	-	1.300
IBENGE	169.081	188	10.404	2.422	145.545	294	-	-	-
IBONJALA	144.630	2.210	4.172	1.407	-	-	-	-	-
KUNGU	69.422	2.248	8.895	7.128	35.029	5.346	-	-	-
LOMBANA	178.447	25.064	31.933	33.290	131.350	1.769	-	-	-
SUD-UBANGI	251.580	29.710	55.405	44.317	311.924	4.409	-	-	-
WANGO	7.200	-	323	491	-	-	-	-	-
WILU	5.085	19	541	2	587	-	-	-	-
S/R. UR. DE ZONGO	12.285	19	868	492	187	-	-	-	-
MBANDAKA	3.103	12	246	2	523	-	-	11	-
MANGATA	3.460	87	94	-	51	-	-	-	-
S/R. UR. MBANDAKA	6.623	100	338	2	541	-	-	11	-
TOTAL REGION	(1) 2513989	104.519	188.310	75.110	537.171	7.409	7.812	49.364	13.364
	(2) 1283000	41.350	34.350	38.125	412.400	-	N/A	N/A	-
	(3) 125.000	48.000	80.000	40.000	105.000	7.000	1.000	30.000	30.000

Sources : (1)- Division Régionale de l'Agriculture, Mbandaka, Equateur  
 (2)- Plan de Relance agricole  
 (3)- Estimation du Bureau de Planification

Tableau 54 : Superficies emblavées des principales cultures vivrières en 1981 ( en ha)

Zone	Manioc	Riz	Maïs	Arachide	Banane	Soja	Patates douces	Ignames	Courge
OMBE	2.820	-	6.875	2	-	-	-	-	-
EFALE	1.072	-	991	-	-	-	-	-	-
JU	10.509	5.121	5.064	-	2.582	-	-	-	-
KALA	13.919	5.567	8.351	-	-	-	-	-	-
OKUNGU	7.419	2.768	4.000	-	-	-	-	-	-
ONKOTO	1.097	303	439	-	220	-	-	-	-
SILAPA	36.941	13.759	25.720	2	2.802	-	-	-	-
TSALA	10.647	4.374	9.565	119	313	-	-	3.300	168
MA	23.199	27.151	10.033	4.479	11	-	-	5.595	-
DI MANDANGA	1.784	3.009	2.338	159	242	-	-	-	41
ONGALA	38.630	34.534	21.936	3.757	566	-	-	8.895	409
WANKUSU	3.677	5	2.772	56	2.472	-	-	-	-
KORO	4.720	304	3.868	1.401	1.813	-	-	-	-
DIOMBA	16.383	-	7.240	-	10.766	-	-	-	-
DIANGO	2.115	-	2.115	3	889	-	-	-	-
DIENDE	3.924	-	3.923	-	152	-	-	-	-
DIKANZA	706	-	120	50	510	-	-	-	-
DIKELA	1.495	-	810	221	128	-	-	-	-
DIKTEUR	32.020	309	20.848	1.731	16.790	-	-	-	-
DIKINGA	41.480	6.085	27.900	21.419	40.572	-	-	-	-
DIKOLITE	7.227	2.149	3.931	1.433	4.036	-	-	-	-
DIKOMA	13.167	6.865	6.865	6.865	4.524	-	-	-	-
DIKOBOLLO	19.529	1.615	7.921	5.744	2.219	-	-	-	6.186
DIKUBANGI	81.403	16.714	45.716	35.401	51.351	-	-	-	6.586
DIKIBENGE	22.504	269	14.130	4.530	17.691	368	-	-	-
DIKIMALA	9.646	3.157	5.960	2.827	-	-	-	-	-
DIKIMBI	6.942	2.645	8.896	7.128	2.959	3.564	-	-	-
DIKIMENA	21.537	11.685	38.569	24.124	30.796	1.769	-	-	-
DIKIBANGI	60.729	17.756	67.555	38.509	51.446	5.701	-	-	-
DIKINGO	480	-	467	62	-	-	-	-	-
DIKIMBI	509	24	601	3	98	-	-	-	-
DIKIZONGO	989	24	1.068	65	98	-	-	-	-
DIKANDAKA	288	13	288	3	843	-	-	20	-
DIKIMATA	346	7	118	-	175	-	-	-	-
DIKIMBANDAKA	634	20	404	3	1.018	-	-	20	-
REGION	251.346	83.116	183.247	79.628	124.971	5.701	-	8.915	6.995

Source : Division générale de l'Agriculture - Equateur - Mbandaka.

REGION DE L'EQUATEUR (1981)

Tableau 55 : Production des principales cultures industrielles en 1981 ( en tonnes)  
- Secteur Industriel -

Zone	Café	Hévéa	Palmeier (huile)	Palmistes	Cacao	Jolof	Tabac
BONDE	3.176	402	456	-	08	-	-
BONDALE	2.040	102	1.402	-	133	-	-
DJOLI	6.140	263	178	-	6	-	-
KELA	4.518	2.924	24	-	-	-	-
BONKONGU	1.140	1.089	1.267	-	-	-	-
MANKOTO	1.552	-	185	-	27	-	-
ESUADA	18.572	4.780	-	-	234	-	-
BONKALA	5.071	1.420	39.148	-	172	-	-
BONBABA	2.331	1.330	14.842	4.015	1.257	-	-
BONLANDANGA	1.936	-	10.361	-	5	-	-
BONKALA	9.936	2.750	64.351	4.015	1.428	-	-
BONKANKUSHI	3.380	77	5.382	5.489	65	-	-
BONKORO	1.602	981	42	-	980	-	-
BONKOLMBA	7.130	311	940	-	40	-	-
BONKONDO	112	-	730	-	39	-	-
BONKONDE	1.325	100	4.779	1.288	1	-	-
BONKONZA	9	-	-	-	-	-	-
BONKOLELA	287	-	1.168	-	932	-	-
BONKONTEUR	13.744	1.419	13.041	6.777	2.057	-	-
BONKONGA	9.019	635	45	-	212	244	7
BONKADOLITE	425	-	277	-	-	400	-
BONKAMA	672	-	-	-	3	90	103
BONKONBOLO	200	-	-	-	-	1.395	495
BONKORD-UBANGI	10.310	635	322	-	215	2.042	605
BONKONGE	4.071	-	717	-	884	525	60
BONKONJALA	5.003	1.000	1.112	-	863	1.089	-
BONKONKONGU	9.352	85	2.796	-	218	383	-
BONKONENA	19.344	-	925	-	250	1.827	-
BONKONKORD-UBANGI	38.370	1.586	5.550	-	2.221	3.824	60
BONKONKORO	1	-	1	-	-	-	-
BONKONZOLI	12	-	5	-	-	-	-
BONKONURBAINE ZONGO	13	-	6	-	1	-	-
BONKONBANDAKA	12	-	-	-	-	-	-
BONKONKANGATA	3	-	-	-	-	-	-
BONKONURBAINE MBANDAKA	15	-	-	-	-	-	-
TOTAL REGION (1)	90.908	11.170	86.782	10.792	6.156	5.866	665
(2)	22.000	18.915	545.900		4.808	3.364	620

Source : (1) Services régionaux de l'Agriculture.  
(2) Plan de Relance Agricole.

Tableau 56 : Cultures industrielles : Les superficies des planteurs traditionnels (en ha.)

Zone	Café	Hévéa	Palmier	Cacao	Coton	Tabac
BOENDE	2.520	-	-	-	-	-
BEFALE	1.741	54	285	37	-	-
DJOLI	5.496	1.266	401	-	-	-
IKELA	7.220	9.877	-	-	-	-
BOKINGU	9.853	577	157	-	-	-
MONKOTO	307	-	170	-	-	-
TSHUAPA	26.137	11.774	1.013	37	-	-
LISALA	1.441	-	645	52,4	-	-
BUMBA	2.673	2.555	12.454	912,9	-	-
BONGANDANGA	1.410	240	3108	50	-	-
MONGALA	5.524	2.795	12.8347	3.970,3	-	-
BASANKUSU	3.139	81	6.666,9	211	-	-
BITKORO	2.505	2.456	42,5	1.670,5	-	-
BOLOMBA	6.000	1.037	625,5	266,0	-	-
BOMONGO	140	-	-	117,5	-	-
TNGENDE	1.070	100	4.415,1	31,8	-	-
MAKANZA	-	-	12,6	-	-	-
LUKOLELA	321	-	803,7	2.413,2	-	-
EQUATEUR	13.775	3.574	12.566,8	4.170,7	-	-
BUSINGA	9.708	1.065	258	386	4.498	-
GBADOLITE	1.484	-	917	-	1.462	18,0
YAKOMA	856	-	24	10	404	-
BOSOBOLO	590	-	-	-	6.579	213,8
NORD-UBANGI	12.638	1.065	1.199	396	12.943	231,8
LITBENGE	6.806	1.860	1.448	1.136	3.594,8	37,4
BUDJALA	8.829	5.218	2.233	973	3.230,0	-
KUNGU	9.755	2.440	5.601	3.369	2.960,9	-
GEMENA	16.121	71	1.855	729	8.003,3	-
SUD-UBANGI	41.511	9.589	20.419	4.207	11.189,2	31,4
WANGO	26	13	-	-	-	-
NZILU	14	8	-	3	-	-
S/R URBAINE ZONGO	40	21	21	3	-	-
MBANDAKA	10	-	4,8	-	-	-
WANGATA	34	-	2,6	3	-	-
S /R URBAINE MBANDAKA	44	-	7,4	-	-	-
TOTAL EQUATEUR	99.669	28.918				

Source : Division Régionale de l'Agriculture, 1982

REGION DE L'EQUATEUR ( 1961 )

Tableau 57 : Les Exploitations Agricoles de 10 à 399 ha : Distribution par zone et par culture

Zone	Café	Hévéa	Palmier	Cacao	Total
BOENDE	36	3	-	-	39
BEFALE	17	2	2	3	24
DJOLU	12	4	1	1	18
EKELA	23	5	1	-	29
BOKUNGU	7	1	3	-	11
MONKOTO	7	-	2	2	11
TSHUAPA	102	15	9	6	132
LISALA	19	5	4	4	32
BUMBA	21	1	5	2	29
BONGANDANGA	15	2	5	1	23
MONGALA	55	8	14	7	84
BASANKUSU	14	1	10	4	29
BIKORO	24	-	-	2	26
BOLOMBA	39	3	-	-	42
BOMONGO	1	-	3	-	4
INGENDE	21	1	4	2	28
MAKANZA	-	-	-	-	-
LUKOLELA	3	-	-	4	7
EQUATEUR	102	5	17	12	136
MBANDAKA	-	-	-	-	-
WANGATA	-	-	-	-	-
MBANDAKA	-	-	-	-	-
BUSUNGA	16	2	1	4	23
GBADOLITE	3	-	3	-	6
YAKOMA	13	-	1	-	14
BOSOBOLD	1	-	-	-	1
NORD-UBANGI	33	2	5	4	44
LIBENGE	5	4	3	2	14
BUDJALA	15	-	3	8	26
KINGUI	21	1	9	11	42
GEMENA	12	1	-	2	15
SUD-UBANGI	53	6	15	23	97
ZONGO	3	-	2	1	6
<b>TOTAL EQUATEUR</b>	<b>348</b>	<b>36</b>	<b>62</b>	<b>53</b>	<b>499</b>

Source : Service Régional de l'Agriculture.

REGION DE L'EQUATEUR (1961)

Tableau 58 : Exploitations Agricoles de 10 à 399 ha : Répartition des superficies (en ha) et Estimation de La Main-d'oeuvre

Province	Café	Hévéa	Palmier	Cacao	Superficie totale	Estimation Main-d'oeuvre
BOENDE	1.575	269	-	-	1.844	2.944
BEFALE	954	200	446	245	1.845	2.952
DJOLU	1.441	435	283	64	2.223	3.557
IKELA	1.922	1.140	100	-	3.162	5.059
OKUNGU	491	32	371	-	894	1.430
ONKOTO	674	-	362	339	1.375	2.040
TSHUAPA	7.057	2.016	1.562	648	11.248	17.982
ESALA	722	690	225	434	2.041	3.266
BUMBA	751	62	257	147	1.213	1.941
ONGANDANGA	1.053	150	330	39	1.572	2.519
ONGALA	2.526	902	812	586	4.826	7.722
ASANKUSU	877	35	618	125	1.655	2.648
IKORO	1.684	-	-	68	1.752	2.863
BOLOMBA	1.494	163	-	130	1.787	2.859
BOMONGO	40	-	200	-	240	384
NGENDE	1.083	100	167	60	1.410	2.250
MAKANZA	-	-	-	-	-	-
LUKOLELA	248	-	-	260	508	762
EQUATEUR	5.426	298	985	643	7.352	11.712
MBANDAKA	-	-	-	-	-	-
ANGATA	-	-	-	-	-	-
MBANDAKA	-	-	-	-	-	-
ISINGA	1.879	275	23	347	2.524	4.038
BADOLITE	34	-	286	-	320	512
YAKOMA	488	-	20	-	508	814
OSOBIO	50	-	-	-	50	80
NORD-UBANGI	2.451	275	320	347	3.402	5.474
IBENGE	696	446	570	59	1.771	2.834
ADJALA	2.413	-	234	1.112	3.759	6.014
KUNGU	1.236	180	470	475	2.361	3.777
EMENA	949	18	-	308	1.275	2.040
SUD-UBANGI	5.294	644	1.274	1.954	9.166	14.664
ZONGO	78	-	120	37	235	376
TOTAL EQUATEUR	22.832	4.195	5.082	4.215	36.324	57.920

Source : Estimations faites par les membres de l'équipe spéciale régionale sur la base des données recueillies au service de l'Agriculture et sur le terrain.

REGION DE L'EQUATEUR (1983)

Tableau 59 : Les grandes exploitations modernes : Distribution par zone et par culture (Nombre d'exploitations agricoles de plus de 400 ha)

Z o n e	Café	Hévéa	Palmier	Cacao	Total
BOENDE	-	4	1	1	6
BEFALE	-	-	1	-	1
DJOLI	3	3	3	-	9
IKELA	-	9	-	-	9
BOKUNGU	-	3	1	-	4
MONKOTO	-	-	1	-	1
TSHUAPA	3	19	7	1	30
LISALA	2	5	2	1	10
BUMBA	-	1	2	4	7
RONGANDANGA	2	-	1	-	3
MONGALA	2	6	5	5	18
BASANKUSU	-	-	4	-	4
BUKORO	-	1	-	-	1
BOLOMBA	-	2	-	-	2
BOMONGO	-	-	-	-	-
INGENDE	-	-	1	-	1
MAKANZA	-	-	-	-	-
LUKOLELA	-	-	-	1	1
EQUATEUR	-	3	5	1	9
MBANDAKA	-	-	-	-	-
WANGATA	-	-	1	-	1
MBANDAKA	-	-	1	-	1
BUSINGA	-	1	-	-	1
GBADOLITE	-	-	1	-	1
YAKOMA	-	-	-	-	-
BOSOBOLO	-	-	-	-	-
NORD-UBANGI	-	1	1	-	2
LIBENGE	-	1	1	-	2
BUDJALA	-	1	3	2	6
KUNGU	2	1	3	1	7
GEMENA	2	-	-	-	2
SUD-UBANGI	4	3	7	3	17
ZONGO	-	-	-	-	-
TOTAL EQUATEUR	9	32	26	10	77

source : Services régionaux de l'agriculture

REGION DE L'EQUATEUR

Tableau 60: Les grandes Exploitations Modernes : Répartition des superficies et Estimation Main-d'oeuvre ( en ha)

Zone	Café	Hévéa	Cacao	Palmier	Superficie totale	Estimation Main d'oeuvre
BOENDE	-	3.906	400	2.126	6.432	3.428
BEFALE	-	-	-	1.470	1.470	764
DJOLI	1.552 *	3.873	-	2.594	8.019	4.274
IKEIA	-	5.451	-	-	5.451	2.905
BOKUNGU	-	4.019	-	1.734	3.753	3.066
MONKOTO	-	-	-	459	459	245
TSHUAPA	1.552	17.249	400	8.383	27.584	14.502
L ISALA	1.215	5.006	1.289	10.374	17.884	9.532
BUMBA	-	2.477	4.111	9.317	15.905	8.477
BONGANDANGA	-	-	-	13.673	13.673	3.171
MONGALA	1.215	7.483	5.400	33.364	47.462	21.181
BASANKUSU	-	-	-	5.370	5.370	2.862
BIKORO	-	2.184	-	-	2.184	1.164
BOLOMBA	-	850	-	-	850	453
BOMONGO	-	-	-	-	-	-
INGENDE	-	-	-	3.416	3.416	1.426
LUKOLELA	-	-	2.184	-	2.184	1.164
EQUATEUR	-	3.034	2.184	8.786	14.004	7.069
MBANDAKA	-	-	-	-	-	-
WANGATA	-	-	-	616	616	328
MBANDAKA	-	-	-	616	616	328
BUSINGA	-	846	-	-	846	450
Gbadolite	-	-	-	650	650	346
YAKOMA	-	-	-	-	-	-
BOSOBOLO	-	-	-	-	-	-
NORD-UBANGI	-	846	-	650	1.496	796
LIBENGE	-	1.881	-	1.300	3.181	1.695
BUDJALA	-	4.000	2.331	1.676	8.007	4.267
KUNGU	2.999	725	1.354	4.167	9.245	4.227
EMENA	1.364	-	-	-	1.364	727
SUD-UBANGI	4.363	6.606	3.685	7.143	21.797	11.616
ZONGO	-	-	-	-	-	-
TOTAL EQUATEUR	7.130	35.218	11.669	58.942	112.959	55.492

NOTE : Il n'y a plus d'exploitation moderne de café de plus 400 hectares dans les zones citées Djoli, Isala, Kungu et Gemena.

Source : Division Régional de l'Agriculture, Mbandaka, Equateur, 1982.

TABLEAU SYNOPTIQUE - CAMPAGNE 1980-1981

P R O D U C T I O N 1980/81							P R O D U C T I O N		
1ère Q.	2ème Q.	TOTAL	PLANT.	Ha	PRES.	RDT	79/80	78/79	77/78
72.093	37.120	109.213	36	105	1.815	60	67	55	
63.805	33.489	97.294	22	92	2.492	39	12	36	
12.111	3.195	45.306	19	87	1.390	32	9	17	
178.009	73.804	251.813	28	96	5.697	44	88	106	157
470.392	25.094	495.486	56	223	7.421	65	366	229	
49.057	10.193	59.250	13	59	2.974	19	30	43	
103.715	30.713	134.427	26	99	2.812	47	211	165	
132.064	2.341	134.405	21	106	3.634	36	56	48	
355.226	67.862	823.088	33	141	16.941	48	653	485	650
30.658	322	30.980	9	52	1.145	27	5	25	
146.532	4.988	151.521	48	136	2.722	55	66	165	
12.931	653	15.614	7	29	853	18	3	23	
192.422	5.993	198.415	23	89	4.730	41	74	212	70
76.236	20	76.236	34	120	1.594	47	19	29	
14.406	1.623	16.029	41	208	531	30	7	2	
332.702	14.058	346.760	79	244	4.267	81	254	185	
11.132	20	11.152	9	50	773	14	-	1	
4.058	-	4.058	-	-	199	20	-	-	
438.534	15.721	454.255	56	196	7.364	61	350	217	328
1.565.891	163.380	1.727.276	34	133	34.732	49	1095	1.022	1.107
45.697	39.151	84.848	46	167	1.559	54	102	34	
1.399	4.867	16.266	14	85	555	29	23	4	
87.025	44.018	101.114	34	145	2.114	47	125	38	85
2.163	1.160	4.323	4	31	382	11	7	7	
1.782	196	1.978	5	25	108	18	-	1	
7.935	1.890	9.825	26	92	200	49	15	14	
12.895	3.246	16.126	9	49	640	23	22	22	64
23.205	9.601	32.807	30	151	952	34	26	24	
116.093	12.005	158.099	33	179	4.041	39	40	27	
39.222	22.936	62.158	19	39	2.508	21	35	25	
169.532	74.243	243.775	22	32	7.501	32	101	80	159
312.432	34.897	347.289	72	186	3.566	99	386	643	
580.708	42.628	623.334	73	174	6.192	100	305	707	
44.734	10.320	55.054	17	47	3.363	16	48	35	
927.874	87.813	1.015.687	62	155	12.061	78	1239	1.390	1.444
1.177.382	209.520	1.386.902	43	137	23.366	59	1487	1.530	1.752
								1	29
2.741.273	372.709	3.113.973	37	135	58.098	53	2582	2.553	2.870

REGIONS PROVINCES ACTIVITES	NOMBRE		SUPERFICIE		DATE		SEMIS FIN	GRAINES DISTRIB. (TONNES)
	H.R.C.	PLANT.	TOTAL	MOYEN	DEBUT			
<b>UBANGI</b>								
Age N.	3648	2997	1038	34	15/6	29/7	47	
Age C.	6651	4489	1047	25	15/6	31/8	58	
Age S.	6686	2269	518	32	15/6	04/8	33	
<b>Age</b>	16995	8750	2603	29	-	-	138	
<b>Age</b>	15106	8764	2219	25	01/7	20/8	117	
<b>Age</b>	9956	4235	1000	23	10/6	30/8	35	
<b>Age</b>	9234	5053	1353	26	16/6	20/6	83	
<b>Age</b>	13137	6389	1260	19	04/7	30/8	61	
<b>Age</b>	49463	24441	5832	23	-	-	296	
<b>Age</b>	6752	3790	598	18	17/7	29/8	26	
<b>Age</b>	3599	3145	1109	35	01/7	31/8	55	
<b>Age</b>	5949	2146	521	24	16/7	26/8	11	
<b>Age</b>	16299	8541	2223	26	-	-	96	
<b>Age</b>	5890	2189	631	28	01/7	30/8	23	
<b>Age</b>	1727	387	77	19	02/7	25/8	6	
<b>Age</b>	5792	4360	1417	32	09/7	25/8	104	
<b>Age</b>	3341	1174	188	16	11/7	27/8	7	
<b>Age</b>	5639	-	-	-	-	-	5	
<b>Age</b>	22353	8116	2313	28	-	-	147	
<b>UBANGI</b>	105.146	49.842	12.971	25	-	-	677	
<b>UBANGI</b>								
<b>Banza</b>	3005	1825	500	27	15/6	10/8	40	
<b>Age-Bongo</b>	3653	1098	190	17	10/6	25/8	20	
<b>Age-Lite</b>	6658	2923	690	23	-	-	60	
<b>Age</b>	4296	1032	139	13	02/7	31/8	20	
<b>Age</b>	3844	343	78	22	15/7	30/8	18	
<b>Age</b>	5076	375	106	28	10/7	28/8	20	
<b>Age</b>	13.816	1.750	323	18	-	-	58	
<b>Age</b>	7739	1243	217	17	15/6	15/8	22	
<b>Age</b>	10351	4790	882	18	01/6	30/8	63	
<b>Age</b>	7562	5030	1365	27	01/6	30/8	60	
<b>Age</b>	25.592	11.063	2.462	22	-	-	147	
<b>Age</b>	3205	4822	1859	38	19/6	26/8	115	
<b>Age</b>	7141	8479	3503	42	15/6	30/8	233	
<b>Age</b>	6905	3124	1157	37	15/6	29/8	52	
<b>Age</b>	17.251	16.425	6.579	40	-	-	400	
<b>UBANGI</b>	63.347	32.101	10.060	31	-	-	667	
<b>GENERAL</b>	168.463	82.003	23.031	28	-	-	1.340	

Source : COPOM - YATRE

Tableau 63      OFFICE ZATROIS DU CAFE

-----

Acheteurs agrées pour la campagne caféière 1982-1983

A. Nord-Equateur

- |                                  |                             |
|----------------------------------|-----------------------------|
| 1. Office zairois du café        | 32. Ets. A Petit Pas        |
| 2. 2. A.C. Mongala               | 33. Ets Nzomba              |
| 3. A.D. Nunes                    | 34. Ets Sathoe Fils         |
| 4. Air Marin                     | 35. Ets. Yuza               |
| 5. Alonge Banza                  | 36. Ets. Shami              |
| 6. Amaza                         | 37. Ets. Yeke-Yeke          |
| 7. Angalia Polo                  | 38. Ets. Yanga Fils         |
| 8. Baloley                       | 39. Ets. Sebene             |
| 9. Bagaza Kayolo                 | 40. Ets. Tinza Bakala       |
| 10. Maison Africaine de commerce | 41. Ets. Nyatalela          |
| 11. Bambala                      | 42. Ets. Bofuki Boweya      |
| 12. Bila Dia Mambu               | 43. Ets. Zebedu Fils        |
| 13. Bonande Gere                 | 44. Ets. Mitex & Fils       |
| 14. Bonato Momi                  | 45. Ets. Mondonge & Mangala |
| 15. Bononge Ndatama              | 46. Ets. Songo Dibebele     |
| 16. Bongongo Moyo                | 47. Ets. Kanda Etizago      |
| 17. Bumba Monga Moustafa         | 48. Ets. J.P.J.             |
| 18. Cipam                        | 49. Ets. Yabwana            |
| 19. Comayrin                     | 50. Ets. Mbomali            |
| 20. Dana Kengeleswe              | 51. Ets. Tosalisana         |
| 21. Disacope                     | 52. Ets; Ecominda           |
| 22. Coco-Agri                    | 53. Ets. Sonoco             |
| 23. Dusha                        | 54. Ets Songo Akebi         |
| 24. Ebona Makundu                | 55. Ets. Asolo Bokati       |
| 25. Ebua Ndumbu                  | 56. Ets. Liongo             |
| 26. E.C.C.                       | 57. Ets. Lisumbu            |
| 27. Emo-Zaire                    | 58. Ets. Ebonde Monga       |
| 28. Entreprise Fali              | 59. Ets. Griza              |
| 29. Entreprise Mangando          | 60. J. Pollet               |
| 30. Ets. Mata & Frères           | 61. Ilingi Wetshi           |
| 31. Ets. Sengea Zubongo          | 62. Kalondji Malu           |

- |                            |                                      |
|----------------------------|--------------------------------------|
| 63. Kanda Etizago Mbandoma | 92. Plantation Mamo                  |
| 64. Kinda Mbenza           | 93. Pemeco-Zaïre                     |
| 65. Kpezu Tweta Way        | 94. Plantation Yoya fye              |
| 66. La Mondiale            | 95. Penze Nakwa                      |
| 67. Langate                | 96. Samaki                           |
| 68. Lebeni Ndomba          | 97. Satricom                         |
| 69. Lekaloda loa           | 98. S.T.C.Z.                         |
| 70. Likumba Isokombole     | 99. Sido-Kalata                      |
| 71. Lidjoho                | 100. Selo                            |
| 72. Lyembe Monga Bua       | 101. Sima pembe                      |
| 73. Lingumba Yolana        | 102. S.N.C.P.                        |
| 74. Lisele Gbamo           | 103. Cit. Commercial                 |
| 75. M.A.C.                 | 104. Socogbado                       |
| 76. Mampeza                | 105. Sakofio Way                     |
| 77. Mbeko Lomowa           | 106. Socepa                          |
| 78/ Mboyo Nkanga           | 107. Reis-Zaïre                      |
| 79. Mboyo Lisaka           | 108. Tambwe Shami                    |
| 80. Mbango Melenge         | 109. Tshikudi Tsia Uwana             |
| 81. Moputu Lihau           | 110. Yatialo Kumba                   |
| 82. Munza Ndowiya          | 111. Tonga Kanza Mozwa               |
| 83. Ndawelo                | 112. Zongo Mbamba                    |
| 84. Ngia Wilindiba         | 113. Pharmacab                       |
| 85. Ngbanzo                | 114. Ets. LKF Baongela Ebubu Momboko |
| 86. Nkoko Bekuya           | 115. Nganga de Bolomba               |
| 87. Ntafo Balutsni         | 116. Bundu Bakutu                    |
| 88. Nzoko Bongo            | 117. Zaïre Express                   |
| 89. Penaza                 | 118. Ets. Mandotuku                  |
| 90. Plantation Plantali    | 119. Maison Diakho                   |
| 91. Plantation de Busira   |                                      |

B. Entreprises

1. Cofino matéria de café
2. A.C. Bengala
3. Alafia
4. Amadite
5. ARLINAY
6. Atout de Quartier
  - 1. Bafel - Babakole
7. Atout Hkolobakole
  - 1. Bafel - Mbaza
8. Beliman - el Genodi
  - 1. Bafel - Frotan
9. Beluano
  - 1. Bafel - Mabe ya Sibila
10. Bencobe - Wayanga
  - 1. Bafel -
11. Bengamba & Fila
12. Bencobe Botani
13. Bencobe Mongi
14. Bifra
15. Bencobe - el Bampaka
16. B.C. Bafel - Mbakou
17. Bencobe
18. Bencobe
19. Bencobe
20. Bekanda Hoolombu
21. Bafel - Mpende
22. Bafel - Agricom
23. Ets. Makas
24. Bencobe
25. Ets. Mbayo - Likola
26. Ets. Bencobe - Elombe
27. Ets. Bencobe - Kiavu
28. Ets. Hoa - Berekota
29. Ets. Bifra - Pop.
30. Ets. Prodaf - Comadites
31. Ets. Ngandobo - Nzaha
32. Ets. Yuza
33. Ets. Jona
34. Ets. Ekole
35. Ets. Lynga
36. Ets. Bencobe
37. Kenda Frères
38. Ets. Imbele - Lusala
39. Ets. Eto - Fila
40. Ets. Boule National
41. Imexco - Tom
42. Ets. Super - Jaloux - Jaloux
43. Ets. Lokanga - Entami
44. Ets. Bencobe (Bencobe)
45. Ets. Mito - Despat
46. Ets. Bayana
47. Ets. Marenbe
48. Ets. Doca
49. Eco - Gema
50. Ets. Bencobe
51. Goal
52. Groupe - Imila
53. Eto - Maison Triomphe
54. Hlonga - Bantombokole
55. Hlonga - Elongu
56. Impexcom
57. Ekiyo - Eloma
58. Lyanda - Elombe
59. Kathona - Shanga
60. Koloto - Etofo
61. Koumbu - Fila
62. Lokwa - Eonga
63. Likwa - Loshikolshi

- |                                |                             |
|--------------------------------|-----------------------------|
| 69. Lokwa Bokoko               | 103. Plantation de Bondumba |
| 70. Lotraz                     | 104. PLTUM                  |
| 71. Loho Yenkolé               | 105. S.F.C.Z.               |
| 72. Lufumbwa Bosongo           | 106. Sapla                  |
| 73. Linzenzo                   | 107. Seconex                |
| 74. Lukumu Mpama               | 108. Sobel                  |
| 75. Maison Casis               | 109. Sala Export            |
| 76. Maison Mpeya               | 110. Socoplan               |
| 77. Nabotec                    | 111. Ste Arom (Jamal)       |
| 78. Mananga                    | 112. Sozacafe               |
| 79. Sozapro                    | 113. Sodex                  |
| 80. Malop                      | 114. Sicomo                 |
| 81. Magasin de Bundu           | 115. Mampeza                |
| 82. Mik                        | 116. Caoussou Doumbiya      |
| 83. Monzo Inkumu               | 117. Safricom               |
| 84. Mosongo Meiza              | 118. Sotraco                |
| 85. Mgr. Etsu                  | 119. Tambwe Museu           |
| 86. Mwanza Mo Isile            | 120. Tambwe Bakwalufu       |
| 87. Ngorom                     | 121. Toto du Zaïre          |
| 88. Nkoy Bompensa              | 122. Zaïre Plantation       |
| 89. Olombe                     | 123. Plantation de Yondoli  |
| 90. Peimoza                    | 124. Yombo Bango            |
| 91. Plantation Iselia          | 125. Lokuma                 |
| 92. Plantation Indjolu II      | 126. Yanga Bitu             |
| 93. Plantation de Bolongo      | 127. Lokolonga              |
| 94. Plantation Iyoya Iye       | 128. Eplacogen              |
| 95. Mukamba Kadiata            | 129. Maison Ante            |
| 96. Plantation Bompese         | 130. Ets. Ekekya            |
| 97. Plantation & Elv. Bompetsi | 131. Maison Diakho          |
| 98. Plantation de Busira       | 132. Saproza                |
| 99. Plabubu                    | 133. Markenda               |
| 100. Plantation d'Ilonge       | 134. Makaya Esongana.       |
| 101. Plantation Songo Belenge  |                             |
| 102. Penaza                    |                             |

REGIONS	MANIOC COSSETTE	MATS GRAINS	RIZ DECORTIQUE	HARICOT	ARACHIDES GOUSSES	LEGUMES DIVERS	VIANDE D'ELEVAGE	HUILE DE PALME	BANANES	SUCRE
BANDUNDU	921.693	300.302	21.400	4.637	212.535	-	63.261	20.404	125.307	-
EQUATEUR	681.807	180.997	35.045	1.644	94.347	-	875	83.577	544.587	-
BAS-ZAIRE	468.630	47.002	1.012	26.682	40.568	1.632	-	11.833	86.108	40.000
KINSHASA	26.085	5.713	-	20	2.280	23.682	-	-	-	-

TABLEAU 64i : BESOINS ANNUELS (TONNES)

REGIONS	MANIOC COSSETTE	MATS GRAINS	RIZ DECORTIQUE	HARICOT	ARACHIDES GOUSSES	LEGUMES DIVERS	VIANDE D'ELEVAGE	HUILE DE PALME	BANANES	SUCRE
BANDUNDU	582.722	90.000	20.000	89.717	80.000	-	60.605	15.000	100.000	4.200
EQUATEUR	652.456	20.300	26.318	58.573	11.003	-	53.171	55.418	521.974	2.045
BAS-ZAIRE	234.314	23.501	9.600	13.341	20.284	1.652	58.400	5.848	43.050	960
KINSHASA	152.400	53.000	78.000	90.000	61.000	64.000	75.600	25.000	-	33.000

TABLEAU 64c : EXCEDENTS ANNUELS (TONNES)

REGIONS	MANIOC COSSETTE	MATS GRAINS	RIZ DECORTIQUE	HARICOT	ARACHIDES GOUSSES	LEGUMES DIVERS	VIANDE D'ELEVAGE	HUILE DE PALME	BANANES	SUCRE
BANDUNDU	338.971	210.302	1.400	-	132.535	-	7.656,027	5.404	25.307	-
EQUATEUR	29.351	160.697	8.727	-	83.344	-	-	28.159	22.613	-
BAS-ZAIRE	234.316	23.501	-	13.341	20.284	-	-	5.985	43.058	31.040
KINSHASA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Rapport général des travaux de la conférence quadripartite des Gouverneurs de Région de Bandundu, du Bas-Zaïre, de l'Equateur et de la Ville de Kinshasa, tenue à Kenge du 16 avril au 18 avril 1982. NOTE : Les chiffres qui figurent dans le tableau doivent être considérés comme des ordres de grandeur indiquant une tendance générale. Bureau Planification Agricole 83.

192

B I B L I O G R A P H I E

Département de l'Agriculture, Développement Rural, Environnement, Con-  
servation de la Nature et Tourisme.

- Résultats de Recensement 1970
- Développement Agricole et Socio-Economiques du Zaïre Occidental, 1982
- Rapport Annuel de la Division de l'Agriculture, Mbandaka, 1979
- Rapport Annuel de la Division de la Santé Animale, Mbandaka, 1979
- Rapport de Mission d'Inventaire des Plantations de Cultures Pérennes, Décembre 1981.
- Programme d'Action Volume I et II, 1972-76
- Plan de Relance Agricole 1982-1984
- Commercialisation du Paddy et du Riz au Zaïre, 1981
- An Economic Analysis of Rice Production, Bumba Zone, Equateur Région Zaïre, 1981
- Situation Actuelle de l'Agriculture Zaïroise, Septembre 1982
- Agriculture Zaïroise, Situation courante et contraintes, Juillet 1980.
- Programme de Production des Principales denrées alimentaires au Zaïre, 1980-1985
- Rapport Interimmaire "Le Crédit Agricole Zaïrois", Octobre 1978.
- Fiches de Projets, 1982
- Annuaire des Statistiques Agricoles 1970-78
- Les indicateurs agricoles, 1977
- Bilan Alimentaire 1975-1977, Mai 1979
- Séries Rétrospectives 1961-1978, Septembre 1980.
- Commercialisation des produits alimentaires au Zaïre, 1979

Département de l'Economie Nationale

- Conjonctures Economiques : 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980.

Département de la Défense Nationale

- Entité administrative (superficie), Janvier 1981

Commissariat Général au Plan

- Fiche Technique pour la Région de l'Equateur, URPD, Mbandaka, 1981.
- Production vivrière face aux besoins alimentaires de la Région de l'Equateur, URPD, Mbandaka, Septembre 1981.
- Rapport de Mission, Région de l'Equateur, Service du Plan, Mars 1976
- Mission de contrôle des projets sur le terrain Région de l'Equateur, Novembre 1979
- Document de Séminaire National sur la Planification du Secteur Agricole et les Politiques de Développement Agricole au Zaïre
- Plan Mobutu, Programme de Relance Economique 1979-1981
- Plan Mobutu, Programme de Relance Economique 1982-1983, Mars 1981
- Répertoire des Etablissements Recensés, Recensement des Entreprises 1980
- Perspectives Démographiques Régionales 1975-1985

Banque du Zaïre

- Rapports Annuels 1970-1980

Banque Mondiale

- Le Développement Accéléré en Afrique au Sud Sahara 1981
- Economic Memorandum, Mai 20 1981
- Zaïre, Situation Economique et Contraintes, 1980
- République du Zaïre, rapport du secteur de transport, Juin 1981

F.A.O.

- Evaluation de la Commercialisation des produits vivriers au Sud de l'Equateur
- Normes FAO 1974, Food Composition Table for Use in Africa, 1968
- Commercialisation des produits vivriers au Zaïre, 1981.

Office de Route

- Rapport Annuel d'activités 1979

IRES

- L'entreprise Zaïroise, 1980.

194

CEPAS - INASES FORMATION

- Calendrier Agricole

SIGAI

- Etude Socio-Agro-Economique de l'Ouest du Zaïre, Juin 1977

Presses Universitaires du Zaïre

- Cahiers économiques et sociaux :

Volume XV 1977

Volume XVIII -2-1980

Volume XVI et XVII -4-1-1978-1979

Joseph Boute, 1980 "La Population régionale du Zaïre de 1956 à 1975"

Joseph Boute et de

Saint Moulin : Perspectives au Congo Belge, Ministère des Colonies,  
Bruxelles, 1953

Calwell, John C. 1969 "African Rural - Urban Migration" Canberra,  
Australia, Presses Universitaires de l'Australie

DEGROOTE, VA "Table de Composition Alimentaire pour la République Démocratique du Congo", ONDR, Kinshasa 1970

Kabamba Kamany "Quelques aspects de l'Alimentation de la nutrition au Zaïre, CEPLANUT, Kinshasa, Avril 1972.

Marcel Van Den Abeele et Reine "Les principales cultures du Congo Vandempui Belge, 1956

Reine Van Denput "Les principales cultures en Afrique Centrale, 1981

Sekimoyo NT wa Magango, 1980 "Les obstacles démo-économiques dans la planification de l'Enseignement "IRES, Vol XVIII-1-1980.